

OMER LE GRESLEY, EUDISTE
PROFESSEUR AU COLLÈGE DE BATHURST, CANADA

L'ENSEIGNEMENT DU FRANÇAIS EN ACADIE

(1604 - 1926)

Thèse de doctorat de l'Université de Paris.



GABRIEL ENAULT
IMPRIMEUR-ÉDITEUR
MAMERS.

COLLÈGE DU SACRÉ-CŒUR
BATHURST-OUEST
N. B.

1925

**L'ENSEIGNEMENT
DU FRANÇAIS EN ACADIE**

(1604-1926)



Digitized by the Internet Archive
in 2026

OMER LE GRESLEY, EUDISTE
PROFESSEUR AU COLLÈGE DE BATHURST, CANADA

L'ENSEIGNEMENT DU FRANÇAIS EN ACADIE

(1604 - 1926)

Thèse de doctorat de l'Université de Paris.



GABRIEL ENAULT
IMPRIMEUR-ÉDITEUR
MAMERS.

COLLÈGE DU SACRÉ-CŒUR
BATHURST-OUEST
N. B.

1925



A Monsieur FERDINAND BRUNOT,
Doyen de la Faculté des Lettres de l'Université de Paris,
qui m'a guidé et encouragé dans mon travail.

O. L. G.



L'ENSEIGNEMENT DU FRANÇAIS EN ACADIE

CHAPITRE I

L'instruction française et religieuse donnée aux indigènes (1604-1632)

I. — Premier apôtre du Français en Amérique : Marc Lescarbot.

La première colonie française permanente en Amérique date de 1604. Le sieur de Monts, gentilhomme protestant de Saintonge, gratifié par Henri IV du monopole du trafic des pelleteries en Acadie, devait, en retour de ce précieux avantage, coloniser le pays, gagner au christianisme et faire « instruire les peuples qui habitent cette contrée » et « les retirer de l'ignorance » (1). Dans ses vaisseaux, catholiques et huguenots se coudoient : les deux cultes y ont leurs ministres, qui déjà se disputent sur mer. Sur terre, la querelle continue « sur la différence de la religion » (2), au grand

(1) Bibl. Nat. Man. Nouv. A. Vol. 9281, f. 23.

(2) Sagard, I, p. 26.

scandale des sauvages peu habitués à la civilisation ! Ils prennent parti tantôt pour l'un, tantôt pour l'autre. Coïncidence curieuse : un prêtre et un ministre meurent le même jour ; les colons, au milieu de macabres bouffonneries, les déposent « dans la même fosse pour voir si, morts, ils demeureront en paix » (1).

Après un long et douloureux hiver à l'île Sainte-Croix (Dochet-Isle), la petite colonie, au printemps de 1605, se fixe définitivement à Port-Royal. L'année suivante, le sieur de Pontreincourt, gentilhomme catholique de Picardie, y amenait de nouveaux colons ; mais cette fois, pour éviter les disputes religieuses, aucun ministre du culte n'accompagnait l'expédition : étrange moyen d'évangéliser les Indiens. Par bonheur la colonie comptait un savant avocat de Paris, Marc Lescarbot, qui, à défaut de missionnaire, s'institua joyeusement prédicateur et éducateur, afin, dit-il, « d'enseigner chrétiennement notre petit peuple, pour ne pas vivre en bestes, et pour donner l'exemple de vivre aux sauvages » (2). Avant son départ pour l'Acadie en 1606, il avait lancé des appels enflammés, — en vers et en prose, — afin d'obtenir des missionnaires ; gourmandant évêques et prêtres de leur peu de zèle. Son ardeur apostolique tomba, quand on lui parla des Jésuites. Il n'en voulait pas, craignant leur influence. Pour n'être pas missionnaire, Lescarbot n'en fut pas moins, et au plus haut point, l'apôtre de la pensée française. Il s'occupa avec un soin tout particulier de franciser les indigènes : avec une patience admirable, il apprit leur langue et leur enseigna

(1) Sagard. I, p. 27.

(2) Lescarbot (1), II, p. 520.

la sienne. L'Amérique avait son premier instituteur, un Français.

Lescarbot eut encore le mérite d'établir dans le Nouveau Monde la première société récréative et littéraire : l'Ordre du Bon Temps. Avocat par état, il négligeait déjà à Paris ses procès pour s'adonner à la littérature et c'est, en curieux, qu'il passa en Acadie apportant avec lui quelques livres. Pendant les jours d'été, il se livre avec ardeur à la culture des champs et à l'étude de la flore du pays : mais, le soir, et pendant les longues journées d'hiver, il note dans son journal les particularités du pays et les incidents survenus dans la colonie. Retiré dans son modeste cabinet de Port-Royal, il prépare son « Histoire de la Nouvelle France » et écrit « Les Muses de la Nouvelle France ». Généreux et charitable, il ne veut pas jouir seul dans sa tour d'ivoire : les colons partageront ses plaisirs intellectuels.

Il fonde donc l'Ordre du Bon Temps, comprenant une quinzaine de notables de la colonie « dont plusieurs possédaient des talents littéraires » (1). Les réunions périodiques de la société s'ouvraient par un frugal banquet. Chaque membre présidait à son tour, et au président incombait l'obligation non seulement de veiller à l'exécution du programme fixé, mais aussi de solder les frais du banquet. Le repas était suivi de joyeuses et spirituelles conversations ; on y chantait les airs de la vieille patrie ; on y récitait des pièces de vers composées d'ordinaire par Lescarbot lui-même (2). Nombre de sauvages assistaient à ces réunions, s'habituèrent aux mœurs des européens et en apprenaient la

(1) Thibreau, p. 25.

(2) Lescarbot. Liv. IV, ch. XVI.

langue. Ces joyeuses assemblées « n'étaient pas sans profit au point de vue intellectuel pour les Français eux-mêmes, en les aidant, comme elles le firent, à conserver allumée dans cette petite colonie éloignée la lumière du savoir » (1).

Prédicateur de ses compagnons, Lescarbot enseignait aussi le catéchisme aux Indiens, ayant soin d'adapter la doctrine évangélique à ces natures peu habituées à un joug moral. Les Indiens se plaisaient fort auprès des Français : leur chef, Mambertou, qui le premier reçut le baptême avec toute sa famille, mangeait régulièrement à leur table : ces relations cordiales mettaient les deux groupes à même d'apprendre la langue de leurs commensaux. En 1607, Henri IV révoqua pourtant le monopole accordé au sieur de Monts sous prétexte qu'on « n'avait fait aucun chrétien » (2). Obligé de revenir en France, Lescarbot épancha sa douleur dans les « Adieux à la Nouvelle France » et continua à s'intéresser à la colonie lointaine. A ce zélé et spirituel avocat de Paris revient l'honneur d'avoir préparé le terrain à des éducateurs officiels, qui trouveront les Indiens habitués déjà aux Français et à leur langue.

II. — Les Jésuites en Acadie.

En 1608, Pontrincourt, chef de la colonie acadienne, avait déjà refusé d'accepter deux jésuites que lui proposait Henri IV. Comme on ne voulait pas cependant donner un caractère trop laïc à la colonie, l'abbé Fléché, prêtre séculier, fut adjoint à l'expédition. Peu de temps après, Lescarbot,

(1) Thibeau, p. 26.

(2) Goyau, p. 15.

qui continuait à redouter les jésuites, écrivait : « Il y a par delà des hommes d'Église de bon savoir que leur zèle de la religion y a portés.... Or, quant à présent, il n'est pas besoin de ces docteurs sublimes... plus utiles par deçà à combattre les vices et les hérésies » (1). Pour mieux montrer que la colonie se passerait facilement des jésuites, il publiait que l'abbé Fléché, en vingt-et-un jours, avait baptisé vingt-et-un sauvages.

Après la mort de Henri IV, la régente Marie de Médicis ne se laissa pas illusionner par les statistiques de ces conversions indiennes. Elle décida que deux jésuites partiraient pour Port-Royal (1610), leur accorda un généreux viatique et les recommanda au chef de la colonie. Les calvinistes refusèrent de donner passage sur leurs bateaux aux deux missionnaires. Froissée, la reine décréta que les missionnaires seraient, eux aussi, actionnaires dans la compagnie d'outremer, fondée une couple d'années auparavant pour coloniser l'Acadie : l'argent afflua et, le 27 mai 1611, le Père Biart, un savant, et le Père Massé, un ascète, débarquèrent à Port-Royal. Par la volonté du roi, tout baptisé devenait sujet français. En arrivant au milieu de leur troupeau, les deux jésuites constatèrent avec surprise que les baptisés, tout en se vantant « d'être normands » (2), c'est-à-dire français, ne manquaient pas de leur présenter leurs nombreuses femmes. En fait, les enfants spirituels de Lescarbot connaissaient mieux la langue française que la doctrine et la morale catholiques, et trouvaient plus de charme dans la joyeuse compagnie des Français qu'ils appelaient « oyes

(1) Thwaites, I, p. 62.

(2) Rochemonteix, I, p. 42.

babillardes » (1), que dans les austérités de la religion chrétienne.

Un auteur américain résume fort bien le travail de ces missionnaires : « Le premier souci des Pères fut de construire une chapelle, d'apprendre la langue du pays et d'instruire les Français qui avaient émigré de la vieille France en la nouvelle » (2). Près des Français, tous adultes, sans femmes ni enfants, le rôle du prêtre se bornerait à leur donner l'instruction religieuse. Mais le ministère devenait beaucoup plus difficile auprès des sauvages ; la cour désirait expressément les voir adopter la langue française en même temps que le catholicisme.

L'abbé Fléché avait vu son influence restreinte « faute de savoir la langue » ; aussi le malicieux Lescarbot d'écrire au sujet de cet abbé, qu'il retournait en France « sans regret d'abandonner une vigne qu'il aurait plantée » (3). Résolument, les jésuites attaquent la difficulté de front et se mettent immédiatement à l'étude de la langue indienne. Le Père Massé choisit la méthode empirique et s'en va vivre avec les sauvages dans les bois. Il les suit dans leurs chasses, campe avec eux dans leurs wigwams infects, se plie à leurs coutumes grossières, parfois même révoltantes. « Un labeur obscur, des privations surhumaines, l'isolement, puis la mort, telle était la perspective du missionnaire » (4). Après quelques mois de cette vie « à la sylvatique » (5), le Père Massé, vrai squelette, ressemblait plus à un mort qu'à un vivant. A

(1) Sagard. II, p. 368.

(2) Thwaites, préface, p. 24.

(3) Thwaites, p. 160 et 167.

(4) Parkman (1). I, p. 63.

(5) Biard, p. 10.

l'encontre de son confrère, le Père Biard reste à Port-Royal pour le ministère des Français, et il étudie la langue indienne sous la direction d'un professeur. Plusieurs colons la connaissaient déjà passablement et, nous dit notre missionnaire, « Biencourt, qui entend le sauvage le mieux de tous ceux qui sont icy, a pris d'un grand zèle et prend chaque jour beaucoup de peine à nous servir de truchement. Mais ne scay comment, aussi tost qu'on vient à traiter de Dieu, il se sent le mesme que Moïse, l'esprit estonné, le gosier tarry et la langue nouée » (1). Cette difficulté de trouver des termes abstraits venait de la nature même de la langue indienne « qui n'a des mots que pour ce qui peut se toucher ou monstrier à l'œil » (2).

Le zèle de Biencourt subit le contre-coup des malentendus qui surgirent entre lui et le missionnaire, au sujet de la question religieuse et de la situation financière. Le Père Biard se choisit alors pour maître un Indien intelligent ; mais, dès ses premières leçons, l'indigène se montra professeur des plus médiocres. « Assis, le papier et la plume à la main, le naturel accroupi devant lui », l'élève « l'accablait de questions auxquelles l'inculte interlocuteur ne savait souvent que répondre ou qu'il feignait ne pas comprendre » (3). Le père découvrit un moyen de lui dénouer la langue en « mettant devant lui le plat remply et la serviette dessus ; car à tel trépied se rendent les bons oracles hors de là, et Apollon et Mercure défaillent aux sauvages » (4). Un

(1) Lettre du Père Biard. Thwaites. II, p. 8.

(2) Relations des jésuites. Chap. XV.

(3) Rochemonteix. I, p. 47.

(4) Thwaites. III, p. 192.

autre historien nous montre le missionnaire, « assis dans une hutte à côté d'un sauvage dont il essaie d'apprendre la langue, gagnant à chaque difficulté son instituteur indien par un morceau de tabac, afin de le rendre plus attentif, ou écrivant son exercice indien avec des doigts à demi gelés » (1). Pour arracher encore plus sûrement les énigmes de ces lèvres indiennes, il tâchait d'exprimer par gestes les idées qu'il désirait traduire, « car comme ny eux ne scavent notre langue ny nous la leur sinon fort peu, il nous faut faire mille gesticulations et chimagrées pour leur exprimer nos conceptions, et ainsy tirer d'eux, quelques noms des choses qui ne se peuvent montrer par les sens » (2). Le maître n'admirait guère les efforts héroïques de son élève pour apprendre sa langue et lui enseigner la française, et toute cette pantomime « donnait beau rire à nos messieurs » de nous voir « au moins toute une après disnez, en faisant basteleur » (3). Presque tous les autres missionnaires, qui viendront en Acadie, devront passer par ce second noviciat, avant de travailler avec les Indiens. Par un privilège spécial de Dieu, le jésuite « Chaumont hérita des langues de Garnier » (4), son confrère martyrisé par les sauvages Iroquois : unique cas rapporté par les annales canadiennes où intervint, comme jadis au temps de la primitive église, le miracle du don des langues (5).

Les Indiens, réfractaires à toute discipline, apprenaient plus facilement le français dans leurs rapports quotidiens

(1) Finley, p. 28.

(2) Lettre du P. Biard. Thwaites. II, p. 10.

(3) Lettre du P. Biard. Thwaites. II, p. 12.

(4) Parkman, p. 82.

(5) Saint-Paul, I, Cor. XII, v. 10.

avec les colons. Mais, les missionnaires remarquaient avec indignation que « la première chose que ces pauvres sauvages apprennent, ce sont des jurements, parolles sales et injures » (1). Ne dirait-on pas que l'Indien voulût se venger ? Souvent en effet, les missionnaires constataient que, malgré leurs efforts pour apprendre les mots indiens, on leur donnait assez fréquemment « le mortier pour le niveau et le marteau pour la truelle » (2) ; bien plus, on abusait parfois de leur confiance naïve pour leur faire articuler des paroles fort déshonnêtes, que déçus ils s'en allaient « préchottant innocemment pour belles sentences de l'Évangile » (3).

III. — Les Indiens : leur intelligence, leur langue, leur amour pour les Français.

On s'imaginerait volontiers que l'intelligence faisait défaut aux Indiens : telle n'est pas l'appréciation de ceux qui, au seizième ou au dix-septième siècle, ont vécu parmi eux. En 1540, Cartier déjà les avait trouvés « bien disposés d'esprit et d'entendement » (4). Le premier jésuite, fixé en Amérique, nous les peint comme des hommes « à l'esprit gaillard et net » (5) ; le franciscain Sagard, comme « gens d'esprit » dont on peut « faire quelque chose de bon » (6). « Tous ces sauvages », dit ailleurs le même annaliste, « ont l'esprit assez bon et capable de concevoir et d'apprendre ce qu'on leur

(1) Thwaites. II, p. 8.

(2) Lettre du P. Biard. Thwaites. II, p. 12.

(3) Thwaites. III, p. 196.

(4) Gourd. I. François I à Jacques Cartier.

(5) Relation du P. Biard. 1616, p. 36.

(6) Sagard. II, p. 332.

voudrait enseigner » (1). « Avant que la foi fût venue en Allemagne, en Espagne, en Angleterre, écrit un missionnaire jésuite, les peuples de ces contrées n'étaient pas plus polis. L'esprit ne manque pas aux sauvages du Canada, mais seulement l'éducation et l'instruction... ils ont plus d'esprit que nos paysans ordinaires » (2). De son côté, Marc Lescarbot, bien placé pour les juger, ne craint pas d'écrire : « C'est à grand tort qu'on dit d'eux que ce sont des bestes, gens cruels et sans raison : ils parlent avec beaucoup de jugement... » (3). Le chef des Souriquois nous est dépeint « spirituel, grand et magnanime » (4), aussi devons-nous conclure avec un grand historien canadien, que « rien n'autorise donc à croire que les facultés intellectuelles des sauvages fussent inférieures » (5).

La langue de ces sauvages se ressentait de leur nature primitive, uniquement attentive aux choses sensibles : les mots abstraits manquent, mais les mots concrets abondent « entre lesquels il y en a de si riches qu'un seul peut signifier autant que quatre des nôtres » ; aussi le français trouvait-il cette langue « plus féconde et plus nombreuse » (6) que la sienne. Ce langage, d'ordinaire fleuri et imagé, tissu de métaphores et de comparaisons, faisait les délices des colons un tant soit peu instruits. Les indigènes pourtant ne connaissaient pas l'écriture ; en cas de besoin, ils se servaient de figures « hiéroglyphiques grossièrement tracées » (7). Ces caractères reflétaient fidèlement la nature poétique et imagée

(1) Sagard. II, p. 368.

(2) Rel. des jésuites, 1632, p. 6.

(3) Lescarbot. Hist. N. F., p. 8.

(4) Bourgoing, p. 18.

(5) Garneau. I, p. 144.

(6) Sagard. II, p. 337.

(7) Garneau. I, p. 141.

de l'écrivain : un animal indiquait la tribu, un autre la famille ou l'individu, et quelques signes conventionnels, se rapprochant autant que possible de la chose signifiée, composaient le message, toujours court et concis, gravé sur une feuille épaisse détachée d'un arbre, ou sur un morceau d'écorce de bouleau. Le temps a détruit ces fragiles monuments littéraires, comme il a fait perdre aux Indiens leur énergie primitive et leurs coutumes. A mesure que la nature sauvage de la forêt disparaît, disparaissent aussi les mœurs si simples de ces enfants des bois. Mais les colons français, soit dit à leur honneur, ont tenu à l'égard des Indiens une conduite qui ne mérite pas le reproche, lancé par un Canadien contre d'autres importateurs de la civilisation européenne : « On a beaucoup plus travaillé à les dépouiller qu'à les instruire » (1).

En Acadie, les Indiens furent toujours traités comme des frères et des amis qu'on s'efforçait d'instruire. Quand les premiers jésuites arrivèrent en 1611, les sauvages, parlant français, se vantèrent « d'être presque normands » (2), c'est-à-dire de posséder déjà assez bien la langue française qui leur avait été enseignée surtout par Lescarbot. « Il y avait des hommes qui nous demandaient d'apprendre le français avec eux », et ne ménageaient pas leurs efforts pour bien prononcer : « un jeune indien s'évertua deux ou trois cents fois pour prononcer la lettre P et ne put jamais dire que T » (3). Moins facile pour les adultes, le français est tel « que les enfants qui ont la langue assez bien pendue prendraient

(1) Garneau. I, p. 144.

(2) Rochemonteix. I, p. 42.

(3) Sagard. II, p. 332.

bientôt notre prononciation, si on les instruisait » (1). La tribu recevait le haut exemple de son chef, le grand Mambertou, le Clovis des Souriquois, qui pour apprendre notre langue, ne ménageait ni les « efforts et ahans de langue » et disait aux jésuites : « Apprends vistement notre langue, car aussitôt que tu la sauras et m'auras bien enseigné, je veux être prêcheur comme toi » (2).

Les missionnaires ne se contentèrent pas de leur apprendre à parler français, ils se mirent résolument à leur apprendre à lire et à écrire. Mais les indigènes ne voyant pas l'utilité de déchiffrer ces figures uniformes, alignées sur les livres qu'on leur offrait, et prétendant parler plus facilement sans avoir une feuille écrite sous les yeux, ne voulaient pas « s'y adonner et se contentaient de compter les feuillets de nos livres et d'en admirer les images avec tant d'attention qu'ils perdoient tout autre soin et eussent passé les jours et les nuits entiers qui les eût laissés faire, mais un si fréquent maniement de nos livres qu'ils demandaient à voir à tout moment, les uns après les autres, principalement la sainte bible par sa grosseur et les images, les perdoit et les rendoit tout frippes » (3). Les missionnaires ne furent pas rebutés par ces mécomptes et patiemment, à ces enfants incapables de rester en place et d'être longtemps attentifs, ils continuèrent à enseigner « les lettres et écriture » (4). Hélas ! ces pauvres élèves « oublioient en trois jours ce que nous leur aurions appris en quatre » (5).

(1) Sagard. II, p. 332.

(2) Lettre du P. Biard. Thwaites, II, p. 22.

(3) Sagard. II, p. 330.

(4) Sagard. II, p. 330.

(5) Sagard. II, p. 330.

Cependant, les désaccords entre le jeune Biencourt et les missionnaires devenaient plus alarmants pour le bien de la colonie. Pour éviter ces conflits, Madame de Guercheville, peut-être un peu trop zélée, fit jeter en 1613 les bases d'une nouvelle colonie, en face de Port-Royal, à Saint-Sauveur. A peine les missionnaires y étaient-ils installés avec quelques colons et les néophytes indiens, que les Anglais, conduits par Argall, détruisaient leur établissement et celui de Port-Royal, et emmenaient prisonniers les deux missionnaires qui furent peu après rendus à la France. A l'arrivée des Anglais, les colons se cachèrent dans les bois pour éviter la mort. Officiellement pourtant, la tentative de colonisation avait échoué. Mais si cette destruction de la colonie laissait « cette Nouvelle France en friche » (1) avec « deux alogements tous vuides » (2), l'expédition rapporta cependant à la France plus d'un avantage : d'une part des liaisons amicales s'étaient solidement établies entre Français et Indiens, et d'autre part l'obstacle créé par la différence des langues tombait, car les colons, les missionnaires et nombre d'Indiens possédaient convenablement les deux langues ; le Français s'en retournait donc connaissant la langue, « le naturel de ces terres et païs, la disposition des habitants » (3) et la « topographie et description des mers, caps et rivières » (4).

IV. — Les Récollets en Acadie (1618-1628)

De 1613 à 1632, des aventuriers français et anglais se disputèrent l'Acadie : les rois des deux nations multiplièrent

(1) Relation du P. Biard, p. 311.

(2) Relation du P. Biard, p. 36.

(3) Relation du P. Biard, p. 305.

(4) Relation du P. Biard, p. 36.

les concessions de terres dans ce lointain domaine, mais en fait personne n'essaya sérieusement, pendant ces vingt ans, de fonder une colonie. Ceux des premiers colons français, qui n'avaient pas été faits prisonniers, restèrent là, vivant de pêche et de chasse, toujours amis fidèles des Micmacs. Quant aux missionnaires jésuites, ils dirigèrent leurs pas vers le Canada, où se portaient les efforts de la France, oublieuse de sa première colonie. Les missionnaires, eux, ne l'oublièrent pas : un « charme secret » (1) les attirait toujours vers ces vastes solitudes. Le 20 mars 1618, les Récollets obtinrent du roi Louis XIII la permission de passer au Canada, avec pouvoir « d'y établir autant de couvents qu'ils jugeront nécessaires selon les temps et les lieux » (2). D'autre part à Bordeaux existait alors une compagnie qui s'occupait du trafic avec l'Acadie. Elle « demanda trois prêtres et un frère avec promesse de les entretenir autant de temps que durerait la société. Ils (les Récollets) y allèrent donc et s'y établirent par manière de mission sédentaire » (3). L'un d'entre eux se fixa à Port-Royal, où demeuraient encore quelques colons français, tandis qu'un autre s'installa à la rivière Saint-Jean ; un troisième se rendit à Miscou. Ils durent se mettre résolument à l'œuvre puisque, trois ans plus tard, ils s'étaient faits aux missions « parmi les sauvages de la Cadie, dont ils possédaient fort bien la langue et qu'ils instruisaient avec contentement » (4).

En 1624, trois autres Récollets débarquèrent en Acadie, avec ordre de passer au Canada, s'ils croyaient pouvoir y

(1) Leclercq (1), p. 437.

(2) Sixte le Tasse, p. 175.

(3) Leclercq (1). I, p. 239.

(4) Hist. chronologique, p. 119.

faire plus de bien : ils n'y restèrent que peu de temps et gagnèrent Québec. Les Récollets continuèrent près des Indiens le travail des pères jésuites. C'est à ces missionnaires et aux Jésuites que nous devons, outre de nombreux ouvrages sur la langue indienne, les principales sources de l'histoire d'Amérique. Pendant les longs et rudes hivers, « l'encre se glaçait et les doigts perdaient tout sentiment » (1) ; parfois même les Pères se virent obligés de composer leur encre avec de l'eau et de la suie. Ils restaient quand même fidèles à leur mission ; obligés d'entendre ces « discours puant comme des cloaques », de supporter « le froid, la chaleur, la fumée » (2), ils trouvaient dans leur foi la force d'écrire à leur supérieur : « Nous mourrons, nous serons captifs, torturés, brûlés ; qu'il en soit ainsi » (3), et leur plume, trahissant leur gaieté française, semblait narguer la misère : « Bien que mon lit n'eût pas été fait depuis la création du monde ». écrit l'un de ces pionniers, habitué à coucher à la belle étoile, « il n'est pas assez dur pour m'empêcher de dormir » (4).

L'influence d'une vie toute d'abnégation et de dévouement eut encore « cette utilité de rattacher à la civilisation les Français dispersés dans ces solitudes » (5). Même des écrivains d'autre langue et d'autre foi rendent « ce tribut intéressant à ces pionniers spirituels » que, sans eux, le Français abandonné en Acadie par ses chefs « n'aurait jamais quitté ses habitudes d'indien et retourné à la civilisation » (6).

(1) Parkman. *The jesuits...* p. 12.

(2) Parkman. *The jesuits...* p. 23 et 20.

(3) Parkman (1), p. 247.

(4) Parkman. (1), p. 17.

(5) Rameau. Une colonie féodale, I, p. 74.

(6) Finley, p. 25.

Quant aux Indiens, ils gardent, même aujourd'hui, un souvenir reconnaissant à ces premiers missionnaires qui les ont initiés en même temps à la civilisation et au culte du vrai Dieu. « Le fait qu'ils ont si longtemps conservé une dévotion si merveilleuse pour le prêtre indique bien les soins tendres qu'ils ont reçus autrefois de ses mains » (1).

En 1628, la Compagnie des marchands était dissoute et les pères récollets se retirèrent de l'Acadie. Cette première période de l'histoire acadienne se terminait ainsi sans succès apparent : période de tâtonnements, où le roi ne perdit rien, mais où les chefs de ces premières expéditions, ne recevant aucune aide de la cour, moururent à la peine, jeunes et ruinés. Les missionnaires, pauvres et sans ambition humaine, parcourant l'Acadie « à pieds et sans argent, à l'apostolique » (2) restèrent fidèlement à leur poste, apportant à ces colons et à ces Indiens la double lumière de l'instruction et de la religion.

Dans les chapitres suivants, nous nous attacherons à suivre l'enseignement du français donné dans les écoles régulières, tantôt soutenues par le chef de la colonie, tantôt par le roi, toujours dirigées par le curé de la paroisse. Les visages pâles et les visages bronzés se rangeront sur les mêmes bancs, mais, à l'ombre des grands arbres ou accroupis près du feu, d'autres missionnaires continueront à instruire les Indiens moins sédentaires. Plus tard, sous le régime anglais, vers 1760, les ministres anglicans chercheront à remplacer les missionnaires français auprès des Indiens, mais d'ordinaire, sans succès. Irrités des traitements

(1) Thibeau, p. 14.

(2) Gosselin, p. 13.

qu'on leur avait fait subir (1), ceux-ci refuseront pendant les premières années de l'occupation anglaise d'accepter la nouvelle religion et ses ministres. Le gouvernement anglais de la Nouvelle-Écosse, pour s'assurer que les Indiens ne s'insurgent pas, fera appel au Père Maillard, auquel il offrira annuellement une rente de cent livres et de cinquante livres à ses successeurs (2). Ce missionnaire se consacra avec zèle à l'instruction des indigènes, écrivant en leur langue un catéchisme, une grammaire et un dictionnaire (3). Le premier prêtre canadien qui travaillera parmi les siens, l'abbé Bourg (1772-1797) acquerra une connaissance parfaite de la langue indienne. « Il pourra ainsi les évangéliser dans leur propre langue » (4). Le gouvernement du Nouveau Brunswick lui demandera de fonder des écoles pour ces Indiens, offrant de « lui verser pour la première année la somme de 500 livres sterling » (5). L'abbé Bourg, qui portait à ces déshérités un amour spécial, acceptera avec joie l'offre du gouvernement.

La conduite des missionnaires catholiques à l'égard des Indiens n'a pas changé jusqu'à nos jours. Sans doute, ils ont cherché d'abord à gagner ces âmes au Christ, mais convaincus qu'une religion à l'idéal si élevé peut difficilement s'implanter chez ces peuples sans morale, ils se sont efforcés d'abord d'en faire des hommes civilisés. Répondant au désir du roi de France, dociles aux ordres de leurs supérieurs et surtout à la mission de leur commun Maître, ils ont traversé et retraversé ces immenses forêts acadiennes, pour y propager

(1) Lauvrière. I, p. 22-24.

(2) Report on the Can. Archives 1894, p. 320.

(3) Thibeau, p. 103.

(4) Casgrain. Mémoire sur le N. E., p. 20.

(5) Melanson, p. 142.

la foi chrétienne et la langue française. De 1604 à 1800, — sauf de rares et courtes interruptions, — Jésuites, Récollets, Capucins, Sulpiciens, Spiritains et Prêtres des Missions étrangères se sont disputé ce champ ingrat, pour se consacrer, nombreux et zélés, à cette double tâche.

CHAPITRE II

Séminaires et Écoles en Acadie

I. — Séminaires de la Hève et de Port-Royal.

De 1626 à 1628, toutes les possessions françaises en Amérique étaient passées sous la domination anglaise. Grâce à son habileté, Richelieu parvint, non sans difficulté, à faire signer aux Anglais le traité de Saint-Germain-en-Laye (1632), qui rendait à la France ses colonies du Canada et de l'Acadie. La Compagnie de la Nouvelle France, fondée en 1626 en vue de coloniser ce pays, concédait, par un acte du 19 mai 1632, au Sieur de Razilly, l'Acadie, « en toute propriété, seigneurie et justice à perpétuité » (1). L'Acadie ne pouvait pas tomber en de meilleures mains : marin habile, soldat expérimenté, Razilly écrivait crânement à Richelieu le 25 juillet 1632 : « J'employerai encore à cest effet de défendre la croix et le lys jusqu'à la dernière goutte de mon sang » (2).

La Compagnie de la Nouvelle France, dont Razilly faisait partie, restait fidèle aux principes colonisateurs de la vieille France qui consistaient à « peupler le dit pays de naturels François Catholiques pour, par cette exemple, disposer ces nations à la religion chrétienne et à la vie civile » et à « les faire policer et instruire » (3). Richelieu, constatant avec

(1) Mémoire du roy sur l'Acadie, 1751, p. 2.

(2) Min. des aff. étrangères, Amérique, vol. I. f. 106.

(3) Compagnie de la Nouvelle France, 1627, p. 2.

douleur « que ceux auxquels on avait confié ce soin avaient été peu curieux d'y pourvoir » (1), crut bon de préciser les obligations de la Compagnie. Dès lors, il fut convenu qu'elle devrait transporter « deux à trois cents hommes de tout métier », et afin d'éviter les querelles religieuses, si cruelles en France, tous appartiendraient à la religion catholique. De plus « chaque habitation qui sera construite par les dits Associés... aura trois ecclésiastiques au moins » (2).

Ce dernier article pourvoyait indirectement à l'enseignement de la langue française en Acadie. A cette époque, en effet, l'instruction restait en général aux mains de l'église ; ce privilège, consacré par des siècles, semblait si naturel que sans doute les membres de la Compagnie, aussi bien que le grand ministre, considéraient ce dernier article comme le complément nécessaire du premier exigeant qu'on donnât l'instruction aux indigènes. Les ordres religieux français rivalisaient de zèle pour envoyer de leurs membres dans ces pays inconnus (3). Il semblait tout naturel de confier le poste si désiré aux Récollets, qui avaient précédemment évangélisé les Indiens avec tant de succès : ils eurent beau faire valoir tous leurs titres, près de Razilly, près de Richelieu, et même près du pape, le chef de l'expédition choisit des pères capucins : d'ailleurs Richelieu lui-même les lui avait indiqués (4).

L'expédition, composée de 300 hommes d'élite, accompagnée de six Capucins, partit d'Auray le 4 juillet 1632, et arriva en Acadie à La Hève, le 8 septembre de la même

(1) Compagnie de la Nouvelle France, 1627, p. 2.

(2) Articles accordés par le roy, 29 avril 1627. Articles I, II et III.

(3) Goyau. Chap. II.

(4) Arch. Min. Aff. étr. Mém. Amér. Vol. 4, f. 92-93.

année. Razilly se hâta d'y ramener quelques colons de Port-Royal, restes de la première fondation : il dressa avec eux un fortin en bois qui devait servir de résidence. C'est là que les pères capucins construisirent leur modeste demeure, nommée Notre-Dame de Grâce en souvenir de la date du débarquement. Cette fondation à La Hève devant être permanente, les missionnaires, fidèles aux instructions reçues de Richelieu, se hâtèrent d'y assurer le service religieux pour les Français et de « se dévouer à l'instruction des enfants indigènes » (1). Les difficultés presque insurmontables, qui avaient paralysé en partie le ministère des premiers apôtres acadiens, diminuaient considérablement en raison des circonstances nouvelles. Les pères ignoraient la langue indienne, mais ils pouvaient utiliser les travaux écrits de leurs devanciers. Bien mieux, ils disposaient de nombreux interprètes : les Français de Port-Royal, habitués à vivre avec les sauvages, en connaissaient la langue à fond ; plusieurs de ces derniers, amis des Français, les suivirent probablement à La Hève, et leur caractère s'était déjà un peu adouci au contact de la civilisation européenne. Mais « grand fut l'étonnement des Indiens en voyant débarquer des frères mendiants dans leur costume de gros drap brun, avec la cordelière nouée autour de la taille, le capuchon pointu et les pieds nus dans des sandales à fortes semelles de bois » (2).

La colonie de Pontrincourt, composée uniquement d'hommes adultes, n'offrait aucun élément pour une école de blancs ; mais, à La Hève, quelques tenanciers avaient « amené leurs femmes et leurs enfants » (3). Ceux-ci purent donc

(1) Candide, p. 9.

(2) Parkman, p. 328.

(3) Lauvrière. I, p. 62.

commencer ou continuer leurs études avec les Capucins qui, au début, furent obligés de se cantonner au fort avec les Français, faute de connaître la langue indienne. C'est ainsi que le premier séminaire français fut fondé en Acadie, probablement dès 1632 ou, au plus tard, en 1633 (1). Les fils de saint François devançaient ainsi de trois ans les fils de saint Ignace, qui ouvrirent leur premier séminaire au Canada français en 1635, tandis que le premier collège anglais de Harvard n'inaugurait ses cours qu'en 1637. Grâce aux missionnaires capucins, c'est à l'Acadie que revient l'honneur d'avoir possédé les premières écoles et le premier séminaire en Amérique. Sans doute, ces maisons, consacrées surtout aux indigènes, cadrent assez mal avec les idées que nous nous faisons actuellement de telles institutions : plusieurs trouveront bien prétentieux ce titre de séminaire accordé à une organisation si primitive et si précaire. Mais rappelons-nous que les premiers collèges français et anglais en Amérique eurent des berceaux bien humbles et bien frêles. Il en est peu qui se soient développés aussi rapidement que celui des Capucins, puisque, quelques années après sa fondation, il comptait un personnel de douze membres (2). D'autres, plus favorisés par les circonstances, ont duré jusqu'à nous et sont actuellement pleins de force et d'influence. Pourtant, si l'aîné des collèges américains a vu son cours brutalement arrêté par les malheurs de la guerre, alors que l'avenir s'ouvrait devant lui plein de promesses, accordons-lui au moins l'honneur et le mérite d'avoir été le premier à surgir de ce sol jusqu'alors inculte.

(1) Lenhart. Vol. 27, N° 3, p. 222, et « L'Acadie et ses missionnaires », p. 23.

(2) Bibl. Nat. Man. fr. Nouv. Acq. 9282, f. 94.

La colonie de La Hève prospérait donc grâce aux largesses de son chef Razilly qui, dès la première année, avait déjà dépensé 50.000 écus pour la fondation. La population augmentait rapidement, et nos missionnaires, tout en continuant à instruire les enfants des colons, se faisaient les disciples obéissants des Indiens ou de quelques vieux Français, afin d'acquérir la langue souriquoise. Razilly mourut accidentellement en 1635 ; sa mort plongea dans le deuil la colonie qui, pour la première fois, avait trouvé un chef, qui laissait de côté le commerce de pelleteries pour s'occuper du bien des colons. Selon les désirs du défunt, Charles de Menou, Sieur d'Aulnay de Charnisay, lui succéda. Il avait été « la cheville ouvrière de l'établissement seigneurial et agricole » (1), et les colons furent heureux d'avoir un si bon chef. Le nouveau gouverneur comprit que les terres, trop étroites et trop ingrates de La Hève, ne pouvaient être un centre de colonie : il se transporta donc à Port-Royal qui devint de nouveau capitale de l'Acadie. La Hève avec quelques métis et quelques gardiens des magasins resta port commercial.

Le bois de construction ne manquait pas, aussi les maisons se groupèrent-elles rapidement autour du vieux fort restauré. D'Aulnay, à l'exemple de son prédécesseur, se montra « l'ami et le protecteur » (2) des missionnaires. « Il se hâta d'y faire construire toute maison nécessaire à l'établissement, en particulier une chapelle et un séminaire » (3). Les frais de ces constructions retombaient sur lui, comme il

(1) Rameau. I, p. 88.

(2) Gosselin, p. 53.

(3) Moreau, p. 102.

appert des lettres patentes du roi de France datées de février 1647 : « Nous sommes informé, écrit le jeune Louis XIV, que le sieur d'Aulnay a érigé un séminaire dirigé par plusieurs capucins pour l'instruction des enfants sauvages » (1). Il semble bien que les missionnaires eussent été heureux d'alléger les dépenses que leur protecteur était forcé de faire pour la colonie. Or, ils avaient à la cour un puissant intercesseur, Joseph de Tremblay, célèbre capucin, surnommé « l'Éminence Grise », qui cumulait les fonctions de conseiller du cardinal ministre et de préfet des missions d'Acadie. On comprend qu'il s'intéressa fort aux travaux et au succès de ses frères à Port-Royal. « Il tenait surtout à l'évangélisation par les enfants, et, dès 1632, il ordonnait aux six premiers missionnaires de se dévouer à l'instruction des indigènes » (2). C'est vraisemblablement son influence qui décida de la généreuse intervention de Richelieu en faveur des pères capucins d'Acadie.

Par une lettre du 13 janvier 1640, le Cardinal, « en considération des peines, périlz et travaux et continuelz services qu'ont rendu et rendent journellement, à la recommandation de son Éminence, les Pères Capucins aux colonies de la Nouvelle France... et affin de leur donner plus de moyen de continuer à l'avenir ce saint service et entretenir plus facilement les séminaires qui seront établis, pour la nourriture, instruction et entretenement des enfants des sauvages du dict pais soubz la conduite des ditz Pères Capucins, a par ces présentes déclaré que par donation irrévocable faite entre vifs en la meilleure forme que faire se

(1) « L'Acadie et ses missionnaires », p. 23.

(2) *Candide*, p. 9.

peut, il a donné et donne aux dictz séminaires de la Nouvelle France qui seront établis en coste de (Lacadie) Laccadie... ascavoir la cinquième partie appartenant à son Éminence dans les droits et concessions accordés par la Compagnie de la Nouvelle France au sieur Delaunay Razilly... Et à cette fin charge d'employer ce qui parviendra des droits cy-dessus donnez à l'entretien des dictz séminaires suivant et conformément à l'ordre qu'en donneront les dictz pères capucins » (1).

Joseph de Tremblay comme représentant de son ordre « accepte la part et portion » que Monseigneur « avait en la Compagnie particulière de la Nouvelle France » et confie l'administration de cette rente à d'Aulnay « affin de faire valoir la susdite part et parties appartenant aux dictz séminaires, et les biens, les fruits et revenus soient employés fidèlement pour l'entretien et advancement des sus-dicts séminaires, comme il jugera bon » (2). Le gouverneur entretenait jusqu'alors, presque à ses seuls frais, une trentaine de Micmacs à son fort, assuré que ces enfants, une fois francisés, gagneraient par leur grande influence leurs parents à la France. Aux capucins incombait le soin de leur donner l'éducation morale et intellectuelle. « Ce n'était pas sans doute la plus attrayante de leurs fonctions : pourtant il semble que les Micmacs furent moins rebelles à l'éducation que leurs frères algonquins ou montagnais. Dans ce labeur ingrat et pénible, les prêtres missionnaires trouvaient un précieux secours auprès des humbles frères convers. Certains de ces derniers avaient acquis de la langue indigène une

(1) Bibl. Nat. Mss. fr. S. 3705. (Arch. des Ordres religieux).

(2) Bibl. Nat. Man. fr. Nouv. Acq. vol. 9282, f. 78.

maîtrise peu commune » (1). En 1641, d'Aulnay, désireux d'augmenter sa famille coloniale, passa en France. Il en revint avec une vingtaine de familles et probablement avec six autres capucins ; car, en 1643, le séminaire, toujours de plus en plus prospère, en comptait douze (2).

Si les documents de l'époque insistent surtout sur l'enseignement donné aux indigènes, il ne faudrait pas croire que celui des fils des colons en souffrit. Ces braves Français, comme leurs frères de France, continuaient à envoyer leurs enfants au curé. Le Sieur d'Aulnay, qui suivait de très près et jusque dans ses moindres détails le développement de sa colonie, n'aurait pas manqué de rappeler au devoir le père qui aurait négligé d'envoyer ses enfants à l'école. Un des meilleurs historiens de l'Acadie nous montre les missionnaires à l'église le dimanche « avec leur trente pensionnaires, et avec les enfants du pays qu'ils tenaient en l'école ; ils arrivaient en rang prendre place à l'église », et ailleurs il ajoute que les travaux des missionnaires « se partageaient entre le ministère religieux et l'enseignement qui se donnait aux enfants des Indiens et aux enfants des colons » (3).

Quel tableau ravissant nous peint un fils de saint François, devenu l'historien des exploits de ses frères ! « Non loin de la modeste habitation en pièce équarrie, à l'orée du bois, le missionnaire est assis sur un tronc de sapin. Derrière, c'est la forêt où le chant varié des oiseaux se marie au bruit sec de la hache. En face les eaux de l'Atlantique jouent sur les molles grèves de la baie ou remontent à grande allure la

(1) *Candide*, p. 9 et 10.

(2) *Bibl. Nat. Man. fr. Nouv. Acq.* 9282, f. 94.

(3) *Rameau*, I, p. 102.

rivière du Dauphin. Autour de la robe brune, une douzaine de têtes cuivrées font effort pour être attentifs. D'un geste large et à plusieurs fois répété, le maître trace sur lui, lentement un grand signe de croix... Après la leçon de catéchisme, on installe un grand tableau où des leçons graduées initient les jeunes élèves aux mystères de l'alphabet, de la lecture et des quatre règles. On s'exercera ensuite aux chants liturgiques ou populaires, qui, le dimanche suivant, entre les murs de la petite église, unissent les voix et les cœurs et réjouissent les anges » (1).

Cette charmante description nous prouve que les Pères savaient tenir compte de la nature des Indiens qui se seraient mal accommodés, pendant l'été, de passer de longues heures entre les murs sombres et bas du séminaire. Mais il faut bien se garder d'en inférer que les cours étaient des plus élémentaires : malgré la pénurie des documents sur la vie intime des colons à cette époque, il nous est possible, grâce à quelques renseignements heureusement conservés, de reconstituer la vie si intéressante et si fortunée du premier élève acadien, Mathieu Martin. Nous trouverons dans cette vie la preuve que les programmes de Port-Royal n'étaient pas si élémentaires qu'on pourrait se l'imaginer. Né à La Hève vers 1633, second fils de Pierre Martin et de Catherine Vigneau, premier Français né en Acadie, il est, en quelque sorte, le doyen des écoliers acadiens. Le recensement de 1671 lui donne le titre modeste de tisserand, mais avec la charge plus importante de « traiteur européen », travail qui demandait « des opérations complexes de calcul et de multiples écritures » (2). Et cependant, le

(1) *Écho de Saint-François*, 1914, p. 239.

(2) *Écho de Saint-François*, août, 1914.

petit Mathieu n'avait passé que par les écoles des pères capucins. Les émoluments de ces deux professions, joints aux profits qu'il tirait encore de ses terres, lui permirent d'acquérir, en 1679, une partie de l'ancienne seigneurie d'Aulnay (1). Denonville, gouverneur de Québec, le nomma seigneur de ce fief d'Acadie « y étant le premier né » (2), et lui conféra les titres de sieur Martin, seigneur de Saint-Mathurin. Ainsi ce premier écolier acadien « tisserand par la grâce de Dieu » devint « seigneur par la grâce du Roi » (3).

II. — École de filles à Port-Royal.

Difficulté de maintenir les écoles acadiennes.

L'instruction des jeunes filles de la colonie n'était pas négligée. Par une lettre du conseil d'état du 6 mars 1644, nous apprenons que le traître Latour, qui bientôt causera la ruine de la colonie, a été dénoncé au roi, « sur la plainte des habitants de Port-Royal, au dict pays d'Acadie, et du séminaire des garçons et filles établi au dit lieu » (4). N'accusons pas trop vite les pères capucins d'avoir introduit en Amérique les écoles mixtes de filles et de garçons : il y avait plus d'un séminaire à Port-Royal. Le gouverneur d'Aulnay accepte d'administrer les revenus, accordés aux Capucins par Richelieu, « affin de faire valoir la susdite part et parties appartenant aux dicts séminaires » (5). Et en 1658, les enfants déshérités d'Aulnay présentent une requête au roi et, lui rappellent que leur père a construit « deux séminaires, l'un

(1) Rameau. II, p. 318.

(2) Registre du conseil souverain à Québec, titres de 1689.

(3) Rameau. I, p. 193.

(4) Nouvelle France. Documents historiques, p. 100.

(5) Bibl. Nat. Man. fr. Nouv. Acq. 9282, f. 78.

d'hommes et l'autre de femmes » (1). En effet, « tout près du fort, sur ces champs communs qu'on réservait aux utilités publiques, il y avait, non pas une, mais deux écoles ou séminaires, formant une corporation légale. L'administration financière était aux mains d'un curateur et la direction en était confiée aux missionnaires » (2).

Dans l'une de ces écoles, les religieux instruisaient les enfants des colons et des indigènes, tandis que l'autre était réservée aux jeunes filles du pays, y compris celles du gouverneur. Madame de Brice, noble dame d'Auxerre, gouvernante des enfants d'Aulnay, dirigeait les études des jeunes filles. Un témoin oculaire, le Père Ignace, nous en a laissé le portrait. C'est une femme « d'une piété insigne, et remarquable par son zèle, sa prudence et ses autres vertus » (3). Ne soyons pas surpris de voir cette dame distinguée se consacrer à la tâche si pénible de la formation de ces indigènes. Elle compte parmi ces héroïnes qui ont tant fait pour notre pays : rivale dans l'abnégation de Marguerite Bourgeois, de Madame de la Pellerie et de Jeanne Mance, elle joue en Acadie le même rôle que ses sœurs de dévouement au Canada français. D'autant plus attachée au pays qu'elle y avait deux de ses fils missionnaires, « elle se consacra elle-même à l'éducation des filles indigènes et il ne fallut rien moins que la force brutale pour l'arracher à ce glorieux apostolat » (4). La date de la fondation ainsi que le nom de la première directrice de cette école nous sont inconnus. Mais un rapport du Père Pacifique de Provins, visiteur de la mission, nous apprend que Madame

(1) Bibl. Nat. Man. fr. Nouv. Acq. 9283, f. 142.

(2) *L'Écho de Saint-François*, 1914, p. 241.

(3) Arch. de la Prop. à Rome, *Scrittura Antiche*, vol. 260.

(4) *Candide*, p. 10.

de Brice fut mise à la tête de l'école en 1641 (1) : nous pouvons donc légitimement inférer que l'ouverture de l'école des filles suivit d'assez près celle du séminaire des garçons.

Les difficultés ne manquèrent pas à ces deux fondations, et plus d'une fois la pénurie de ressources mit en péril leur existence. Le gouverneur, en effet, devait entretenir sa colonie par lui-même, sans aucun secours du trésor royal. Or, la faible rente accordée aux pères capucins était loin de couvrir toutes les dépenses. Aussi, non content d'engager dans l'entreprise les fonds de la compagnie dont il était le représentant en Acadie, d'Aulnay y sacrifia-t-il sa propre fortune : il fit d'énormes emprunts sans être assuré de pouvoir s'acquitter. Pour comble de malheur, en 1643, les Bostonnais, secondés par cent quarante protestants de la Rochelle et guidés par le traître Latour, attaquent Port-Royal. « Ils ont tué quantité de bestiaux et pris une barque chargée de pelleterie, poudre et denrée. Les capucins demandent des secours pour d'Aulnay » (2). On comprend que les religieux aient demandé au roi d'aider le chef de la colonie : l'acte de piraterie, dont il venait d'être victime, lui avait enlevé, rien que pour les pelleteries, une valeur de 18.000 livres. Le gouverneur d'Aulnay, écrivent encore les capucins, est « depuis sept ans toujours harcelé, de sorte qu'il faut que le séminaire des sauvages que nous avons soit aussi bien ruyné que la colonie française... si le roi ne vient pas au secours » (3). D'Aulnay repasse en France en 1644 pour réclamer des subsides : il montre avec force preuves à l'appui « l'empeschement que le dit Latour a fait

(1) Lenhart, vol. 27, n° 3, p. 227.

(2) Arch. Nat. col. C¹⁴ D I, f. 70.

(3) Bibl. Nat. Man. fr. nouv. Acq. 9282, f. 86.

jusqu'à présent à l'établissement des colonies françaises, à la conversion des sauvages et aux bons progrès qui se peuvent faire dans toute l'estendue du pays (1) ». On est surpris de constater la résolution tenace du gouverneur d'entretenir les écoles : il comprenait que le rôle de la colonie française en Acadie devait être de civiliser les Indiens, et il considérait justement les écoles comme un excellent moyen d'atteindre cette fin. Les séminaires donc continuèrent à donner l'instruction : « dès cette année mesme (1643) nous eussions été contraints de renvoyer dans les bois ceux que nous avions déjà baptisés, n'eust esté le dernier effort qu'a fait mon dit sieur d'Aulnay » (2). Il paraît que d'Aulnay ne put « obtenir aucune subvention du trésor public » (3) : les missionnaires plus d'une fois furent sur le point de licencier les élèves indigènes et de ne conserver que l'école proprement dite. Mais le chef leur conseilla d'attendre encore, avant d'en venir à cette extrémité. Vers 1650, l'équilibre s'établit entre les dépenses et les recettes de la colonie, comme nous l'indique le testament du gouverneur (4).

De leur côté, ces hommes « aux pieds chaussés de sandales » (5) ne ménagèrent pas leurs peines : malgré les difficultés qu'ils avaient à surmonter pour visiter les différents groupes d'Indiens, ils ne limitèrent pas leur zèle à la capitale de l'Acadie : leur activité rayonna dans tout le pays. Ils établirent des stations permanentes au Fort Pentagoët (Castine, Maine) 1632-1654 ; au Fort Saint-Jean (Nouveau Brunswick)

(1) Bibl. Nat. Man. fr. 18.593. (Mémoire).

(2) Bibl. Nat. Man. fr. Nouv. Acq. 9282, f. 86.

(3) *Candide*, 11.

(4) Arch. Nat. Ordres religieux. S. 3.706,

(5) Finley, p. 25.

1645-1654 ; à La Hève, 1632-1652 ; à Canseau et même jusqu'au Nipisiguit (Bathurst) 1648-1655 (1). Là aussi, ils s'occupaient probablement d'éducation : un historien qui a étudié tout spécialement l'œuvre des pères capucins en Acadie, fait remarquer que ces religieux « entrèrent volontiers dans les idées manifestées par la Cour de civiliser les sauvages et de les franciser par l'éducation. Les chefs des colonies françaises en Acadie étaient convaincus que le meilleur moyen de s'attacher les Indiens était de gagner d'abord les enfants, persuadés qu'ils étaient que les parents indiens « recevront beaucoup mieux l'instruction de leurs enfants que de toute autre personne » (2). On peut même affirmer que leurs efforts dans ce sens furent couronnés d'un succès qui contraste avec les échecs subis ailleurs » (3) : les capucins avaient aussi, au XVII^e siècle, des missions dans l'Amérique du Sud.

La Hève, premier siège de la colonie, avait conservé quelques familles métisses. Nicholas Denys, l'un des compagnons de Razilly, en reçut en fief les côtes du golfe Saint-Laurent, de Canseau jusqu'à la baie des Chaleurs ; il établit des colons surtout à Nipisiguit, à Miscou et à Canseau. Le 30 janvier 1654, le roi félicitait le colonisateur Denys « lequel depuis neuf ou dix ans en ça a utilement employé tous ses soins à la conversion des sauvages... et contribué de son possible à l'entretien de plusieurs ecclésiastiques religieux pour l'instruction des enfants desdits sauvages » (4). Ces religieux n'étaient autres que les jésuites revenus en Acadie depuis 1632. Le fort situé à l'embouchure de la rivière Saint-Jean avait groupé, outre

(1) Lenhart, vol. 27, n° 3 et vol. 28, n° 1.

(2) Bibl. Nat. Man. fr. N. Acq. 9281, f. 104.

(3) « L'Acadie. Ses missionnaires. »

(4) Denys. I, p. 61.

quelques colons français de Poutrincourt la plupart célibataires, des Français mécontents du gouvernement ferme de d'Aulnay. D'autre part, quand le jésuite Dreuillette visita l'Acadie en 1646, il trouva sur les bords du Kennebec, une petite colonie de capucins « qui y avait un hospice. Ces religieux avaient encore une maison à Pentagoët » (1). Ils s'adonnaient, ajoute le jésuite, aux soins de l'âme et du corps des colons et des indigènes, comme le faisaient leurs frères au Canada français. Ne peut-on pas alors légitimement supposer que cet hospice avait quelque ressemblance avec le séminaire de Port-Royal ? Cette supposition expliquerait l'expression employée par Richelieu, qui, dans sa lettre de donation aux pères capucins, parle « des séminaires des capucins » (2).

III. — L'Acadie passe aux Anglais.

L'avenir de l'Acadie s'annonçait donc paisible, et le progrès de la civilisation et de l'éducation y était continu. Mais le même glas qui, en 1650, annonçait aux colons la mort accidentelle de leur gouverneur présageait des jours plus sombres, qui devaient finalement amener la ruine de toute la colonie. D'Aulnay mort, ses créanciers se jettent sur ses riches magasins. Les bons pères capucins défendent énergiquement les droits de la veuve et de ses enfants. Par arrêté du 6 décembre 1652, le roi sanctionnait l'arrangement survenu entre le gardien des droits de d'Aulnay, le sieur de Lafosse, désigné par lui, et le comte de Vendôme, son oncle : « Son Altesse s'oblige à équiper des navires et à les charger de toutes choses nécessaires pour l'entretien de la maison de Madame d'Aulnay

(1) Charlevoix, I. 280.

(2) Bibl. Nat. Mss. fr. S. 3705.

et de ses enfants : à payer aux Capucins le septième de la traite pour l'entretien de leur séminaire et à nourrir les révérends pères capucins... à secourir la dame d'Aulnay en cas d'attaque et à la rétablir si elle est chassée » (1). Les séminaires pourront donc continuer leur œuvre.

Cependant le traître Latour trompait Louis XIV et se faisait nommer gouverneur de l'Acadie par lettres-patentes datées du 2 février 1651. L'Acadie se trouvait sacrifiée à celui-là même qui la vendait à l'ennemi. La négligence et l'incohérence de la Cour de Versailles firent le jeu de l'Angleterre. Pendant que s'accomplissait en France cette criminelle injustice, un créancier de d'Aulnay, Leborgne, débarqua à Port-Royal le 30 août 1652. « Incendier la chapelle de La Hève, emprisonner deux des principaux missionnaires de Port-Royal, jeter aux fers une noble femme (Madame de Brice), tels furent les exploits de ce marchand huguenot » (2). Le Père Ignace, capucin, qui nous rapporte ces faits ne peut contenir son indignation. « Par un scandale sans précédent, il (Leborgne) a expulsé à main armée deux missionnaires capucins des plus anciens et des plus illustres et des plus capables, les Révérends Pères Comes de Nantes et Gabriel de Joinville, ainsi qu'une dame d'âge mûr... Madame de Brice, d'Auxerre, directrice du séminaire des sauvages et gouvernante des nobles filles du vice-roi défunt, les a constitués prisonniers et retenus cinq mois entiers en captivité » (3). Le Borgne était marchand : une chapelle et des écoles eussent été pour lui une source de dépenses. L'année suivante, la veuve de d'Aulnay

(1) Aff. étrang. Amérique, vol. IV. f. 429.

(2) *Candide* (1), p. 6.

(3) Arch. de la Prop. à Rome, *Scritture Antiche*, vol. 260.

crut améliorer la situation désastreuse de la colonie, en se mariant avec Latour, l'ennemi de son mari. « Et comme la corporation du séminaire de Port-Royal formait avec la veuve d'Aulnay et ses enfants mineurs une société légale, le custode ou vice-préfet fut appelé à consentir les articles du contrat. Il le fit... pour l'intérêt du dit séminaire » (1). Latour s'empara du riche butin qui se trouvait à Port-Royal et se retira à l'embouchure de la rivière Saint-Jean.

Profitant de ces luttes intérieures, la Nouvelle Angleterre, malgré la paix qui régnait entre les deux métropoles, décida de ruiner la colonie rivale. Le Borgne défendit mal Port-Royal et Latour, depuis longtemps vendu aux Anglais, leur livra les clefs de son fort. L'acte de capitulation de Port-Royal n'oublia pas les Capucins. « En cas que lesdits RR. PP. Missionnaires Capucins voulussent se retirer en France, ils auront passage pareil aux dits surnommez et pourront emporter tous leurs ornements, hardes, livres, meubles et autre chose à eux appartenant... et au cas qu'ils aient dessein de demeurer dans le dit pays, leur est permis moyennant qu'ils soient éloignés de 2 à 3 heures de la forteresse, et cela pour tant et si longtemps que Son Altesse Olivier, protecteur de la dite République, l'aura pour agréable » (2). Cette restriction perfide détruisait toute cette partie de l'article. Quelques jours plus tard le supérieur du séminaire, Léonard de Chartres, tombait victime de la cruauté des vainqueurs (3). En réalité, les missionnaires avaient le choix entre l'expulsion immédiate ou la mort par la faim. Ils n'hésitèrent pas, et

(1) *Transaction of the Québec. Lit. Soc.* vol. III.

(2) *Arch. Can. série F.* vol. 112, p. 214.

(3) *Candide.* P. 10.

ceux qui purent échapper aux Anglais, se livrèrent joyeusement à l'incertitude de la forêt, heureux de demeurer avec leurs néophytes. Pourtant « forcés par le dénuement » (1), et voyant leur ministère à peu près inutile, ils reprirent en 1655 le chemin de la France. Seul, le père Joseph d'Auger, trouva dans la forêt un asile et resta caché avec ses enfants spirituels jusqu'à sa mort (1667).

On a trop laissé dans l'ombre le rôle des pères capucins en Acadie. « Les beaux collèges et les florissantes académies d'aujourd'hui ont éclipsé les modestes écoles du début » (2), mais les Micmacs ont fidèlement gardé, dans leur mémoire et dans leur cœur, le souvenir des « pieds nus ». Cette naïve appellation qui n'avait plus pour eux qu'un sens vague et énigmatique, reprit toute sa signification, quand en 1844 les capucins vinrent prendre soin des Indiens de Restigouche et renouer, avec ces enfants des bois, des relations interrompues pendant plus d'un siècle.

(1) Arch. de la Prop. à Rome, *Scrittura Antiche*, vol. 240.

(2) *Écho de Saint-François*, 1914, p. 243.

CHAPITRE III

En Acadie jusqu'à l'expulsion de 1755.

I. — Dernière période du régime français en Acadie (1667-1713).

L'Acadie resta au pouvoir des Anglais de 1654 jusqu'au traité de Bréda, signé en 1667. En réalité, les pouvoirs effectifs ne furent transmis aux Français que trois ans après la signature du traité. Au moment de la conquête, les Capucins avaient été tués ou chassés du pays (1). Les Anglais enlevèrent de Port-Royal « tous les soldats et les marins. Ils n'y laissèrent que la veuve et les enfants du gouverneur... et aussi tous les Français qui depuis plusieurs années résidaient en ce lieu, mais ils les privèrent de tout secours spirituel » (2). Les Acadiens continuèrent donc tranquillement à cultiver leurs terres et vécurent même en très bons termes avec la petite garnison du fort (1654-1670) : mais, privés du pain de la parole divine, Acadiens et Indiens le furent-ils aussi de celui de l'instruction ? Les officiers et les missionnaires français disparus, tout document sur la vie privée des Acadiens pendant ces quinze années fait défaut. Cependant, on peut légitimement douter que se soit rompue la chaîne de ces instituteurs dévoués, qui se sont succédés sous la domination française.

(1) L'Acadie. Ses missionnaires. P. 24.

(2) Archives de la Cong. de la Prop. à Rome. *Scrit. Ant.* vol. 260.

En effet, dans une lettre, citée dans un mandement épiscopal de 1685 (1), l'abbé Petit, curé de Port-Royal, nous dit : « J'ay auprès de moy un homme qui a de la vertu et du talent pour l'instruction de la jeunesse : il fait avec fruit les petites écoles aux garçons dans la maison où je le tiens avec moi ». Qui était cet instituteur ? Sans doute, un élève des pères capucins, désireux de transmettre à la nouvelle génération, le précieux héritage de l'instruction. Depuis combien de temps cet homme « faisait-il les petites écoles » ? Continuant la tradition de ses maîtres, réunissait-il les jeunes Acadiens et les indigènes comme l'avaient fait les pères capucins ? Autant de questions auxquelles, faute de documents précis, on ne peut répondre que par des conjectures. Ce que nous pouvons affirmer avec certitude, c'est que les Acadiens restèrent fidèles aux enseignements de leurs missionnaires : ce même curé de Port-Royal constate, en effet, que leur conduite est irréprochable, bien qu'ils eussent été « depuis seize ans sous la domination anglaise » (2). Remarquons ici, que le grand vicaire Petit devint curé de Port-Royal dès 1670 et qu'il ne dut pas tarder, avec son instituteur, à rouvrir, — si réellement elles avaient été fermées, — les écoles de la paroisse. Rameau parlant des Acadiens de « cette période laborieuse » (1655-1670), nous dit « que la tradition chrétienne et l'enseignement religieux leur conservaient une certaine élévation d'esprit et de sentiment : dans le dénûment physique, ils maintenaient chez eux la dignité acquise de l'homme civilisé, l'instinct du progrès et le germe profond de l'avenir. Or, c'est un grand point d'obtenir un tel

(1) Mandements des évêques de Québec, vol. I, p. 219.

(2) Mandements des évêques de Québec, I, p. 219.

résultat, que l'homme commun et le plus vulgaire puisse tomber très bas dans l'ordre matériel, sans déchoir entièrement dans les facultés de l'esprit » (1).

Le curé Petit, sincère ami des Acadiens, dont les malheurs le touchaient, était en même temps un apôtre de l'éducation. Par suite de l'augmentation prodigieuse de la population, il supplia Monseigneur de Saint-Vallier de lui envoyer un aide, tant pour son église que pour ses écoles. « Si nous avions encore un prêtre... on pourrait plus facilement soutenir l'instruction de la jeunesse qu'on a jusqu'ici bien cultivée » (2). Déjà, à peine arrivé dans son immense diocèse, l'évêque de Québec avait envoyé à Port-Royal une sœur de la Congrégation de Notre-Dame fondée à Montréal en 1658 par Marguerite Bourgeoys. Cette communauté enseignante, non cloîtrée, répondait bien aux besoins pressants de la mission naissante du Canada. Arrivée à Port-Royal, cette religieuse se mit résolument à l'œuvre, rivalisant de zèle avec l'instituteur qui, lui, s'occupait des jeunes garçons. L'année suivante, en 1686, l'évêque de Québec, pour mieux connaître son diocèse, décida de visiter, malgré d'énormes difficultés, les missions de l'Acadie.

A Port-Royal, il note dans son journal, à propos de cette sœur de Notre-Dame : « J'ai reconnu qu'une bonne sœur, que j'avais envoyée devant moi de Québec en ce lieu-là, y avait déjà fait beaucoup de bien pour les femmes et les jeunes filles ; sa maison sera désormais le rendez-vous des unes et des autres, elle apprendra à lire, à écrire à quelques-unes ; elle pourra prendre des pensionnaires et en

(1) Rameau. I, p. 158.

(2) Casgrain, p. 53.

trouver dans leur nombre qui seraient capables de lui succéder et, peut-être même de faire une petite pépinière de maîtresses d'école pour répandre dans le pays » (1). Cette école, ou plutôt ce couvent, construit par les Acadiens à la demande de leur curé, devait donc avoir des dimensions respectables puisqu'il recevait des pensionnaires. L'entretien de ces deux écoles de garçons et de filles était assuré en partie par le budget curial, et en partie par les dons des Acadiens, trop heureux de procurer à leurs enfants une instruction religieuse et française. La colonie, livrée à des compagnies commerciales trop souvent égoïstes, était devenue la victime de ceux qui auraient dû l'entretenir et la sauver. Après le traité de Bréda, elle dépendit directement de la Cour qui, par suite d'une politique mal suivie, fit assez peu pour elle. Quant à l'instruction, elle ne s'en occupa pas plus qu'en France. Sans doute, les gouverneurs français de l'Acadie, dont les enfants fréquentaient le couvent et l'école paroissiale, durent contribuer plus efficacement à l'entretien des écoles.

« Le grand vicaire Petit comprenait l'importance de consolider ces commencements d'instruction primaire » (2) et lui-même apportait tous ses soins et toutes ses économies à l'œuvre naissante. Surchargé par un trop lourd ministère, il profita du passage de l'évêque en Acadie pour lui demander de nouveau un aide. Le prélat acquiesça à ses désirs (3) et lui donna un sulpicien, l'abbé Geoffroy. Ce jeune abbé, parisien de naissance, doué d'une certaine fortune, se donna tout entier à sa nouvelle mission. Le curé, tout en se résér-

(1) Bibl. Nat. Man. fr. Nouv. Acq. 9273 f. 100 à 106.

(2) Casgrain (2), p. 66.

(3) Bibl. Nat. Man. fr. Nouv. Acq. 9273. f. 103.

vant le droit de haute surveillance, se déchargea complètement sur lui du soin des écoles, et l'abbé Geoffroy « s'y dévoua avec toute l'ardeur d'un jeune prêtre sorti d'hier de l'atmosphère enthousiaste du séminaire » (1). Il ne se contenta pas de visiter très fréquemment les différentes classes des deux écoles déjà établies, de suivre avec soin le progrès des élèves, de les encourager par de petites récompenses, il sut, au besoin, donner aux maîtres et aux maîtresses de sages directives et des conseils pratiques.

Comme il possédait des biens de famille, en Acadie et plus tard au Canada « il bâtit à ses propres frais des maisons d'école et les fournit d'objets indispensables » (2). Telle était son activité que le bruit en parvint à Versailles ; et le ministre, au nom du roi, lui adressa cette lettre élogieuse : « J'ai rendu compte au roi des écoles que vous avez établies tant au Canada qu'en Acadie pour l'instruction de la jeunesse de ses colonies... Sa Majesté m'a paru fort satisfaite de votre zèle pour la religion et pour son service. J'écris à M. Rondot, intendant, de vous aider en ce qu'il pourra et de me faire savoir la dépense que vous avez faite afin de pouvoir vous procurer quelque grâce de sa Majesté » (3). Nous ignorons quelle fut l'impression causée sur cet humble missionnaire à la nouvelle que sa Majesté paraissait satisfaite de ses services. Sans doute, son désir ardent de développer ses œuvres lui aurait fait préférer un secours effectif, car il avait déjà dépensé pour les écoles plus de 80.000 livres et poussé le dévouement jusqu'à vendre ses livres, ses meubles et

(1) Casgrain (2), p. 66.

(2) Casgrain (2), p. 67.

(3) Arch. de la Marine. Lettres d'Amérique, 1707-8, 30 Juin 1707.

même sa pendule. Il eut au moins la consolation de voir les enfants assidus à l'école. « Au cours de la semaine, les enfants qui vivaient au fort ou dans le voisinage, fréquentaient régulièrement l'école que surveillait toujours l'abbé Geoffroy » (1).

Le brillant succès du jeune abbé, l'influence considérable que son mérite et ses services lui valaient sur les Acadiens, auraient dû lui attirer la sympathie, sinon le secours des officiers français de la garnison. Cependant, certains de ces fonctionnaires, payés directement par Versailles, se désintéressaient complètement de la colonie, dont le développement était le moindre de leurs soucis. Aussi, tout en consacrant presque tout son temps « à la surveillance de l'instruction de la jeunesse et de ses travaux de construction » (2), dût-il supporter patiemment leurs vexations et leurs calomnies jusqu'à la chute de Port-Royal, en 1690. Le fort, mal défendu par des soldats indisciplinés et des chefs incapables, se rendit. A la prière du gouverneur, Ménéval, le grand vicaire Petit négocia la capitulation et obtint des conditions très favorables. Maîtres du fort, les vainqueurs violèrent leurs promesses, firent prisonniers le gouverneur, le grand vicaire et les soldats ; « le presbytère, la maison d'école et un nombre considérable d'autres maisons furent également pillés » (3). Geoffroy, absent dans une mission voisine, espérait encore malgré tant de ruines. Il se remit à ses écoles mais, l'année suivante, deux corsaires anglais brûlèrent l'église et la maison de communauté. La santé du jeune curé, déjà ébranlée par

(1) Casgrain (2), p. 71.

(2) Casgrain (2), p. 67.

(3) Journal of the expedition from Boston against Port-Royal.

tant de travaux, fut grandement affectée par ces désastres. Jugeant que sa fortune pourrait être employée plus fructueusement ailleurs, et qu'il était inutile de bâtir sur le sable, au printemps de 1692, il retourna à Québec.

L'abbé Mandoux, des missions étrangères, vicaire (1693-1695) puis curé (1695-1701) de Port-Royal, s'occupa très probablement, lui aussi, des écoles. Son vicaire, le sulpicien Claude Tronson, reçut de son supérieur, M. Tronson, la mission de fonder un séminaire à Port-Royal (1). « A cette époque, les prêtres du séminaire, comme aussi les Sulpiciens projetèrent la fondation d'un séminaire à Port-Royal ; ils durent abandonner leur dessein, après la décision prise par le roi de confier les paroisses de l'Acadie à des religieux récollets » (2). L'un de ceux-ci, Félix Pain, chanté par Longfellow (3), occupa la cure de Port-Royal en 1701. « Il est étonnant de voir la persistance de ce désir de la fondation d'un séminaire en Acadie » (4), d'autant plus que les circonstances ne s'y prêtaient guère : les Acadiens et leurs missionnaires n'étaient pas riches, et les écoles étaient à peine construites que les invasions anglaises les faisaient disparaître. Les récollets voulurent, eux aussi, construire un séminaire à Port-Royal. « Le couvent des récollets à fonder à Port-Royal mauvais projet ; les bons pères ne pourront s'y établir ni subsister sans être à charge au peuple », écrit, le 27 septembre 1699, le gouverneur Villebon (5). Dans l'impossibilité de réaliser leur dessein, les récollets s'occu-

(1) L'Acadie. Ses missionnaires. P. 41.

(2) L'Acadie. Ses missionnaires. P. 37.

(3) Évangeline (Père Félicien).

(4) Casgrain (2), p. 79.

(5) Bibl. Nat. Man. fr. Nouv. Acq. 9281 f. 210.

pèrent activement des écoles, et ils eurent l'honneur d'avoir l'un des leurs immortalisé par Longfellow, sous les traits du Père Félicien (1). En 1703, le récollet Patrice René fit construire une nouvelle école à Port-Royal (2) ; de cette école sont probablement sortis les deux premiers prêtres acadiens (3).

Dans sa longue tournée pastorale de 1686, Mgr. de Saint-Vallier ne se contenta pas d'admirer les progrès de Port-Royal, il visita d'autres missions acadiennes, prospères aussi, mais dont nous savons assez peu de chose : Miramichi, Restigouche, Chedaïk, l'île Saint-Jean, Cap Breton et Chedabouctou. Il constate avec plaisir que les sauvages y sont « doux et bien élevés ». A Canseau, « pêche sédentaire établie depuis deux ans par une Compagnie particulière de France », il trouve une colonie de cinquante Français et remarque que les missionnaires, « deux Pères Pénitents de la Province de Normandie, ont grand don d'instruire » (4). S'agit-il de l'instruction religieuse ou profane ? Si l'évêque veut ici féliciter le prédicateur, c'est l'unique fois qu'il le fait dans son journal de voyage ; au contraire, à Port-Royal, il note avec un intérêt visible tout ce qui se rapporte à l'école ou au couvent. D'ailleurs, il semble plus facile de remarquer pendant une courte visite dans une mission, les progrès des enfants à

(1) Longfellow. *Évangeline*.

(2) Lauvrière, I, p. 189.

(3) Bernardin de Gannes de Falaise, né à Port-Royal, récollet, ordonné prêtre le 24 septembre 1729 et élu supérieur provincial de son ordre à Québec en 1741 ; mort le 24 décembre 1775. Son frère René, prêtre séculier, ordonné le 31 octobre 1731, nommé curé de Sainte-Anne de Beupré en 1733, quitta le Canada en 1743 pour la France où il mourut. Ces deux premiers prêtres acadiens n'ont fait aucun ministère en Acadie. (Tonguay, p. 94 et 96.)

(4) Bibl. Nat. Man. Fr. Nouv. Acq. 9273 f. 103.

l'école que le degré d'instruction que les paroissiens reçoivent à l'église. Avant l'arrivée des pères pénitents, Canseau était desservie par les Jésuites et les Capucins.

Jusqu'aux environs de l'année 1675, les colons français se groupaient autour de la métropole, dont la population augmentait rapidement. Différentes circonstances déplacèrent le centre populeux de l'Acadie : les terres plus fertiles du fonds de la Baie Française attiraient les jeunes colons ; d'ailleurs la vallée de Port-Royal se faisait trop étroite pour ce groupe prolifique. Incapables de résister aux attaques répétées des Anglais, les gouverneurs transportèrent à l'embouchure du Saint-Jean, plus facile à défendre, le siège du gouvernement qui y resta de 1690 à 1700. Ainsi, tandis que Port-Royal perdait en importance, se formaient et se développaient les villages célèbres des Mines (Grande Prée) et de Beaubassin. Québec se hâta d'y envoyer des missionnaires qui, comme dans tout le reste de l'Acadie, se firent un devoir d'y élever une école à côté de l'église. « Qu'ils fussent réguliers ou séculiers, à quelque ordre ou congrégation qu'ils appartenissent, ces pasteurs religieux n'étaient pas pour leurs ouailles de simples directeurs de conscience : ils furent aussi des instructeurs dans les écoles » (1). Un sulpicien, Claude Trouvé, curé de Beaubassin de 1686 à 1690 (2), avait reçu ordre de son supérieur général de fonder un séminaire en Acadie, dès que les circonstances le lui permettraient : ce projet, nous l'avons vu, ne se réalisa pas, mais tout porte à croire qu'il faut attribuer à l'abbé Trouvé la construction d'une école que nous découvrons plus tard dans cette

(1) Lauvrière. I, p. 189.

(2) L'Acadie. Ses missionnaires. P. 41.

paroisse. Le village des Mines eut aussi son école et dès à la fin du dix-septième siècle (1), donc quelques années après sa fondation. Lors même qu'il ne nous resterait aucun document sur les écoles de cette époque, il nous faudrait supposer l'existence de maisons d'instruction, au moins dans les principaux centres acadiens, pour expliquer les nombreuses signatures apposées aux requêtes que les populations présenteront, quelques années plus tard, aux gouverneurs anglais (2).

Pour assurer l'existence du couvent fondé à Port-Royal, en 1684, par une religieuse de Montréal, le curé Petit, dans l'impossibilité d'obtenir d'autres sœurs de la Congrégation de Notre-Dame, trop peu nombreuse, soumit vers 1685 à l'évêque de Québec un projet d'appeler des religieuses de France (3). Le départ de l'abbé Geoffroy en 1692 et la double invasion ennemie (1690-1692) en retardèrent l'exécution. L'unique religieuse de la colonie, avec des auxiliaires qu'elle en avait tirées comme le désirait l'évêque, fit revivre son couvent après la destruction de 1691. L'incendie des vieilles archives de la Congrégation de Notre-Dame a détruit les documents relatifs à cette mission et, nous ne pouvons suivre, de 1690 à 1700, le développement de ce modeste couvent. Toujours est-il qu'en 1701, la sœur Chausson de la Congrégation des Filles de la Croix, arrivait à Port-Royal pour l'instruction des jeunes filles.

« Cette sœur qui partit de la Rochelle le 12 mai de cette année (1701) et arriva à Port-Royal, après plus de cinquante

(1) Lauvrière. I, p. 189.

(2) Cf. chap. IV.

(3) Casgrain (2), p. 67.

jours de traversée très orageuse, fut bien surprise d'en trouver les habitants réduits à la dernière misère : leur ville ayant été prise, pillée et brûlée plusieurs fois par les Anglais » (1). Elle écrit à ses compagnes, le 27 octobre de la même année : « Notre église est dans une pauvreté affreuse. Elle n'est couverte que de paille, les murs ne sont faits que de colombage, les vitres ne sont que de papier... le Saint Sacrement n'est conservé que dans une petite boîte de bois. Les Anglais enlevèrent un tabernacle qui était propre, les vases sacrés et tout le reste. Nous avons bien de quoi y exercer les vertus chrétiennes surtout la foi, l'espérance, la pauvreté et le dépouillement de toute chose » (2). Ses regards de religieuse se sont tout d'abord portés sur l'église, mais sa lettre ne nous révèle pas moins le pitoyable état de la Colonie. Le curé, ne recevant alors que cent livres par an du gouverneur, pouvait difficilement, même en y ajoutant la dîme des champs appauvris et dévastés, lui offrir des ressources considérables. La sœur, sans se décourager, groupa les petites filles autour d'elle et leur fit la classe. Le gouverneur, la voyant à la fois si pauvre et si précieuse pour la colonie, écrivit au ministre, le 27 février 1703 : « Je crois qu'il est nécessaire de lui accorder quelques petits secours, afin de l'aider à subsister et de faire un établissement, sans quoi, elle sera obligée de retourner en France » (3). Le ministre se montra probablement favorable à cette demande, car la religieuse « resta jusqu'à la conquête définitive de Port-Royal, et rendit de grands services à l'instruction » (4).

(1) Faillon. II, p. 173.

(2) Arch. dép. de la Seine-Inf. Fond. des Ursulines de Rouen.

(3) Arch. de la marine. Lettres de l'Acadie. 1703.

(4) Congrès du Parler Français, p. 36.

Pendant que les troupes anglaises avancement pour mettre de nouveau l'Acadie à feu et à sang, ce nous est un plaisir d'enregistrer une dernière démarche de l'évêque de Québec, en vue d'obtenir des sœurs pour le couvent de Port-Royal. Le saint prélat, si dévoué aux intérêts acadiens, voulait là une communauté de religieuses qui pût se recruter sur place et fournir ainsi des maîtresses d'écoles à l'Acadie. La sœur Chausson, sans doute, n'avait pas reçu de compagnes de France : aussi Monseigneur de Saint-Vallier frappa encore à la porte de la Congrégation de Notre-Dame. La sœur Charly, supérieure, refusa, alléguant qu'il lui était impossible d'envoyer des religieuses dans ces terres lointaines, tant que le sort de l'Acadie resterait si incertain ; un sentiment de tristesse et de déception perce dans la réponse de l'évêque : « Quand je vous ai proposé une mission de vos sœurs en Acadie, je n'ai pas prétendu que ce fût pendant la guerre » (1).

II. — L'Acadie française sous le régime anglais (1713-1755).

Port-Royal, attaqué à deux nouvelles reprises, en 1704 et en 1707, succomba définitivement en 1710. Par le traité d'Utrecht en 1713, ces braves Français cessaient d'être en quelque sorte des otages, placés presque sans défense dans cette lointaine Amérique, à la disposition des colonies anglaises mieux défendues et plus nombreuses, et devenaient des sujets britanniques : officiellement, leur séparation d'avec la France était complète. La malheureuse Acadie, si souvent victime de traités intentionnellement mal rédigés, se voyait de nouveau

(1) Arch. de la Cong. N.-D. S. Vallier à la supérieure, 25 Avril 1710.

livrée par un pacte qui lui ferait durement sentir, et pour longtemps, les fautes et les inconséquences de la cour de Versailles. Le traité d'Utrecht, en effet, ne déterminait même pas les limites du pays cédé à l'Angleterre : « la Nouvelle-Écosse ou Acadie comprise dans ses anciennes limites... » (Article 12). Il ne garantissait même pas la liberté religieuse : « les susdits sujets du roy... jouiront du libre exercice de leur religion selon l'usage de l'Église de Rome, aussi loin que les lois de la Grande-Bretagne peuvent le supporter » (Article 14) (1). Quant à la situation civile et politique des personnes, rien !

La douleur que les Acadiens éprouvèrent d'être détachés de leur cher royaume fut quelque peu atténuée par la certitude de leur situation actuelle : depuis la fondation de la colonie, ils passaient du régime français au régime anglais et vice-versa. D'autre part, ils avaient cette insouciance ou plutôt cette indifférence, que tout paysan français d'alors professait vis-à-vis de ses administrateurs, tant que ses biens n'étaient pas menacés. Ils se persuadaient facilement que les « rois éclairés n'ont pas besoin qu'on leur marque ce qu'on souhaite : ils voient comme Dieu ce qu'il nous faut et voient mieux que nous ce qu'ils nous doivent accorder » (2). Quelques années plus tard, des preuves terribles leur montreront qu'ils ont changé de maîtres. En attendant, paisiblement ils continuèrent leurs travaux dans leurs champs ou en mer, pendant qu'une petite garnison anglaise avec son gouverneur s'installait à Port-Royal. Quel fut le sort des écoles françaises sous le nouveau régime ?

En 1715, deux ans après la reddition de l'Acadie à Port-

(1) Rameau. I, 357.

(2) Premier placet au roi pour Tartuffe.

Royal, le père Félix Pain était à la tête de la paroisse de Beaubassin, la plus peuplée du pays. Il dut se livrer d'une manière toute spéciale à l'instruction des enfants, puisqu'il a eu l'honneur de servir de prototype au Père Félicien de l'« Évangéline » (1).

« Et le Père Félicien à la fois prêtre et pédagogue du village, leur avait appris leurs lettres dans le même livre, ainsi que les hymnes de l'église et le plain-chant » (2). Nous savons gré à ce poète immortel d'avoir montré le prêtre acadien sous son vrai jour, et d'avoir ainsi sauvé de l'oubli, le nom d'un de ces nombreux et admirables éducateurs. Nous savons que le village si prospère des Mines eût son école sous le régime français et dès à la fin du dix-septième siècle (3). Sans doute elle disparut pendant les invasions répétées des Anglais (1704-1710), mais plus d'une raison nous porte à croire que les Acadiens la rebâtirent et qu'elle fonctionna encore sous le régime anglais. En effet quatre jeunes Acadiens des Mines, — devenus prêtres dans la suite, — appartenant à des familles différentes, furent expulsés en 1755. En France, on les mit au petit séminaire : trois ans plus tard ils commençaient leur philosophie. Ils avaient donc fait leurs études primaires, avant d'aller en France, et tout probablement en Acadie, dans leur village natal. D'ailleurs « on ne peut guère douter que dans une paroisse bien organisée comme l'était celle de Saint-Joseph, aux Mines, il n'y eût une ou plusieurs écoles florissantes » (4). Le sulpicien Breslay, homme très intelligent et de très haute valeur, tint pendant quelque temps (1724-1730),

(1) Lauvrière. I, p. 188.

(2) Longfellow. *Évangéline*.

(3) *Cf.* p. 54.

(4) Melanson, p. 35 et 36.

le rôle délicat de curé de Port-Royal, capitale anglaise de la Nouvelle-Écosse. Envoyé, en 1720, par ses supérieurs au Cap Breton, avec ordre d'y fonder un séminaire (1), il dut abandonner ce projet, car l'île était encore très peu peuplée. Nous le retrouvons à Beaubassin en 1723, puis à Port-Royal en 1724. « Ce grand missionnaire ne s'intéressait pas seulement au bien spirituel des Acadiens, il avait aussi à cœur leur intérêt temporel. Que de services ne leur rendit-il pas de toutes manières mais surtout pour l'éducation de la jeunesse ». Et le même historien spécifie « qu'en s'appliquant au progrès de l'éducation, l'abbé de Breslay ne faisait que suivre les pressantes recommandations de l'évêque de Québec » (2).

Son dévouement aux Acadiens devait contribuer à lui attirer les attaques du gouverneur Armstrong ; traqué, espionné, il resta fidèle à son poste. Les calomnies incessantes dont il fut victime trompèrent jusqu'à Mgr Dosquet, qui le rappela en 1730. Mais Philipp, le chef d'Armstrong, réhabilita la mémoire du missionnaire, déclarant qu'il avait toujours agi « comme un homme de son ministère doit le faire » (3). Double raison pour citer ces paroles de Philipp : de tant de missionnaires calomniés en Acadie à cette époque, Breslay a été peut-être le seul qui ait été justifié dans la suite ; et nous saisissons avec empressement l'occasion de rendre hommage à l'acte de stricte justice d'un gouverneur anglais à l'égard des missionnaires, fait que l'historien aimerait à enregistrer plus souvent. L'école de Port-Royal, malgré les tracasseries, résista vraisemblablement jusqu'à la dispersion des Aca-

(1) L'Acadie, ses missionnaires, p. 42.

(2) Casgrain (2), p. 223 et 319.

(3) Casgrain, (2), p. 332.

diens (1755). Inutile d'ajouter « qu'aucun encouragement, soit financier soit moral, ne leur (aux Acadiens) fut donné pour établir des écoles » (1) par les autorités anglaises.

Quand les Français s'étaient établis, plus d'un siècle auparavant, dans ces terres nouvelles, ils désiraient vivre en paix dans le pays et avaient toujours travaillé à s'attacher les indigènes, en leur faisant partager, par des moyens légitimes, leur foi et leur langue. Grâce à leurs bons procédés, grâce à l'heureuse influence des missionnaires, le Français s'était fait un frère de l'enfant des bois. L'Anglais, désormais maître pour toujours de l'Acadie, voudra lui aussi que les Acadiens se fassent entièrement à leur nouveau régime, en adoptant et la foi protestante et la langue anglaise (2). Mais les circonstances où se trouvent Anglais et Français de 1713 à 1755 diffèrent sur plus d'un point de celles qui existaient entre Français et Indiens de 1604 à 1713. Cependant, en tenant compte de ces changements et en usant pour arriver à ses fins de moyens plus équitables, le vainqueur aurait facilement obtenu des Acadiens tout ce qu'il pouvait légitimement en attendre, et aurait ainsi évité des difficultés et des conséquences désastreuses dont la responsabilité pèse lourd dans la balance de l'histoire impartiale.

Il semble bien établi par les documents qui nous restent sur cette douloureuse période, que le vainqueur crut opportun de transformer les Acadiens en fidèles sujets anglais et, pour cela, il voulut leur faire embrasser le protestantisme, les détacher le plus possible de leurs missionnaires et les pousser, par différents moyens, à donner à leurs enfants une ins-

(1) Thibeaup, p. 32.

(2) Lauvrière. I, chap. VII à XII.

truction anglaise. Un gouvernant, un tant soit peu psychologue, eût vite compris qu'étant données les circonstances, de telles manœuvres étaient vouées à l'insuccès et devaient produire un effet contraire à celui que l'on désirait.

Les preuves de cette pression impolitique abondent. « Les Anglais mettent une application particulière à séduire les Acadiens. Armstrong soumet leurs prêtres à des vexations inouïes... Il prétend que le grand vicaire de l'Acadie sera nommé par le Saint-Siège » (1). Cet Armstrong faisait insulter le curé de Port-Royal dans son église, et même fouetter des Acadiens pour leur faire proférer des accusations contre leur curé (2). Les missionnaires apportaient avec eux l'amour de la langue française : un autre gouverneur rappelle à l'évêque de Québec que les prêtres catholiques ne peuvent être admis sans sa permission (3). Le gouverneur montrera bientôt à ce même évêque qu'il refuse aux prêtres catholiques l'entrée du pays (4). On décrète même de « chasser de la Nouvelle-Écosse les prêtres catholiques, leur substituer des ministres protestants français, ouvrir des écoles écossaises et accorder des faveurs à tous ceux des habitants qui passeront au protestantisme et feront apprendre l'anglais à leurs enfants » (5). Pour remplacer les prêtres dans les écoles, d'autres professeurs de choix se mettront, moyennant un fort salaire, à la disposition des enfants français. « Et dans le dessein de convertir les dits habitants français à la religion protestante... vous devez encourager par tous les moyens en votre pouvoir, l'instruction

(1) Report on Can. Arch. 1904, p. 163.

(2) Casgrain (2), p. 324.

(3) Akins. Pub. Doc., p. 122.

(4) Rep. Can. Arch. 1892. Lettre 1^{er} Nov. 1749.

(5) Rep. Can. Arch., 1904, p. 109.

des enfants catholiques dans nos écoles protestantes » (1). Afin de rendre ces moyens plus efficaces, écrit Shirley, il faudra « encourager par l'octroi de privilèges et d'immunités ceux qui passeront à la religion protestante et feront apprendre l'anglais à leurs enfants » (2). Voici d'autres instructions officielles de Sa Majesté, telles que les transmet le gouverneur Cornwallis : « Ne permettre à aucun prêtre d'officier et ne tolérer la construction d'aucune église sans autorisation ; faire cesser à l'avenir dans notre province l'autorité épiscopale de l'évêque de Québec ; encourager par tous les moyens en votre pouvoir l'instruction des enfants catholiques dans les écoles protestantes ; concéder à chaque ministre 200 acres de terre, et 100 à chaque maître d'école, avec une exemption de redevance pendant dix ans... » (3).

La Société pour la Propagation de l'Évangile dans les pays étrangers mit son influence et ses moyens d'action à la disposition du gouverneur (4). Le gouvernement d'Angleterre conseille de placer un ministre et un maître d'école dans chaque paroisse importante de la province : outre des missionnaires, six maîtres d'écoles protestants sont envoyés à la Nouvelle-Écosse (5). Selon le désir du gouvernement anglais on a soin de prendre pour les paroisses françaises des instituteurs possédant la langue française (6), afin d'arriver plus vite au but désiré. « Par ces moyens, et en enlevant les prêtres romains de la province, et en y plaçant des écoles

(1) Rep. Can. Arch. 1905, II, p. 106.

(2) Arch. Can. 1894, p. 145.

(3) Rep. Can. Arch. 1892, p. 147.

(4) Bingay, p. 7 à 10.

(5) Akins. *Rise and progress of the Church of England*, p. 14.

(6) Rep. Can. Arch., 1892, p. 147.

anglaises protestantes et des ministres français protestants et, en donnant les encouragements nécessaires à ceux des Acadiens qui se conformeront à la religion protestante et enverront leurs enfants aux écoles anglaises, à la prochaine génération, ils seront en grande partie de vrais sujets protestants » (1).

L'année même qui suivit la chute de Port-Royal, le colonel Nicholson fit appel à la Société pour la Propagation de l'Évangile dans les pays étrangers afin d'obtenir un ministre protestant (2). Enfin en 1727, arriva à Annapolis M. Watts, ministre anglican et habile instituteur. Il fit construire une école qui s'ouvrit l'année suivante (3). Étant donné le caractère des Acadiens et les instructions qu'ils durent recevoir de leur curé, il semble peu probable que cette école eût une grande influence sur eux ; mais les enfants de la garnison anglaise durent la fréquenter. Jean-Baptiste Moreau, un ministre français protestant au service de l'Angleterre, se dévoua pour convertir les Acadiens à la foi anglicane (4) « et ramener à la vérité », comme il le disait lui-même, « un grand nombre de personnes qui souffraient sous le poids de l'erreur et de l'ignorance » (5). Quel fut le résultat de tout ce déploiement d'activité pour séduire les Acadiens ? Un historien anglais nous l'avoue laconiquement : « Le plan politique du gouvernement resta sans chance de succès : la déportation de 1755 en est un commentaire suffisant » (6).

On essaya aussi de se concilier les Indiens par les mêmes moyens. « Le gouverneur de la Nouvelle-Angleterre crut donc

(1) Richard. I, p. 219.

(2) Pascoe. *Records of the S. P. G.*, p. 107.

(3) Pascoe. *Records of the S. P. G.*, p. 107.

(4) Thibreau, p. 44.

(5) Nova Scotia. Hist. Soc. Vol. 7, p. 125.

(6) Bingay, p. 10.

avant toute chose qu'il fallait les détacher de leurs missionnaires et les accoutumer insensiblement à vivre avec les Anglais. Dans ce dessein, il envoya à l'entrée du Kinibiqui le plus habile des maîtres de Boston pour y tenir une école, et comme il savait que ces peuples sont infiniment sensibles aux amitiés qu'on fait à leurs enfants, il donna ordre à cet instituteur de nourrir ces petits disciples aux frais du gouvernement, et lui assigna à cet effet une pension qui devait croître en proportion du nombre d'élèves qu'il engagerait à venir à son école... Il alla chercher les enfants dans leur village, il les caressait, il leur faisait des présents ; enfin, il se donna pendant deux mois bien des mouvements sans pouvoir en gagner un seul... Il s'adressa aux pères de ces enfants... » (1). Mais il se heurtait dans cette mission à un rude concurrent, le père Rasle (Racle). Un américain nous fait connaître ce dernier, « missionnaire pendant quarante ans chez les différentes tribus des Abénaquis. Ses connaissances littéraires étaient tout à fait supérieures, sa connaissance des langues modernes convenable, son latin pur, classique et élégant : en plus, il connaissait plusieurs dialectes des Abénaquis » (2). Aussi, désespérant de rivaliser efficacement avec ce redoutable adversaire, le ministre américain retourna-t-il à Boston. Le père Rasle devait tomber peu de temps après, le 23 avril 1724, sous les balles anglaises, victime de son zèle et de ses succès.

Détournons nos yeux de cette époque à la fois pénible et glorieuse pour les Acadiens, et portons-les sur une autre partie de l'Acadie, où vont fleurir écoles et couvents.

(1) Charlevoix, II. p. 375.

(2) Cozzens, p. 276.

CHAPITRE IV

Fin du régime français en Acadie.

I. — Écoles et couvent à Louisbourg (1713-1759).

Le Cabinet de Versailles ressentit profondément la prise de Port-Royal. Désespérant de pouvoir le reprendre, il décida de reconstituer une nouvelle Acadie sur l'île du Cap Breton, désormais appelée Ile Royale ; contrairement à son habitude, il poussa le projet avec vigueur et plus de 30.000 livres disparurent dans les fortifications de Louisbourg, capitale de l'Ile Royale. On fit des appels pour attirer les Acadiens de la Nouvelle-Écosse autour de la forteresse : malheureusement, l'île n'offrait des ressources que pour les pêcheurs et les commerçants. Ces deux industries suffirent pourtant à donner à l'Ile Royale un développement considérable ; de nombreux colons lui venaient directement de France. En 1718, cinq ans après sa fondation, la colonie comptait près de 1.400 habitants ; en 1726, plus de 3.000. Désireuse de fonder une colonie modèle, la France n'oublia même pas l'instruction des enfants.

Pendant que des frères de Saint-Jean de Dieu donnaient leurs soins aux malades dans le grand hôpital de Louisbourg (1), les pères récollets furent chargés du ministère et de l'instruction dans toute l'île. La cour exigea le maintien absolu de ces religieux pour les besoins des colons : « Faites en

(1) Report on Can. Arch. 1904, p. CCXXXVIII.

sorte, écrit le ministre au gouverneur de l'île, Saint-Ovide, qu'il y ait toujours à l'Acadie un nombre suffisant de missionnaires » (1). Cet ordre ne fut pas négligé, puisque six Récollets formaient la communauté de Louisbourg d'où ils rayonnaient par toute l'île. Le trésor défrayait les dépenses de trois de ces missionnaires, et les dons des Acadiens et les revenus de l'église paroissiale suffisaient à entretenir les autres. De son côté, l'évêque de Québec leur permettait de fonder un noviciat à Louisbourg, afin de pouvoir se recruter et continuer indéfiniment leur œuvre (2). Ces religieux ne durent pas ménager leurs peines en faveur des Acadiens, car, certaines difficultés ayant encore surgi entre eux et les officiers de la garnison, on parla de les remplacer par d'autres missionnaires : les Acadiens s'opposèrent si fortement à ce changement qu'il fallut tenir pour nulles et non avenues les critiques et les calomnies des officiers (3), d'ailleurs gens sans mœurs et sans patriotisme (4). Il nous reste peu de renseignements sur les écoles des Récollets à l'Île Royale, mais nous pouvons indirectement induire qu'ils durent s'acquitter fidèlement de leurs fonctions d'instituteurs, du fait que dans les nombreuses plaintes et critiques portées contre eux par les officiers de la colonie, on ne relève aucune accusation d'avoir failli à leur devoir sous ce rapport.

En 1724, l'évêque de Québec proposa à la Congrégation de Notre-Dame d'aller fonder un couvent à Louisbourg. « Touchées de l'état de délaissement où étaient les jeunes filles de Louisbourg, les sœurs de la Congrégation entrèrent

(1) Report on Can. Arch. 1904, p. 89.

(2) Mandements des évêques de Québec. I, p. 547.

(3) Mém. du roi à l'évêque de Québec, 13 Mai 1727. Arch. Can. 1904.

(4) Lauvrière. II, p. 43.

volontiers dans les vues de leur évêque et résolurent d'y fonder une mission » (1). Trop pauvre pour subvenir aux frais de la fondation, l'évêque s'adressa au ministre qui lui conseilla de différer l'affaire (2), sous prétexte que la colonie n'était pas encore assez développée. Une autre requête, signée par le gouverneur de Louisbourg, n'eut pas plus de succès. Monseigneur de Saint-Vallier conseilla alors aux religieuses d'entreprendre la fondation sans argent, les assurant que la Providence les aiderait. Comme la congrégation hésitait, une religieuse, Sœur de la Conception, « très propre à l'instruction, mais qui n'avait aucune intelligence pour la conduite des affaires temporelles » (3), s'offrit pour tenter cette pieuse entreprise. La supérieure refusa ; la sœur, avec la permission de l'évêque, partit quand même pour Louisbourg (mai 1727) où son arrivée causa une grande joie dans la colonie. En décembre de la même année, elle groupait déjà vingt-deux jeunes filles désireuses de s'instruire. Les paroisses voisines lui adressèrent bientôt d'autres élèves. Les colons cédaient librement et joyeusement au couvent tous les secours que le roi leur accordait pour aider leur installation sur l'Île Royale.

Il fallait du renfort : les religieuses de Montréal refusèrent de se joindre à la rebelle, partie sans permission de la supérieure : Sœur de la Conception se vit donc obligée de s'adjoindre deux demoiselles laïques. Par une lettre du 11 avril 1730, le roi accordait une rente annuelle de 1.500 livres pour l'entretien des filles de la Congrégation de l'Île-Royale, « où elles sont très nécessaires pour l'instruction des jeunes

(1) Faillon. II, p. 307.

(2) Arch. de la Marine, Dépêches de 1724, p. 1116.

(3) Faillon. II, p. 312.

filles de la colonie » (1). Malgré l'aide royale et le dévouement de Sœur de la Conception, le couvent n'ayant qu'une religieuse ne pouvait guère se développer. Le gouverneur de l'île a beau faire ressortir les qualités de la fondatrice, qu'il nous peint comme jouissant d'un « esprit vif, facile, insinuant et d'un talent et d'une adresse rare pour l'éducation des enfants » (2), les religieuses de Montréal refusent toujours de la rejoindre. Monseigneur Dosquet, successeur de Saint-Vallier, la rappela donc à Québec vers 1732, bien que le gouverneur l'assurât « que la conduite de cette sœur était très édifiante et qu'elle était aimée et respectée » (3). Trois autres religieuses la remplacèrent en 1733 (4); elles se logèrent dans « une maison construite en bois, avec deux petites ailes aux extrémités, accompagnée d'une cour du côté de la façade et de l'autre du jardin » (5). Les élèves devinrent si nombreuses que le couvent réclama de nouvelles sœurs; deux autres avec deux auxiliaires laïques lui arrivèrent en 1734. Ces institutrices échappèrent aux critiques du traître Pichon qui ne manquait pourtant aucune occasion de dénigrer dans ses lettres tout ce qui appartenait à la France (6). « Nous avons ici, écrit-il, des dames religieuses qui se disent de la communauté établie à Québec : leur occupation est de voir à l'éducation des jeunes filles : et elles sont vraiment des femmes de vraie piété » (7). La fondatrice, Sœur de la Conception, née Marguerite Roy, de Laprairie, se retira tristement à la maison

(1) Archives de la marine. Dépêches de 1730, p. 43.

(2) Lettre de Saint-Ovide au ministre, 22 décembre 1732.

(3) Le même au prélat : lettre citée par Faillon, II, p. 342.

(4) Faillon, II, p. 345.

(5) Report on Can. Arch. 1904, p. 184.

(6) Arch. de Rennes. Correspondance de Pichon.

(7) Pichon, p. 203.

mère de Montréal, où elle mourut le 13 décembre 1749, à l'âge de 75 ans.

Les religieuses ne se contentaient pas de tenir une école pour la ville, elles avaient aussi un pensionnat, où demeuraient non seulement des orphelines, comme au début de la fondation (1), mais plusieurs autres jeunes filles de Louisbourg et des paroisses avoisinantes (2). Les frais pour l'entretien du couvent augmentaient en proportion de son développement. Le gouvernement de l'île lui consacra la moitié des amendes provenant des pêcheries défendues, répondant ainsi au désir du roi qui lui recommandait « d'aider les sœurs » (3). En 1739, le roi leur accorda la somme de 3.000 livres (4) pour payer une partie des frais occasionnés par la construction d'une maison, plus grande et mieux accommodée aux besoins et au nombre des élèves. Le gouverneur de l'île, le sieur Louis de Forant, fonda en 1742 huit places de pensionnaires (5) ; le gouverneur devait choisir ces boursières dans les familles des officiers coloniaux. A sa mort, il légua tous ses biens au couvent ; la sœur du gouverneur défunt protesta contre cette donation illégale ; le roi intervint, annula le testament et dédommagea les religieuses en leur accordant 32.000 livres (6). Le sieur de Quesnel y fonda deux places de pensionnaires. Entouré des sympathies des colons et des gouverneurs, aidé par le roi et par de nombreux bienfaiteurs, sagement dirigé par les religieuses, le couvent avait déjà

(1) Thibreau, p. 28.

(2) Public Records of Nova Scotia, Vol. IV.

(3) Archives de la marine. Dépêches de 1736, f. 476.

(4) Report on Can. Arch. 1904, p. 268.

(5) Report on Can. Arch. 1899, p. 244.

(6) Report on Can. Arch. 1904, p. 292.

rendu de grands services à la colonie, quand soudain, en 1744, les Anglais attaquèrent la ville, pillèrent les provisions et s'emparèrent même du linge à l'usage des sœurs (1). La petite communauté fut contrainte de suivre nombre des colons déportés en France.

Mais là, retirée à la Rochelle dans l'hôpital Saint-Étienne, elle attend le moment de retourner en Acadie, où elle revint en 1749. L'état du couvent trop délabré pour être réparé oblige les sœurs à louer une maison, mais si peu commode qu'il était difficile d'y réunir beaucoup d'élèves : la pauvreté fait obstacle à leur zèle. Le prince Louis, Duc d'Orléans, leur accorda une rente de 100 livres. Enfin, en 1754, la construction d'un autre couvent leur permit de revivre les beaux jours du début de la colonie. Mais Louisbourg fut assiégée de nouveau en 1758, et faute de défenseurs et de chefs capables, tomba au pouvoir des ennemis. Ceux-ci veulent en finir : tout est pillé, brûlé, détruit. Les sœurs sont transportées en France où elles continuent à instruire les jeunes filles déportées en même temps qu'elles. Leur communauté s'éteignit en 1765 et, l'année suivante, le roi accordait une dot à la dernière religieuse survivante, sœur Geneviève, pour lui permettre d'entrer dans une autre communauté (2).

La chute de Louisbourg marque la fin du pouvoir français en Acadie ; tous les établissements de l'île disparurent ; les écoles si florissantes des Récollets et des religieuses de Notre-Dame, les dernières maisons d'instruction complètement française en Acadie, furent englouties dans l'immense brasier, tandis que leurs professeurs, entassés sur des bateaux de

(1) Faillon. II, p. 362.

(2) Report on Can. Arch. 1905. I, p. 372.

transport, étaient définitivement rejetés en France. Nous aimerions à suivre pieusement les traces des milliers d'Acadiens qui habitaient l'Île-Royale, comme on suit au cimetière le cercueil d'un ami, d'un parent. « Les plaintes de ces humbles ont été si bien étouffées, ces sombres pages de l'histoire coloniale anglaise ont été si bien obscurcies ou anéanties qu'on ne sait trop : un silence de mort pèse sur ces pays perdus, sur ces heures tragiques » (1).

II. — Destruction des écoles acadiennes et déportation des Acadiens.

Nous avons laissé (2) les écoles de Port-Royal continuant à instruire les jeunes Acadiens en dépit du peu de sympathie que leur témoignait le nouveau régime. Les Acadiens rendaient de grands services aux Anglais, puisque la petite garnison recevait d'eux sa subsistance. On comprend facilement qu'un tel état de choses ne pouvait durer : aussi l'Angleterre, pour libérer sa garnison de cette sorte de servitude, décida de fonder Halifax. Les premiers colons britanniques y arrivèrent en 1749. Le site choisi, avec son magnifique havre défendu par des ilots aux falaises escarpées, se prêtait admirablement à la fondation d'une ville forte. Quelques années plus tard, Halifax assurait aux Anglais la maîtrise indiscutable de la presqu'île. Les Acadiens devenaient donc inutiles, gênants même, puisque, devenus très nombreux, ils refusaient toujours d'adopter la langue et la religion anglaises. Leurs riches terres, leurs nombreux bestiaux feraient bien l'affaire

(1) Lauvrière. II, p. 61.

(2) Cf. Chap. III, art. II.

de nouveaux occupants. Sans plus de scrupule, le gouverneur de Halifax rivalisant de zèle avec le gouvernement de la mère patrie, qui, à cette même époque et pour des raisons presque semblables, maintenait l'Irlande dans un triste esclavage, décida d'arriver à ces vues, par des moyens rapides et énergiques. Il décréta l'expulsion des Acadiens : en 1755 sur les 10.000 Acadiens que comptait la Nouvelle-Écosse, 7.000 furent entassés sur des bateaux et jetés un peu partout sur des terres étrangères.

« Bien des années pénibles se sont écoulées depuis l'incendie de Grande Prée
« Quand à la marée baissante, les vaisseaux chargés partirent,
« Emportant une nation avec tous ses pénates en exil,
« Exil sans fin et sans exemple dans l'histoire.
« Séparés, au loin sur des rivages différents, les Acadiens débarquèrent,
« Dispersés comme les flocons de neige, quand le vent du nord-est
« Souffle en rafales à travers les brouillards qui assombrissent les bancs de Terre-
[Neuve,
« Sans ami, sans foyer, sans espérance... Et plusieurs, de désespoir, le cœur brisé,
« Ne demandaient de la terre qu'un tombeau et non un ami ou un foyer.
« Leur histoire reste écrite sur les pierres tombales du cimetière (1).

Ceux qui échappèrent à la razzia se cachèrent dans les forêts où les soldats les traquèrent comme des bêtes fauves. Plusieurs passèrent au Canada (Nouveau-Brunswick actuel) ou sur l'île Saint-Jean. Là, il furent rejoints par d'autres compagnons de misères, les colons échappés de Louisbourg après sa chute en 1758. On les y poursuivit et, en 1758 et 1759, la plupart des Acadiens de l'île Saint-Jean furent déportés en France ou en Angleterre. De ceux qui échappèrent à cette triple déportation, beaucoup errèrent dans les forêts où la plupart moururent de misère, de faim et de froid. Le peuple acadien fut ainsi rayé de la liste des peuples.

(1) Longfellow. Évangéline.

On se hâta même de détruire, autant que possible, les traces de cette hécatombe sans précédent dans l'histoire des nations civilisées (1). Plus tard et de nos jours même, de soi-disant historiens, par ignorance ou par mauvaise foi, ont essayé de souiller la victime ou tout au moins d'excuser les auteurs du drame de 1755 et, si possible, de les transformer en héros. Libre à ces écrivains de plonger leur plume dans le sang innocent. Pour nous, ce n'est qu'avec répugnance et par nécessité d'être complet, que nous avons osé évoquer ces révoltantes cruautés. Laissons tomber le rideau sur cette lugubre tragédie et jetons un rapide coup d'œil sur les programmes scolaires acadiens, tels qu'ils étaient sous le régime français, clos d'une façon si tragique.

III. — Programme des écoles acadiennes (1604-1759).

Les documents relatifs à l'existence des écoles acadiennes, déjà rares, se font encore plus rares, quand il s'agit des programmes ou des méthodes suivis dans ces modestes foyers d'instruction ; aussi nos recherches personnelles, si efficacement secondées par de dévoués collaborateurs, sont-elles loin d'avoir fait toute la lumière désirable sur ce sujet. De 1604 à 1632 les apôtres de la langue s'adonnent, faute d'élèves français, exclusivement à l'enseignement des indigènes ; avec grande patience, ils apprennent à ces Indiens à prononcer les syllabes, les mots et les phrases de notre langue. Avides de pouvoir causer avec les colons, attirés aussi par l'attrait de la nouveauté, les Souriquois se font un point d'honneur d'apprendre le français. Mais comme la

(1) Richard, vol. II, p. 43, et chap. 33 et 32.

lecture et l'écriture n'ont pas à leurs yeux un but aussi pratique et exigent plus d'attention et de temps, ils se contentent d'admirer les images des livres sans chercher à en dérober les secrets (1).

Les colons d'Aulnay d'où est sorti le peuple acadien ouvrent en 1632 l'époque vraiment coloniale. Le cardinal Richelieu donne aux Capucins l'ordre d'ouvrir des séminaires pour recevoir des petits indiens (2) qui y étudieront à la fois les sciences humaines et divines. Quand ces enfants auront acquis une certaine connaissance « d'instruction élémentaire et de la doctrine chrétienne » (3) ils seront rendus à leurs parents. Dans ce séminaire, le visage pâle du blanc contraste avec le teint bronzé de l'indien ; dans cette école des Capucins, comme dans celle de Madame de Brice et plus tard dans les nombreuses écoles créées par les missionnaires ou les religieuses, on ne se contenta pas d'enseigner la langue française : le petit indien peut déjà l'avoir apprise de ses parents ou par ses rapports continuels avec ses compagnons français. Le travail de ceux-ci soutient le courage hésitant de l'indien qui toujours regrette ses bois et ses rivières. Encouragés par l'exemple de leurs camarades, soutenus par la vigilance de leurs maîtres, les élèves indiens finissent par acquérir une instruction au moins élémentaire. « En 1645, on amena en France un étudiant indien du séminaire. Il plut beaucoup à la cour et la reine elle-même le trouva suffisamment instruit pour lui confier la commission de retourner en Acadie pour travailler à la conversion de son peuple » (4). Aucun

(1) Cf. ch. I, art. II et III.

(2) Lenhart, vol. 27, n° 3, p. 223.

(3) Thibeau, p. 18.

(4) Thibeau, p. 21.

document connu ne nous reste sur les programmes de ces écoles qui, nous l'avons vu, voyaient d'ordinaire leur progrès brusquement arrêté par les invasions. Le vainqueur manquait rarement de marquer son passage par la destruction du fort et des maisons environnantes, y compris l'église et l'école. Alors que le Canada conserve précieusement les livres qui ont servi à l'enseignement de ses premiers colons (1), le pauvre Acadien, lui, n'a pas même cette consolation.

D'autre part, les lettres des missionnaires ou des gouverneurs de la colonie envoyées en France, source principale de l'histoire acadienne, ne signalent qu'en passant et superficiellement l'existence des écoles. Dans ces relations, on se plaisait à multiplier les détails curieux sur la vie indienne, et à raconter aux frères de là-bas tout ce qui pouvait à la fois satisfaire leur curiosité et attirer leur sympathie sur la colonie naissante (2). Quel intérêt auraient offert alors des lettres sur les écoles acadiennes ? N'oublions pas en effet que l'instruction primaire en France jusqu'à la révolution de 1789, restait presque entièrement aux mains du clergé (3) : l'État s'en occupait relativement peu. Aussi semblait-il tout naturel aux Français qu'en Acadie, le curé ou le missionnaire continuât à diriger les écoles. On a bien soin d'envoyer aux colonies des artisans de tous métiers, mais on ne parle pas d'instituteurs, cette profession semblait alors faire partie du ministère curial. « L'éducation était contrôlée et dirigée presque complètement par l'Église », fait justement remarquer un écrivain anglais, en parlant des origines acadiennes ; « c'était

(1) Gosselin, (2).

(2) Charlevoix, I. Avertissement, p. 1.

(3) Allain.

son droit aussi bien que son privilège ; aussi n'y avait-il pas plus d'occasion pour ces prêtres de faire mention spéciale de leur devoir de professeur que de ceux de prêtre, en autant qu'il s'agissait de la population française... Catéchiser et enseigner les enfants de leur troupeau acadien était tout aussi naturel que de célébrer la messe... Ainsi s'explique que dans les huit ou dix volumes des relations des Jésuites, relatifs au travail de cet ordre en Acadie, à peine y a-t-il une seule référence aux écoles » (1).

La rareté des sources historiques sur les anciennes écoles acadiennes vient donc du fait que l'instruction primaire offrait un aliment peu intéressant pour les lettres ou mémoires, envoyés en France par les missionnaires ou les officiers de la colonie. Elle vient aussi de la destruction souvent répétée des écoles et des presbytères acadiens qui nous auraient conservé de précieux renseignements, et de la destruction systématique par les mêmes ennemis de l'Acadie, et dans un dessein inavouable, de papiers importants se rapportant à la colonie acadienne pendant le dix-huitième siècle (2). Nous pouvons cependant indirectement nous faire une idée de l'instruction donnée en Acadie, soit en nous rappelant les dispositions d'esprit des instituteurs et des colons à l'égard des écoles, soit par des résultats connus des écoles acadiennes. A cette époque plus qu'aujourd'hui, le paysan français, conservateur de ses traditions et de ses coutumes qui lui apparaissaient indiscutablement comme les meilleures, n'avait d'autre idée en se transportant en ces

(1) Bingay, I.

(2) Richard. Vol. I, p. 1. Vol. II, p. 43, et Arch. Colonies, série C., vol. II, f. 534.

contrées lointaines, que de créer un pays semblable au sien, une Nouvelle-France (1). Il semble donc tout naturel, pour bien comprendre les programmes acadiens, de jeter un coup d'œil rapide sur l'instruction primaire en France au début du dix-septième siècle.

Les écoles primaires restaient en général confiées à l'église ; au curé ou aux religieux de chaque paroisse incom- bait donc la culture des âmes et des intelligences : système qu'on a beaucoup discuté depuis, mais qui jouissait de la consécration des siècles. Tous les historiens s'accordent à admettre que le « programme de l'enseignement primaire était beaucoup moins étendu qu'aujourd'hui » (2). A l'écriture, à la lecture latine et française, on joignait les trois premières règles de l'arithmétique avec des exemples pratiques. Un autre historien, non moins sérieux et spécialisé dans l'étude de l'histoire de la langue française, déclare « qu'en général, il y a eu au XVII^e siècle des écoles un peu partout » mais qu'elles « portaient tout naturellement la marque » (3) de leur origine religieuse. Par suite d'une coutume, explicable à l'origine, mais devenue surannée avec le temps, on commen- çait d'abord par apprendre à lire en latin, puis en français. Cet usage, venu sans doute de siècles où le latin était l'unique langue enseignée, nous paraît peu rationnel, car enfin « apprendre le latin avant la langue maternelle, c'est vouloir monter à cheval avant de savoir marcher » (4). Aussi peut-on dire que par suite de méthodes pédagogiques défectueuses, par suite aussi de l'indifférence du gouvernement pour l'ins-

(1) Rameau, I, chap. 1 et 2.

(2) Allain, p. 161.

(3) Brunot, V, p. 32 et 34.

(4) Brunot, V, p. 41.

truction du peuple, l'instruction primaire en France au XVII^e siècle, était loin d'être aussi répandue et aussi complète qu'aujourd'hui.

Les missionnaires ont-ils transporté cette méthode en Acadie ? Pour le Canada français, il n'y a aucun doute qu'ils ont conservé cette méthode peu pratique d'enseigner le français : le séminaire de Québec conserve encore des psautiers latins et l'alphabet français dont se servirent les Jésuites pour enseigner les premiers colons français. Rien ne révèle cette manière de faire en Acadie ; au contraire cette méthode s'y heurtait à de graves obstacles qui durent la faire supprimer. La difficulté des missionnaires à apprendre la langue indienne, la nécessité d'instruire ensemble Indiens et Français durent montrer à ces religieux combien peu rationnelle était la méthode d'apprendre une langue en commençant par en apprendre une autre. Il semblerait donc que cette coutume aussi vénérée que peu pratique, au contact de la froide réalité, a dû, en Acadie, se condamner elle-même, en vertu de ces nombreux inconvénients.

L'histoire du premier étudiant acadien, Mathieu Martin (1), nous montre que l'instruction, donnée à Port-Royal par les Capucins, ne le cédait en rien à celle des autres pays. Les notaires qui se sont succédé dans les différentes paroisses acadiennes se formaient dans ces écoles, et leur style simple, correct et parfois même élégant, fait honneur à leurs maîtres ; de 1700 à 1755, au moins quatre jeunes acadiens reçoivent l'instruction primaire dans les écoles de Port-Royal et de Grande Prée, avant de passer au Canada ou en France, pour

(1) Cf. Chap. II, art. I.

y faire leurs études secondaires et leur théologie. D'autre part, n'oublions pas que les fils des gouverneurs et des officiers s'asseyaient à l'école sur les mêmes bancs que les fils des colons. Futurs chefs de la colonie, il va de soi que leurs parents, désireux d'assurer l'avenir de leurs enfants, tinrent compte d'une manière spéciale du conseil adressé en 1665 par le roi au chef de la colonie acadienne : « L'éducation des enfants étant le premier devoir des pères à leur égard » (1), ils doivent y apporter grand soin pour les bien faire instruire. Détail curieux sur les écoles françaises, pendant le régime anglais : Othon Robichaud, né à Port-Royal en 1742 et déporté en 1755, savait très bien lire le français et l'anglais. Cela nous laisserait croire qu'après la conquête, on enseignait aussi l'anglais dans les écoles françaises ; cette addition aux programmes scolaires s'expliquerait facilement, car elle répondait à des besoins nouveaux, créés par une situation nouvelle, et surtout au désir des gouverneurs anglais, soucieux — nous l'avons vu au chapitre précédent, — de voir les Acadiens apprendre la langue anglaise.

IV. — État de l'instruction en Acadie.

Les documents signés par les Acadiens projettent aussi un peu de lumière sur l'état mal connu de leur instruction. Malheureusement ces pièces ne sont pas aussi nombreuses qu'on le désirerait et parfois même nous induiraient plutôt en erreur. Ainsi, les nombreux Acadiens, jetés par leurs bourreaux sur les côtes de la Nouvelle-Angleterre, signent plusieurs requêtes adressées au gouverneur anglais ou au roi

(1) Nouvelle-France. Documents historiques. I, p. 9.

de France, réclamant justice et protection (1). Ces pétitions; d'ordinaire bien rédigées, et indiscutablement par eux-mêmes, portent chacune de nombreuses signatures, mais presque toutes de la même main, et presque autant de croix que de noms. Faut-il conclure qu'ils ne savaient pas écrire? Cette conclusion nous semble tout à fait injuste. Ces Acadiens, traités pendant leur exil dans la Nouvelle-Angleterre presque en esclaves (2), dans l'impossibilité de se réunir pour signer ces requêtes et même de faire circuler ces pétitions sous les yeux aussi soupçonneux que peu bienveillants de leurs maîtres (3), durent se contenter de confier implicitement ou explicitement à un procureur le soin d'apposer sur ces requêtes leur nom avec une croix. Cette conclusion s'impose d'autant plus que d'ordinaire les quelques signatures personnelles se trouvent rapprochées, ce qui montre bien que seuls ces quelques signataires eurent l'avantage de se réunir pour signer les requêtes.

Mais laissons de côté ces documents qui ne peuvent nous donner de justes indications sur l'instruction des Acadiens. De tous les autres que nous avons pu consulter, se rapportant aux différentes périodes de l'histoire acadienne (1613-1790) il ressort que le nombre des personnes qui ont signé elles-mêmes atteint un pourcentage approchant 50 %. Le résultat est si éloquent que nous oserions à peine le publier tellement l'habitude s'est ancrée de ne voir chez les Acadiens que des illettrés. Nous sommes heureux de voir nos recherches confirmées par un historien anglais, qui, l'un des

(1) Report on Can. Arch. 1905, vol. I, p. 618-638.

(2) Arch. Aff. étrang. Corr. pol. Angl. Vol. 452, f. 203.

(3) Lauvrière, II, chap. XIX.

premiers, a eu la rare curiosité d'étudier quelque peu le système scolaire en Acadie avant la conquête. Sans paraître se rendre compte du bel éloge qu'il adresse aux Acadiens, il déclare « que 50 % des signatures des pétitions adressées de temps en temps par les Acadiens au gouvernement anglais d'Annapolis sont de la main même des demandeurs », et, ajoute-t-il, « cela indique une diffusion moyenne parmi eux au moins des rudiments de l'éducation » (1). Qu'il trouve donc un autre peuple, à cette époque, capable d'offrir une aussi forte moyenne de personnes sachant lire et écrire ! Un autre historien encore plus près de nous ne craint pas d'affirmer que « des années après la conquête, quand, à différentes occasions, les Acadiens furent appelés à signer différentes formules de serment ou d'autres papiers que les Anglais leur présentaient, environ 60 % furent capables de signer leur nom » (2). La France, dans son grand siècle, ne le cédait probablement pas aux autres pays pour l'instruction ; et pourtant un éminent statisticien, étudiant les registres paroissiaux, trouve que le pourcentage des conjoints qui de 1686 à 1690 ont pu signer leur nom, varie pour les différents cantons de 4,68 à 45,65 %, et de 1786 à 1790 de 8,23 à 71,81 % (3) : donc une moyenne de 25,17 % pour la fin du dix-septième, et de 40,02 % pour la fin du dix-huitième siècle. Ces statistiques justifieraient-elles Madame de Bougainville d'avoir écrit, en 1757, que les enfants des colons au Canada sont plus instruits que ceux de France ? (4)

(1) Bingay, 1 et 2.

(2) Thibeaudeau, p. 15.

(3) Maggiolo. Statistiques rétrospectives.

(4) Royal Society of Canada, 1884, vol. II, p. 7.

Un canadien, après avoir compulsé les écrits de 33 sur 35 notaires de Québec avant 1700, écrit : « Un grand nombre de contrats portent la signature des époux et des parents ou amis... les contrats de mariages sont signés de plusieurs témoins » (1). La Nouvelle-France n'avait donc pas — au Canada et en Acadie, — à jalouser la mère patrie pour la diffusion de l'enseignement primaire. Sans vouloir pousser trop loin cet argument tiré des signatures acadiennes, il semblerait utile et juste de tenir compte en faveur des Acadiens qui n'étaient que des agriculteurs ou des pêcheurs, de ce fait qu'il « arrive que des hommes qui savent écrire font la même déclaration, (de ne pas pouvoir signer) sinon par timidité, du moins par honte ; nous l'avons constaté nous-même et d'autres aussi. Il en coûte toujours un peu à un homme qui n'a pas souvent l'occasion d'écrire et dont la main est alourdie par le travail manuel de montrer son peu d'expérience dans l'exercice de la plume » (2).

Sauf de rares exceptions, jusqu'à présent plusieurs historiens de l'Acadie, souvent peu sympathiques aux Français, n'ont pas manqué de faire ressortir l'ignorance générale de ce peuple sous le régime français ; leur assertion se fondait sur deux preuves : manque d'écoles en Acadie et témoignages de l'époque affirmant que les Acadiens sont tous des ignorants. La première preuve s'écroule devant la liste, — malheureusement incomplète, faute de documents, — que nous avons pu établir des différentes maisons d'instruction existant alors en Acadie. Quant aux témoignages du temps démontrant l'ignorance des Acadiens, quelle est leur valeur ?

(1) Garneau. II, p. 104.

(2) Gosselin, (2), p. 148.

Donnons-les d'abord. « Je n'ai connu qu'une seule personne parmi eux qui sût lire et écrire ; quelques-uns pouvaient le faire mais très imparfaitement » (1), écrit un français auquel fait écho le capitaine Brook Watson déclarant que les Acadiens sont « tout à fait illettrés » (2). Ajoutons un témoignage de Wroth qui, sur cent Acadiens en 1727, en trouve un « seul parmi eux qui sut lire et écrire » (3).

Ces trois écrivains gardent-ils l'impartialité, ce désintéressement complet dans la recherche et la manifestation de la vérité ? Le vrai historien, en effet, doit aimer la vérité, jusqu'à lui sacrifier toute chose. Le premier témoignage vient de la plume de Moyse des Derniers, traître à son pays, ami servile de Lawrence et ennemi acharné des Acadiens, dont il partagea les dépouilles après leur expulsion ; Watson, un autre des « déporteurs » (4), mérite d'être rangé avec le précédent parmi les bourreaux de 1755. Quant au dernier témoignage, nous le trouvons dans une lettre adressée en 1727 au lieutenant gouverneur Armstrong, dont nous avons déjà aperçu la sinistre figure. Ce bon Wroth a eu d'ailleurs l'heureuse idée de détruire lui-même son affirmation, dans cette même lettre. Un seul sur les cent habitants acadiens sait « lire et écrire », affirme-t-il, et dans le même paragraphe de cette lettre, il nous montre ce privilégié en train de lire une proclamation, tandis que les autres étaient en train de signer !

Nous regrettons vivement que des historiens, amis de l'Acadie, se soient laissés abuser par ces écrivains sans

(1) Moyse des Derniers. Man. Bibl. de Halifax.

(2) Bingay, 2.

(3) Londres. Colonial Records of America, vol. 29.

(4) Bingay, 2.

conscience et, faute de recherches, sans la moindre mauvaise volonté, aient contribué à propager la légende d'un peuple acadien sans écoles et sans instruction.



Cette carte spécialement préparée par O. Levesque pour
"L'Enseignement de la langue française en Acadie"

CHAPITRE V

Les écoles françaises de la Nouvelle-Écosse (1755-1874).

I. — Situation difficile du français en Nouvelle-Écosse.

L'Acadie, devenue la Nouvelle-Écosse, ne fut divisée en trois provinces, comme elle l'est aujourd'hui, que plusieurs années après la conquête anglaise. Pour plus de clarté, négligeant l'ordre chronologique, nous considérerons l'Acadie comme déjà divisée en trois parties : la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick et l'île du Prince Édouard.

Après l'expulsion de 1755 et les razzias organisées qui se prolongèrent encore pendant quelques années, la Nouvelle-Écosse ne comptait que quelques centaines d'Acadiens, cachés dans les bois ; les autres étaient prisonniers à Halifax ou travaillaient comme de véritables mercenaires au profit de leurs maîtres (1). Cependant, à partir de 1770, deux groupes d'Acadiens se forment : l'un sur les bords de la baie de Sainte-Marie, l'autre au Cap Breton. Grâce à leur prodigieuse natalité, le recensement de 1771 indique 1.300 Acadiens en Nouvelle-Écosse ; en 1790 ils sont plus de 2.000 et, en 1815, ils atteignent le chiffre de 8.000.

Sous le régime français (1604-1759) les missionnaires se faisaient éducateurs dans un triple dessein : donner aux

(1) Rameau, II, p. 200.

Acadiens l'instrument nécessaire à la vie, leur faciliter l'étude de la religion et enfin, s'attacher les indigènes en leur apprenant le français. Mais de 1710 à 1755, les Anglais ne se proposent, en instruisant les Acadiens, que deux fins : les gagner à l'Angleterre et à la religion protestante en leur ouvrant des écoles tenues d'ordinaire par des ministres protestants (1). Pour agir efficacement sur eux, ils n'épargnèrent rien et leur envoyèrent même des instituteurs sachant le français. Après l'expulsion, l'enseignement officiel ne tend plus qu'à établir solidement dans le pays la religion anglicane, et c'est « La Société pour la Propagation de l'Évangile dans les Missions Étrangères » qui, de 1750 à 1834, monopolisa l'enseignement officiel.

Toutefois le succès de la religion d'état se trouvait menacé, d'un côté par quelques maîtres d'écoles ambulants qui songeaient plus à gagner leur pain qu'à propager l'évangile, et de l'autre par quelques écoles libres qui, depuis 1750, s'établissaient à Halifax. Pour conjurer cette menace contre la religion anglaise, le 28 juin 1766, la Nouvelle-Écosse promulgua sa première loi sur les écoles. Cette loi restreignait plutôt les moyens d'instruction puisqu'elle défendait, sous des peines très graves, d'établir des écoles dans la province sans permission préalable, et qu'elle obligeait les instituteurs à se munir d'un diplôme officiel. Le dernier paragraphe visait les catholiques et s'adressait naturellement aux Acadiens. « Si quelque partisan du pape, papiste ou professant la religion du pape, est assez téméraire pour établir une école dans la province et est découvert, un tel délinquant, pour chaque

(1) Bingay, p. 5-9.

manquement, subira trois mois de prison, sans privilège de sursis ou de caution et paiera au roi une amende de dix livres... » (1). Vingt ans plus tard, une nouvelle loi restituait aux catholiques une partie de leurs droits, mais leur défendait encore d'enseigner à tout enfant protestant âgé de moins de quatorze ans (2). Malheureusement, la nouvelle loi n'éteignait pas l'esprit d'intolérance si soigneusement entretenu (3) : ce ne fut que graduellement que les mesures vexatoires disparurent, et, en 1841 seulement, un collège catholique anglais reçut du gouvernement une existence officielle. Depuis, tous semblent heureux de travailler au bien du pays dans la paix et la concorde intérieure.

Revenons aux Acadiens. Les lois contre les catholiques, jointes à la misère extrême des Français, ne permettaient pas d'établir des établissements scolaires ; l'instruction pourtant ne disparut jamais complètement de chez eux. Les documents les plus anciens depuis l'exil, écrits par des mains exercées à la plume sous le régime précédent, se rattachent à la marine. L'Acadien, descendant de marins bretons, privé depuis l'exil, de ses terres plantureuses, s'élançait sur de légères embarcations jusqu'au Maine, voire même jusqu'aux Antilles. Chacun de ses voiliers, tout comme ceux que les Acadiens dirigent aujourd'hui, avait son livre de bord et son secrétaire. Un de ces livres celui du capitaine Pierre Doucet, datant de la fin du dix-septième siècle et soigneusement conservé par ses descendants, nous présente une écriture libre et même élégante. Les grandes colonnes de chiffres indiquent à la fois un esprit

(1) Nova Scotia Laws, 1766, c. 7.

(2) Nova Scotia Laws, 1786, c. 1.

(3) Bingay, p. 26.

exercé et une main sûre (1). Les registres paroissiaux du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse ne nous apportent aucun élément de discussion, puisqu'ils sont tout entiers de la main du curé. Mais les actes officiels, relatifs à des ventes de terre (2), et toujours signés par quelques témoins, nous feraient croire à une instruction, pour l'époque, très répandue : dans 55 de ces pièces (1787-1830) on relève 200 signatures dont 166 de la main du signataire : mais il faut remarquer que les mêmes témoins reparaissent assez souvent. En 1789, le curé Sigogne en arrivant dans cette même paroisse de la baie Sainte-Marie, d'accord avec ses paroissiens, dresse un règlement pour le bien spirituel et temporel de la paroisse ; les chefs de famille furent convoqués pour le signer ; plus de 30 pour cent apposent leur signature. Il y avait pourtant cinquante ans qu'on avait enlevé à ces Acadiens tout moyen de s'instruire ! La tradition ne nous a conservé aucun nom de pédagogue qui, à cette époque, se soit dévoué à l'instruction dans ce pays des Acadiens : on est donc porté à croire qu'ils reçurent

(1) L'instruction des enfants du capitaine Doucet n'a pas été négligée, et nous sommes agréablement surpris de les voir, à la Saint-Pierre offrir à leur père sous forme d'un gracieux quatrain leurs vœux de bonne fête.

Vers Pour Le Jour de Saint-Pierre
que Présentent à Monsieur Le Capitaine Pierre Doucet ; M^{rs} ses Enfants.

Les Fleurs sont vn Tribut Consacré Par l'usage ;
Mais Flôre n'a qu'vn Temps, ainsi que tous Ses dons ;
Nous Pouvons vous offrir vn plus durâble hommâge ?
Le Cœur est vn Bouquet de toutes Les Saisons.

Sans être à même de garantir la paternité de cette poésie, jusqu'à preuve contraire il convient d'en faire honneur à la famille Doucet. Le billet, magnifiquement enluminé, porte la signature des quatre enfants de Pierre Doucet : chaque signature, d'une écriture facile et soignée révèle une main différente. D'autre part ne serait-ce pas faire injure aux Acadiens que de prétendre que la famille Doucet monopolisait l'instruction de la baie de Sainte-Marie ?

(2) Chez Isaac Leblanc, Baie de Sainte-Marie.

cette instruction de leurs parents ; des documents prouvent cette pratique chez leurs frères du Nouveau-Brunswick.

II. — Le père Sigogne à la baie de Sainte-Marie.

Halifax, malgré son antipathie pour les prêtres catholiques, comprit que le seul moyen de tenir en paix tant de sujets si justement mécontents était de leur accorder des missionnaires. Nous en trouvons toujours un ou deux en Acadie, même aux heures les plus sombres. En 1774 arriva à la baie de Sainte-Marie le père Bourg, le premier prêtre Acadien qui travailla parmi les siens. Il brûlait de se consacrer au service de ses frères malheureux : toute l'Acadie lui fut confiée. Il ne fit que passer quelques semaines à la baie de Sainte-Marie et encouragea les réunions dominicales dans la chapelle sous la présidence d'un ancien : on y chantait le *Kyrie*, le *Gloria* et l'ordinaire de la messe, et l'on y faisait la lecture de l'évangile. Quel bonheur pour ces paysans si sincèrement pieux de pouvoir suivre dans les saints livres les prières dominicales ! Plus d'un enfant, plus d'un jeune homme, nous dit la tradition, après les longues journées de travail de leurs parents, apprenaient d'eux à lire le français et le latin afin de pouvoir participer activement à la « messe blanche » (1) du dimanche. De 1788 à 1798 pas un seul missionnaire français dans la Nouvelle-Écosse : les Acadiens supplient l'évêque de leur accorder un prêtre de leur langue ; enfin, en 1798, arrive le père Sigogne qui devait relever le peuple acadien de la baie de Sainte-Marie. Devant le collège actuel de Sainte-Anne se dresse un monument rappelant sa mémoire : monument

(1) Rameau, I, p. 241.

émouvant dans sa modestie, car il est le premier que la gratitude des Acadiens ait élevé à l'un de leurs sauveurs.

Fuyant devant la persécution de 1789, le père Sigogne était passé en Angleterre où il s'était familiarisé avec la langue anglaise. Il y avait abandonné un lucratif préceptorat pour accepter la direction des missions de la baie de Sainte-Marie. Toute sa vie, en reconnaissance de la généreuse hospitalité qu'il avait reçu d'un fils d'Albion, il travailla à faire disparaître la sourde hostilité qui existait entre Acadiens et Anglais et qu'il jugeait mortelle à la paix et au progrès du pays. Il fut puissamment secondé par un député protestant anglais, Halliburton, qui plaida avec force et courage la cause des opprimés ; cet homme du droit et de la justice mérite d'être cité parmi les grands bienfaiteurs de toute l'Acadie. Nous avons vu plus haut que, dès son arrivée dans sa paroisse, le curé dressa un règlement pour le bien spirituel et temporel de ses ouailles. Cet acte signé de 68 chefs de famille montre que sur ce nombre 46 durent signer d'une croix. La proportion de ceux qui savaient lire et écrire était donc tombée depuis 1755 de 50 % à 32 % ; cette régression ne surprend pas, quand on se rappelle le dénuement extrême des Acadiens et les lois qui leur défendaient d'ouvrir des écoles. D'autre part, les missionnaires trop rares ne faisaient que de courts séjours dans chacune de leurs missions, sans pouvoir s'occuper, comme d'ordinaire, de l'instruction des enfants : au moins, les Acadiens semblent-ils s'être efforcés de conserver le fragile trésor de science légué par leurs pères.

Le père Sigogne avait été nommé juge de paix par le gouvernement pour le district de Clare ; la nécessité le poussa à s'en faire le maître d'école. Tous ses loisirs, il les consacra

à instruire lui-même les enfants de sa paroisse et à organiser des cours pour ceux qui se trouvaient trop éloignés. On s'étonne aujourd'hui, du travail qu'a pu fournir dans le domaine de l'enseignement un seul homme, dénué de ressources matérielles et déjà absorbé par un pénible ministère. Faute de mieux, il convoqua ses premiers élèves dans son presbytère. « Les élèves, paraît-il, ne répondaient que timidement aux avances du maître ; une crainte respectueuse favorisée par la paresse, éloignait les enfants et désolait le pasteur » (1). D'autre part, certains parents, qui ignoraient les bienfaits de l'instruction, semblent avoir peu secondé le zèle du curé et trop encouragé l'indolence des enfants. Le pasteur déplorait d'autant plus la coupable négligence de ses élèves, que cette ignorance rendait plus difficile l'étude du catéchisme.

Les enfants et les peuples enfants ont plus besoin de modèles que de critiques ; les exemples les entraînent plus facilement que les raisons et les principes. Le curé résolut donc, autant que le lui permettaient son temps libre et ses faibles ressources, de faire de son presbytère une école modèle, qui servit de prototype aux autres écoles qu'il comptait établir dans son immense paroisse. Pénétrons dans cette école presbytérale dont les vieux Acadiens nous ont transmis une vivante et fidèle description. L'été, dans la modeste salle de réception ou dans la sacristie, l'hiver, à cause du froid, dans la cuisine, les élèves se groupent autour du père Sigogne, dont le regard tour à tour brillant et doux inspire, autant de crainte que de confiance. Les petites filles, que leur indigence avait fait accepter dans ce foyer de charité, étaient sous la juridiction non moins ferme de la bonne, Scolastique

(1) Dagnaud, p. 165.

Bourque, et assistaient à leur tour aux cours élémentaires donnés par le curé. Tout dans ce petit collège se faisait avec ordre ; et malgré tout, la règle ne laissait pas d'être parfois violée par suite d'appels imprévus du curé pour administrer un malade ou pour régler un procès urgent.

Le matin, le curé se rendait à l'église pour la messe, tandis que Scolastique veillait au lever de la gent écolière. L'heure du lever variait suivant l'âge des enfants, la saison et la température, mais, l'ordre une fois donné, pas de sursis. Après la prière suivie du déjeuner, tous se rendaient à la sacristie transformée en école. « Les cahiers d'écriture étaient d'un genre spécial qui déconcerterait fort les enfants gâtés de nos écoles. Le Père conservait précieusement les enveloppes des lettres qu'il recevait. Il les distribuait à ses élèves, indiquant à chacun le moyen le plus économique d'utiliser ce modeste champ de son activité. Personne ne songeait à sourire ou à se plaindre, et les bâtons, les essais de lettres se suivaient, s'accumulaient tremblants sur l'enveloppe. Lorsque tous les points étaient occupés et que la vue la plus perçante eût inutilement cherché un espace libre, les plus habiles décollaient avec précaution les bords, retournaient l'enveloppe et remettaient le cahier à neuf. Si les enveloppes venaient à s'épuiser, elles étaient remplacées par de vieux livres, dont on ne respectait ni l'âge ni les services rendus. Le Père en détachait quelques feuillets, montrait du doigt la direction à suivre, les endroits à occuper, et le travail reprenait avec le même entrain que si l'enfant eut reçu une belle feuille immaculée » (1).

(1) Dagnaud, p. 191.

Héros de l'instruction sans le savoir, ces petits écoliers, avec ce matériel plus que modeste, se préparaient un brillant avenir. Dans quelques années, nous en verrons plusieurs siéger à la Chambre de Halifax et y travailler pour le bien de leurs compatriotes. Cette formation dans la pauvreté ne contribua pas peu, sans doute, à leur solide formation morale. Avant de les recevoir dans les emplois publics, on voudra, conformément aux lois anglaises alors en vigueur, leur faire renier les principes de leur foi, mais avec une énergie digne de leurs pères, ils n'hésiteront pas et repousseront le serment qu'on leur propose ; devant tant de digne fermeté, l'autorité aura la bonne idée de tourner la loi et de recevoir les représentants des Acadiens (1).

Revenons à notre sacristie. Avec la lecture, l'écriture formait la première étape de l'école modèle ; sur un tableau de bois noirci, le professeur traçait les lettres et les mots que les élèves reproduisaient ensuite sur leurs enveloppes. Mais, sur ce papier rugueux et parfois jauni, les plumes d'oie s'usaient vite. L'un des plus grands reçut la mission délicate de tailler les plumes que faussait facilement le papier trop rude ou le poids de doigts mal habiles. « La bibliothèque du Père Sigogne fournissait les livres de lecture. C'étaient d'ordinaire des livres de religion ou d'histoire, la sainte écriture et le catéchisme. Le Nouveau Testament avait toutes les préférences du Père. Cet ouvrage valait au moins, j'imagine, les histoires fantastiques et banales dont on meuble de nos jours l'esprit des enfants » (2). Du reste en faisant ce choix, le père Sigogne était fidèle à son double rôle d'instituteur et d'éduca-

(1) Poirier, p. 167.

(2) Dagnaud, p. 192.

teur. « La grammaire et l'arithmétique complétaient l'instruction du plus grand nombre. Seuls, les enfants, qui en manifestaient le goût ou au moins le désir, pouvaient pousser plus loin leurs études » (1).

Le père Sigogne ne se contentait pas d'enseigner le français, il enseignait aussi l'anglais, indispensable pour les relations entre Acadiens et Anglais. L'anglais était alors la seule langue officielle et, à la Chambre des députés, on n'eût pas toléré l'usage du français. En même temps, le curé forma des chantres pour les cérémonies de l'église et se fit copiste pour doter son lutrin du traditionnel in-folio des siècles passés. Il enseigna en plus le latin à un certain nombre de ses élèves, soit qu'il découvrit en eux des dispositions particulières pour les études, soit qu'il caressât l'espoir de se préparer ainsi des successeurs. Ses pieuses espérances furent déçues, mais du moins ses élèves répondirent parfaitement au désir, qu'il leur exprimait souvent, de les voir plus tard à la tête des Acadiens dans les luttes politiques et sociales.

Le père Sigogne mêlait aux études les récréations et les travaux manuels. L'après-midi se passait à travailler au jardin ou dans les champs. Après le repas du soir, récréation dans la chambre du Père. En vain Scolastique, qui devait chaque matin réparer les dégâts de la veille, essaya-t-elle d'abord d'opposer une digue au désordre et au tapage des enfants ; ces derniers, encouragés par le sourire indulgent de leur maître, n'en continuaient pas moins leurs jeux turbulents ; heureusement le respect modérait l'indignation de la bonne fille, car elle eut facilement accusé le curé d'être le fauteur du désordre. Malheureusement, tous les enfants de la paroisse,

(1) Dagnaud, p. 192.

à cause de la distance, ne pouvaient suivre les cours réguliers du presbytère ; le père Sigogne décida d'établir des cours, le dimanche. Dans un de ses sermons, après avoir reconnu que le recrutement difficile des instituteurs entrave la diffusion de l'instruction, il ne craint pas d'ajouter « que si les enfants ne sont pas mieux instruits, c'est qu'on ne s'est pas donné aucune peine pour les enseigner ». Il montre ensuite les conséquences funestes de l'ignorance, et conclut en annonçant qu'il est enfin parvenu à obtenir un instituteur (M. Brunet) et qu'il va « faire tenir une école, le dimanche, dans les galeries de l'église, pendant trois heures : une heure et demie avant les vêpres et autant après. On enseignera la lecture et l'écriture. Je surveillerai moi-même la classe afin d'être assuré du bon ordre » (1) ; mesure de sage prudence car ses élèves, souvent assez âgés, se montraient peu dociles envers le professeur, dont l'extérieur, paraît-il, n'inspirait rien moins que le respect.

L'entreprise donna des résultats satisfaisants. Les cours étaient réservés surtout aux jeunes gens occupés pendant la semaine. Pour les enfants, il établit un peu partout dans sa paroisse des écoles primaires qui, sur le tard, eurent les faveurs du gouvernement. Il fit appel à certaines mères de famille qui surent dérober quelques heures, chaque jour, à leurs pénibles travaux quotidiens, pour instruire leurs enfants et ceux du voisinage. L'enseignement se bornait d'ordinaire à la lecture et à l'écriture. Le Père Sigogne fournissait le livre de lecture, le catéchisme la plupart du temps, et il était rare que le progrès des élèves l'obligeât à pousser plus loin sa libéralité. Il va de soi que ces écoles maternelles se pliaient

(1) Sermons conservés à l'église de Church Point. N. E.

aux multiples circonstances, créées par le travail des institutrices et par l'irrégularité des élèves dont les parents se faisaient parfois complices.

III. — Écoles acadiennes dans le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse.

De temps en temps, après bien des démarches auprès du gouvernement et d'instituteurs mieux qualifiés, il réussissait à assurer à certains quartiers éloignés de son presbytère, les services plus réguliers d'un maître ou d'une maîtresse, libre des embarras du ménage. En 1815, nous trouvons, au Petit-Ruisseau, une école tenue par Louis Brunet, venu de France, en passant par l'île Saint-Pierre où il avait été au service du gouverneur. Jeté, on ne sait par quel hasard, sur les côtes acadiennes, il fut tout heureux de trouver un asile au Petit-Ruisseau et de s'instituer, à la joie des Acadiens et de leur curé, maître d'école. Il passait d'une famille à une autre qui lui fournissait le vivre et le couvert. Tel était le mode de rétribution consenti par les parents : chaque foyer le recevait à tour de rôle, lui et sa bruyante troupe d'élèves. Loin de nous la pensée de dénigrer ces écoles des temps héroïques, mais, il paraîtrait que parfois ces instituteurs, qui se contentaient d'un si maigre salaire, proportionnaient leurs efforts à leurs honoraires ; les cours de M. Brunet en particulier, sont restés célèbres par les séances prolongées de sommeil que s'y permettait l'instituteur. Quelques élèves l'imitaient, mais la majorité, profitant de l'aubaine, s'en donnait à cœur joie, au point de réveiller le maître qui, si nous en croyons la tradition, se montrait terrible.

De semblables écoles furent établies un peu partout dans

le district de Clare où vivait le gros des Acadiens. Le vingtième article du règlement dressé à l'arrivée du curé par tous les paroissiens porte ceci : « Par rapport à la religion et à l'instruction, on établira dans chaque canton un ou deux catéchistes qui soient de bonne mœurs... Le catéchiste pourra aussi enseigner à lire et à écrire, s'il le peut, et pour lors sa rétribution sera augmentée en proportion. Les anciens veilleront exactement à ce que les catéchistes, les pères et les mères, les maîtres et maîtresses fassent leur devoir, les premiers en instruisant les enfants et les autres en les envoyant » aux réunions qui se feront « tous les dimanches et trois fois la semaine toute l'année » (1). Si l'on n'a pas de souvenir précis sur ces écoles, on ne peut douter de leur existence. « Il existe dans beaucoup de paroisses des écoles du dimanche » (2), nous disent les sermons du Père Sigogne.

Pendant les cinquante ans ou environ que ce missionnaire passa au milieu des Acadiens, chef spirituel et temporel tout à la fois, il créa un mouvement intellectuel qui ne fit que s'accroître. De sages lois promulguées sur les écoles en 1811 et surtout en 1826, lui rendirent la tâche moins pénible. En 1851, le premier surintendant de l'instruction publique de la province visita le comté de Digby et trouva, dans la partie française de ce comté, dix-sept écoles fréquentées par 422 élèves sur 600 enfants acadiens : dans la partie anglaise, il ne releva la présence aux écoles que de 985 enfants sur 1.500 ; donc une proportion de 70 % contre 65 %. « Clare l'emportait sur Digby par l'assiduité de ses enfants à l'école, et le père Sigogne dut tressaillir dans sa tombe de cette victoire prépa-

(1) Dagnaud, p. 271.

(2) Sermons conservés à l'église de Church Point. N. E.

rée par son dévouement et par ses soins » (1). On retrouve la même constatation légèrement voilée dans un auteur anglais. Avant sa mort, en 1844, il (le père Sigogne) eut la satisfaction de voir les enfants de son peuple aussi bien pourvus des moyens d'instruction et aussi avancés dans les études que ceux des colons anglais... Aujourd'hui aucune portion de la population n'est plus déterminée à donner à ses enfants au moins une solide éducation élémentaire que les Acadiens français » (2).

De Tracadie, situé à l'autre extrémité de la province, le curé Manceau est tout heureux d'écrire à son évêque en 1817 : « J'ai réussi à établir des écoles dans mes trois missions » (3) acadiennes. Ce curé, arrivé à Tracadie en 1814, après trois ans de travail avait ainsi doté sa paroisse de trois écoles françaises. Il avait d'autant plus de mérite que Halifax, alors à la veille de devenir ville épiscopale, n'avait pas encore une seule école pour les Irlandais catholiques ; aussi les enfants de ceux-ci continuaient-ils à subir les vexations des protestants. « Quant aux écoles, écrit un missionnaire d'Halifax, la nécessité est extrême. Depuis que je fais le catéchisme du carême, les maîtres et les maîtresses renferment les enfants pour les empêcher de venir » (4).

Tous ceux qui connaissent tant soit peu l'histoire de la province qui nous occupe, comprendront au prix de quelles difficultés, les Acadiens sont parvenus à sortir de leur profonde misère intellectuelle où la rigueur du sort les avait jetés. Ils profitèrent sans doute de la loi de 1811, qui recom-

(1) Dagnaud, p. 169.

(2) Bingay, p. 40 et 41.

(3) Hist. sur les missions de la Nouvelle-Écosse, p. 244.

(4) Hist. sur les missions de la Nouvelle-Écosse, p. 230.

mandait l'établissement d'écoles par toute la province, et de celle de 1826, qui rendait obligatoire l'érection d'une école dans tous les villages importants. Une autre loi en 1832 prévoyait une allocation provinciale pour l'entretien de chacune de ces écoles. Jusqu'alors pourtant, le gouvernement s'était assez peu occupé des programmes scolaires ; une loi de 1841, article XIV, sanctionna officiellement l'usage de la langue maternelle. « Et qu'il soit décrété que toute école, où l'instruction ordinaire pourrait être en français, en gaélique ou en allemand dans n'importe quel district de cette province, aura droit à une égale proportion de l'argent public comme les autres écoles où l'instruction y serait en anglais » (1). Quelle joie pour les Acadiens de voir reconnu par l'État l'enseignement de leur langue, au début persécutée et plus tard simplement tolérée. Ils possédaient enfin en Nouvelle-Écosse autant de facilités pour s'instruire, au moins dans les écoles primaires, que les autres nationalités.

Les instituteurs du pays ne recevaient pas de préparation spéciale : il leur suffisait de passer un examen assez succinct devant un magistrat ou devant un ministre du culte. Cette coutume avait l'avantage d'ouvrir toutes grandes les portes de l'enseignement, à de nombreux candidats, par contre elle avait l'inconvénient de ne pas tenir un assez grand compte de la compétence des professeurs. L'établissement d'une école normale (1854) remédia à cet ordre de choses en partie seulement, car il était encore possible d'obtenir un brevet d'enseignement en suivant l'ancien système plus facile et moins dispendieux.

(1) Nova Scotia Laws, 1841, c. 43, XIV.

IV. — Écoles françaises au Cap Breton.

Au Cap Breton, l'ancienne Ile Royale si peuplée et aux écoles si prospères avant l'expulsion, nous trouvons dans la misère quelques centaines de paysans acadiens, vivant du produit de leur pêche. En 1789, ils supplient les autorités de leur accorder des terres qu'on leur a refusées jusqu'alors. Leur population cependant, augmente rapidement et atteint, en 1791, le chiffre de 2.000 habitants. Pour les maintenir dans la paix, le gouverneur y favorise le séjour de deux prêtres catholiques ; pratiquement l'île reste encore française. De 1800 à 1825, 2.500 Écossais environ, maltraités dans leur pays, surtout depuis la révolte de 1734, abordèrent à l'île du Cap Breton. Submergés par cette immigration, les Acadiens n'en continuent pas moins à se multiplier : leur nombre est de 6.000 en 1827 et de 8.199 en 1861.

L'éducation avait été complètement négligée dans cette île depuis la conquête et, en 1766, la célèbre Société pour la Propagation de l'Évangile recevait cette invitation de l'île délaissée : « Il y a 120 enfants dans la ville (Louisbourg) âgés de moins de quatorze ans. Il n'y a jamais eu ici de ministre résident ni de maître d'école. La moitié des habitants sont papistes, pourtant ils expriment le désir d'avoir un ministre et un maître d'école » (1). Ces papistes semblent bien être des Acadiens, réfugiés sur les ruines mêmes de leur ancienne forteresse. On peut légitimement croire que le désir d'un ministre exprime plutôt la pensée de l'écrivain, un protestant, que celle des Acadiens. On croirait plus facilement que les

(1) Rep. on Can. Arch. 1894, p. 269.

deux prêtres français, fidèles à leur coutume, donnèrent à ces malheureux, avec l'instruction religieuse, un commencement d'instruction primaire. Sydney fondée, la société anglicane y envoya, en 1787, un ministre qui y trouva un maître d'école anglais établi depuis l'année précédente.

Un visiteur haut placé écrivait en 1832 au sujet de l'instruction donnée au Cap Breton : « La partie indigène de la population est presque sans aucun moyen de s'instruire et la population en général peut être considérée comme très mal pourvue des moyens d'acquérir même les premiers éléments de l'éducation » (1). L'île entière et par conséquent les Acadiens, après avoir été plus longtemps négligés que leurs frères de Sainte-Marie, bénéficieront des écoles que le gouvernement, surtout à partir de 1826, les obligea à construire. Plus malheureux encore, pendant les premières années qui suivirent l'expulsion, furent les descendants de 700 Acadiens, internés à Halifax par le gouverneur Lawrence. Une misère sans nom les décima d'abord, puis un vrai travail d'esclaves, à Halifax et dans les environs. En 1814, un ancien soldat, Walter Bromley, établit une école pour eux à Halifax, elle s'inspirait nécessairement de l'esprit du temps, et son but était de gagner les Acadiens à la religion protestante par l'enseignement de l'anglais. Ces quelques familles, isolées, séparées du secours moral de leurs frères, ne succombèrent pas toutes. La plupart offrirent à ces avances hypocrites une résistance opiniâtre et gardèrent leur foi et leur langue et, c'est grâce à eux, que le comté d'Halifax compte aujourd'hui 6.000 Acadiens. Quant au petit nombre qui succomba, leur

(1) Bouchette, vol. II, p. 20.

misère fut si grande que nous ne sommes pas plus tentés de leur faire des reproches que d'offrir des félicitations à leurs maîtres pour leur victoire. Aujourd'hui, Anglais et Acadiens suivent les cours réguliers des nombreuses écoles établies tant à Halifax que dans les environs.

CHAPITRE VI

Écoles françaises au Nouveau-Brunswick jusqu'en 1871.

I. — Situation des Acadiens immédiatement après l'expulsion.

Le Nouveau-Brunswick ne fut séparé de la Nouvelle-Écosse qu'en 1784 ; jusqu'à cette date, il dépendait du gouvernement de Halifax. Au moment de l'expulsion (1755), 2.500 Acadiens environ étaient échelonnés le long de la rivière Saint-Jean ou groupés près du Fort Beauséjour. De 1755 à 1758, la plupart de leurs établissements furent détruits par les soldats anglais sous les ordres de Amherst et Monckton. Hazen, en 1759, compléta l'œuvre de ces barbares razzias et les quelques malheureux qui échappèrent à la mort ou à la prison remontèrent jusqu'au Madawaska et même jusqu'à Québec. Belcher (1760-1763), digne successeur de Lawrence, décréta sept ans après l'expulsion de 1755, une nouvelle expulsion des Acadiens qui vivaient dans les régions de la baie des Chaleurs, de Gaspé et du Miramichi. Refus net à Boston de recevoir ces nouveaux déportés : on les ramena dans les cachots de Halifax. En 1761, ordre vient à nouveau de Halifax de déloger tous les Français du long de la rivière Saint-Jean. On éprouve une répugnance invincible à énumérer ces expulsions, ces emprisonnements, ces vexations infligées.

gés aux restes d'un peuple, dont le seul tort était d'avoir pour lui le droit.

Enfin, le traité de Paris en 1763 rendit l'Angleterre maîtresse de tout le Canada et le drapeau fleurdelisé allait repasser l'océan après s'être incliné devant le drapeau britannique. Mais les héroïques officiers de la Nouvelle-France, afin d'éviter cette suprême honte et de protester contre la négligence de la France qui se désintéressait des « quelques arpents de neige » (1) et de ses défenseurs, se réunirent à la nuit tombante, et, dans un morne silence, brûlèrent tous leurs drapeaux. La paix signée, près de 800 Acadiens, exilés en la Nouvelle-Angleterre, revinrent au pays ; leur marche fut longue, pénible et semée de tombes. A peine étaient-ils installés, les uns en Nouvelle-Écosse, les autres au Nouveau-Brunswick, qu'éclatait en 1775 la guerre de l'indépendance américaine. Grâce au concours généreux de la France, les insurgés obtinrent la victoire et les Anglais de la Nouvelle-Angleterre, restés fidèles à la vieille allégeance, durent passer au Canada pour éviter les vexations de leurs compatriotes. Malheureusement pour les Acadiens, plusieurs de ces « persécutés, de persécuteurs qu'ils avaient été et qu'ils allaient devenir encore » (2), ne tardèrent pas à se rendre insupportables aux Acadiens. Ceux-ci durent encore une fois abandonner leurs terres et s'enfoncer dans la forêt, pénétrant jusqu'au Madawaska.

Si d'ordinaire une paix relative est requise pour faire fleurir les arts, on peut également affirmer que le développement régulier de l'enseignement dans un pays exige un

(1) Voltaire. Ed. Moland, XXI, p. 196.

(2) Albert, p. 75.

certain bien-être et une certaine tranquillité chez les habitants. Les malheureux Acadiens, dont tous les soins tendaient à protéger leur vie et l'existence de leurs nombreux enfants, n'avaient pas besoin de l'inique loi, décrétée à Halifax en 1766, pour les détourner de fonder des écoles. Avant de cultiver les intelligences, ils avaient à cultiver la terre qui, avec la chasse et la pêche, leur fournissait leur maigre subsistance. Et pourtant, on a la surprise de découvrir, même dans ces temps si durs, des curés ou des pédagogues qui, un peu partout, se dévouent pour entretenir la flamme des études françaises. Qui nous montrera, à la tombée de la nuit, la mère ou le père, harassé des fatigues du jour, enseignant la lecture ou l'écriture à leurs enfants, blottis près de la grande cheminée où flambe un tronc d'arbre coupé dans la forêt voisine ? Ces dévouements héroïques, peu de documents nous les transmettent ; pourtant ces pédagogues, dont on ne sait presque rien n'ont pas manqué. Sans eux, il serait impossible d'expliquer comment plusieurs Acadiens, trop jeunes au moment de l'expulsion pour avoir suivi les cours dans les écoles de l'Acadie française, savent lire et écrire ; quelques écoles paroissiales, dont nous connaissons l'existence au début du siècle dernier, ne suffiraient pas à résoudre la difficulté. Ces exilés, héros sans s'en douter, gardaient toujours dans leur cœur l'amour de la France et de sa langue, convaincus que c'était là, avec leur foi, le plus bel héritage à léguer à leurs descendants ; les fatigues du jour ne les ont pas empêchés d'enseigner à leurs enfants le peu qu'ils savaient. Hâtons-nous, avant que l'oubli efface tout, de consigner les noms de ces fidèles serviteurs de la langue française que la tradition et quelques livres récents nous font connaître.

II. — Écoles françaises au Madawaska.

Les Acadiens du Madawaska, grâce à leur éloignement des centres anglais, jouirent d'une plus grande tranquillité que les autres groupes acadiens de la province. Aussi y eut-il « sans interruption, des pédagogues ambulants tels que Pierre Duperré, Thomas Costin, Antoine Joliet, qui enseignaient, à tour de rôle, dans les diverses localités et qui recevaient la pension et le couvert avec une indemnité de trois shillings par famille, pour le terme scolaire » (1). Au commencement du siècle dernier, le gouvernement de la province accordait gratuitement à toutes les paroisses qui entretenaient ouverte une école pendant six mois de l'année, un terrain de cent cinquante à deux cents acres. Sans vouloir diminuer aucunement les généreuses initiatives du gouvernement, il faut avouer que quelques pièces d'argent eussent servi d'une manière plus efficace la cause de l'enseignement. Il était facile de découper des terres dans ces immensités inhabitées, il l'était moins parfois d'entretenir un simple maître d'école dans un village.

Naturellement le magister apparaissait aux yeux de tous avec l'auréole du savoir ; quant à lui, conscient de sa vraie valeur, il se contentait d'enseigner quelques mois dans une paroisse puis passait dans une autre. Il pouvait recommencer indéfiniment son cycle doctoral. Ses étapes, plutôt courtes dans les différentes paroisses, avaient pour lui le double avantage de lui conserver sa réputation de savant qu'aucune objection ne fait reculer, et de ne pas le mettre à la gêne avec un enseignement plus avancé. Avec la lecture et l'écriture

(1) Albert, p. 169.

ture, il enseignait aussi le catéchisme, ce qui lui valait autant de respect et de prestige que sa science ; la haute estime dont on entourait ce personnage l'obligeait à conserver une dignité de tenue et de conduite qui n'était pas le moindre de ses mérites.

En 1817, l'abbé André Lagarde, vicaire, puis curé de Saint-Basile, ouvrit une école où l'on pouvait recevoir une instruction beaucoup plus soignée. Ce vicaire, comme l'avait fait le père Sigogne à la baie de Sainte-Marie, transforma le vieux presbytère en école où se pressa l'élite de la jeunesse du pays. Le jeune abbé se constitua lui-même directeur de cette nouvelle Académie et son titre d'apôtre de l'enseignement s'ajouta à celui de curé plein de zèle pour les besoins spirituels de ses paroissiens. A en juger par les résultats, les programmes de cette école ne manquaient pas, pour l'époque, d'être assez ambitieux ; le premier prêtre du Madawaska, Prospère Cyr, et nombre d'autres Acadiens qui furent plus tard les défenseurs de leurs compatriotes, passèrent par cette école de Saint-Basile. De là aussi peut-être sont sortis ces jeunes hommes que, quelques années plus tard, le grand vicaire Langevin envoya au collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, « d'où ils revinrent aider leurs compatriotes, soit dans le clergé, soit dans la magistrature, soit dans l'arène politique » (1).

Mais seuls quelques privilégiés avaient l'avantage d'aller chercher une éducation plus complète au-delà des frontières de la province. Heureusement, vers 1825, s'ouvrent au Madawaska plusieurs écoles où enseignent des instituteurs formés par les soins du curé Lagarde. Les paroisses de Saint-Bruno,

(1) Albert, p. 191.

Sainte-Luce, Grand-Isle, Saint-David et quelques autres purent dès lors avoir des écoles régulières où l'on enseignait le français et un peu d'anglais. Chaque paroisse restait libre de choisir son maître d'école et de décider avec lui le montant de son salaire, d'ordinaire assez modeste. En général, seuls avaient à déboursier les parents qui envoyaient leurs enfants à l'école et la contribution de chaque famille était proportionnée au nombre d'enfants qu'elle envoyait à l'école. Cette manière de faire, la seule peut-être alors praticable, pouvait diminuer le nombre des élèves et même fermer la porte aux enfants trop pauvres. Par bonheur, les Acadiens n'avaient pas perdu les fraternelles coutumes de l'ancienne Acadie :

« Là le riche était pauvre en son honnêteté,

« Et le pauvre ignorait ce qu'est la pauvreté » (1).

Aussi les enfants pauvres étaient-ils reçus par charité dans ces écoles et ils y suivaient les mêmes cours que les camarades plus favorisés.

L'apparition de ces écoles, où professaient des maîtres plus instruits et mieux préparés à l'enseignement par des méthodes nouvelles, devait fatalement rejeter dans la pénombre les pédagogues ambulants. Ces derniers dirent adieu aux grands centres acadiens et se retirèrent avec de nouveaux colons à la lisière de la forêt où, plus humblement, ils continuèrent à exercer leur humble vocation. Ces pionniers de l'intelligence acadienne, « ces péripatéticiens du portique de la forêt sont peut-être les plus méritants de la patrie... Les anciens se rappellent encore la discipline de fer de ces pédagogues austères qui eussent cru au-dessous de leur dignité de

(1) Diéreville, p. 15.

rire en public » (1). A la première génération succédèrent Prudent Gagnon, François Rice, Rémi Plourde, Louis Cormier et Thomas Chassé. Celui-ci professait dans sa boutique de cordonnier ; il laissa dans la mémoire de tous ceux qui le connurent un souvenir inoubliable ; son originalité, sinon sa science, l'emportait sur celle de tous ses confrères. « Le vieux magister avait de la méthode et surtout de la semelle ; et cela, personne mieux que ses lycéens ne savait l'apprécier... Quand il voulait épatter (*sic*) ses disciples, il leur citait du latin, entre autres textes, qu'il avait appris sans pouvoir les traduire, la réflexion du peintre Apelle au cordonnier qui, après avoir critiqué les sandales voulait juger du reste du tableau : *Ne sutor ultra crepidam !* » (2). Puis il ajoutait distraitement qu'il avait fait ses études classiques sous le grand vicaire Langevin.

III. — Écoles françaises dans le nord et l'est de la province.

Les Acadiens du Madawaska, après quelques années de persécution, purent former un groupe homogène ; il n'en fut pas ainsi des autres de la province qui mirent plus de temps à se grouper et végétèrent plus longtemps dans la misère. Fuyant devant des incursions répétées, toujours prêts à se cacher dans les forêts, ils plantèrent leurs tentes sur le littoral de la baie des Chaleurs et du golfe de Northumberland. Les rares passages de missionnaires faisaient époque dans leur triste et monotone existence. Vers 1800, quelques prêtres se fixèrent au milieu d'eux, mais si grand était leur territoire

(1) Albert, p. 192.

(2) Albert, p. 192.

et si longues leurs courses en raquettes ou par « voitures d'eau » (1), qu'ils ne purent immédiatement se consacrer à l'instruction des enfants. L'odieuse expropriation du major Des Barres et de son successeur Amos Seaman, qui, en récompense de services rendus pendant la guerre, s'était fait attribuer, « à l'insu des Acadiens ou autres propriétaires de bonne foi..., quatre ou cinq grandes concessions de terres de plusieurs milliers d'acres chacune » (2), n'améliora pas la situation des colons français. Ils apprirent donc un beau jour que ces terres, qu'ils avaient défrichées et cultivées depuis quarante ans, ne leur appartenaient plus. Pauvres gens ! dans leur bonne foi, ils crurent bon d'en appeler aux tribunaux du pays ! Mais ils durent finalement abandonner leurs terres ou les racheter. Et cela se pratiquait presque cent ans après l'expulsion ! ô justice, que de crimes on commet en ton nom !

Néanmoins, contrairement à ce qu'on attendrait, l'instruction ne fut pas complètement abandonnée ; si les registres paroissiaux du temps, conservés à Caraquet (de 1768 à 1796 et de 1806 à 1815) et à Carleton (de 1796 à 1806), indiquent une baisse considérable dans le nombre de ceux qui peuvent signer (baisse de 50 % à 25 %), l'écriture, distinguée même, d'un certain nombre de jeunes appartenant aux régions les plus différentes, n'en révèle pas moins qu'ils ont eu de bons maîtres d'école. A Neguac, un exilé de Port-Royal, Othon Robichaud, né en 1742, organise vers 1775 la paroisse de Neguac et, le soir, après une rude journée de labeur, réunit autour de lui ses enfants et ceux de ses infortunés compagnons. Touchant spectacle à coup sûr que celui de ces exilés

(1) Plessis, p. 114.

(2) Bourgeois, p. 87 et 203,

serrés près du feu, et transmettant à leurs descendants le seul héritage dont on n'avait pu les dépouiller ! A en juger par son élégante écriture que nous retrouvons souvent en feuilletant le registre jauni (1768-1796) de Caraquet, il avait reçu à Port-Royal une instruction peu ordinaire pour l'époque, Son fils, Louis, né à Neguac le 30 novembre 1791, continua lui aussi le soir, au coin du feu, à instruire ses enfants et ceux de ses voisins. En 1843, Thomas Marquand ouvrit la première école de cette paroisse. Comme ses collègues du Madawaska, il prenait pension tantôt dans l'une, tantôt dans l'autre des familles qui profitaient de ses services. Cette école continua à fonctionner jusqu'en 1870 et disparut alors devant les écoles officielles imposées par Fredericton (1).

Nous trouvons une nouvelle preuve du vif désir qu'avaient les Acadiens de s'instruire, dans l'histoire d'un certain Auguste Renaud originaire de Paris. Vers 1850, il est jeté par un naufrage sur les côtes du Nouveau-Brunswick. « On l'accueille avec sollicitude à Bouctouche ; on s'aperçoit qu'il est instruit, qu'il sait lire et écrire ; on le supplie de rester pour enseigner ; il ouvre une école, les enfants accourent » (2). A Grande-Anse, sur la baie des Chaleurs, un vieux pédagogue de Gaspé fait des randonnées professorales périodiques ; sa troupe d'élèves le suivait dans les différentes maisons qui, à tour de rôle, lui offraient le vivre et le couvert. Un peu plus tard, cette même paroisse mettait son école sous la direction, assez ferme semble-t-il, d'un jeune étudiant, qui devint plus tard Mgr. Allard, fondateur du collège de Caraquet. A Bathurst, bien avant 1850, nous voyons une école dirigée par

(1) Notes de Mme Louis Allain, Neguac.

(2) Lauvrière, II, p. 543.

une demoiselle Doucet ; on y enseignait un peu d'anglais, mais surtout le français. Dès 1795, la paroisse de Caraquet recevait un certain François Gionet, natif de Coutances en Normandie, qui s'y maria en 1795 (1). Bien qu'il fût assez instruit, il semble que les petits Acadiens du lieu profitèrent peu de son instruction. Quelques années plus tard cependant, cette même paroisse possédait une école assez nombreuse.

Ainsi dans cette partie de la province, nous constatons que les missionnaires ont été devancés dans l'œuvre de l'instruction par les laïcs ; les quelques prêtres qui évangélisaient alors le pays, quoique surchargés par leur ministère, ne manquèrent pourtant jamais d'encourager l'établissement des écoles et, devenus plus nombreux ils ne craignirent pas d'y consacrer leurs biens et leur temps. En 1812, le Nouveau-Brunswick ne comptait que quatre prêtres français ; en 1818, cinq ; en 1841, huit ; en 1850, neuf (2). Nommons ceux qui se sont spécialement occupés de l'instruction : M. Rioux à Bouctouche, M. Gagnon au Barachois, MM. Lagarde, Langevin et Cicquard au Madawaska.

IV. — Lois scolaires de la Province jusqu'en 1871.

Le gouvernement du Nouveau-Brunswick, au moins au commencement du siècle dernier, se montra moins zélé pour la cause de l'instruction que celui de la Nouvelle-Écosse ; il rejeta en 1793 un projet de loi tendant à accorder dix livres à chaque paroisse pour l'entretien d'une école. Une loi de 1802, la première de la province relative aux écoles, accordait la somme annuelle de 470 livres qui devaient être réparties

(1) Registre paroissial de Caraquet (1768-1796).

(2) *Almanach de Québec*, 1812, 1818, 1841, 1850.

entre les différentes paroisses, soit dix livres par paroisse. Bien curieuse est cette autre loi de 1805 qui prévoit l'établissement de deux écoles dans chaque comté de la province ; l'enseignement ne devait être donné que pendant un an dans chaque paroisse ; le professeur devait passer ensuite dans la paroisse voisine, afin que tout le comté pût jouir de l'avantage de ces écoles officielles (1). Du texte de cette loi assez obscur, on peut induire, semble-t-il, que le gouvernement, en votant un crédit de 25 livres pour chaque école, avait en vue d'assurer l'existence des pédagogues ambulants qui parcouraient alors la province en tous sens. On imagine facilement combien étaient élémentaires les programmes d'un tel enseignement.

Une école supérieure (primaire supérieure) fut établie dans chaque comté en 1816, et, en 1819, apparut le système scolaire Madras, d'après lequel les élèves plus avancés devaient enseigner aux autres et épargner ainsi les dépenses considérables qu'aurait entraînées l'entretien des professeurs. Système peu pratique pour la province, car les populations des campagnes étaient trop dispersées pour qu'il fût possible de réunir plusieurs enfants, et, jusqu'alors, la simplicité des programmes y rendait difficile le recrutement des professeurs parmi les élèves. Les villes furent à peu près les seules à bénéficier de cette loi. En 1827, les 33 écoles établies selon ce système comptaient 1.246 élèves. Nouvelle loi en 1847 (2) pour améliorer la situation des écoles dans chaque paroisse : dans chaque district, trois commissaires sont nommés et chargés de veiller à la prospérité de leur école ; en outre une

(1) Notes de M. Lejeune. Fredericton.

(2) Bourgeois, p. 89.

école normale est établie à Fredericton pour la formation des instituteurs. Les maîtres sans brevet, tolérés encore pendant quelques années, recevront un salaire inférieur ; enfin le trésor provincial devra fournir à chaque école une subvention variant suivant les titres du professeur et le nombre des élèves inscrits. L'instituteur reste encore le maître presque absolu du programme des études.

Les dispositions de ces dernières lois permettaient aux Acadiens de puiser, eux aussi, au trésor provincial pour l'entretien de leurs écoles. L'influence du clergé français autant que les encouragements du gouvernement fit surgir des écoles françaises à peu près dans toutes les paroisses françaises. En général, seuls les parents qui envoyaient des enfants à l'école étaient taxés de façon à rassembler une somme d'argent égale à celle que le gouvernement accordait. « Les taxes d'écoles furent souvent organisées et imposées au gré des inspecteurs. En certains endroits, les chefs de familles étaient taxés selon le nombre d'enfants qu'ils envoyaient à l'école ; ailleurs, la taxe était imposée, comme aujourd'hui, d'après la propriété foncière ou les revenus personnels » (1). Les livres de lecture française en usage dans les écoles acadiennes avaient trait d'ordinaire à la religion ; on enseignait à la fois l'anglais et le français, mais il va de soi que le français garda jusqu'en 1871, la première place.

(1) Bourgeois, p. 91.

CHAPITRE VII

Écoles françaises dans l'île du Prince Édouard jusqu'en 1877.

I. — Les Acadiens dans l'île Saint-Jean (1720-1759).

La colonie française de l'île Saint-Jean date de 1720. Au début, elle ne comptait qu'une vingtaine de familles, et sa population n'augmenta guère jusqu'en 1730. Les Acadiens s'attachaient aux terres si riches de l'Acadie et, d'autre part, après la cession de Port-Royal aux Anglais en 1713, la France, au lieu de fortifier l'île Saint-Jean, fit choix de l'Île Royale dont les terres étaient bien moins fertiles. Les colons étaient naturellement poussés à s'établir aux environs de la forteresse de Louisbourg et, de son côté, le gouverneur français faisait tous ses efforts pour les y attirer ; mais les terres de l'Île Royale n'offraient pas les avantages de celle de l'île Saint-Jean ; aussi, vers 1735, celle-ci abritait, sans défense aucune, plus de quatre-vingts familles. Un détachement de soldats anglais y fit une descente en 1744 : « toutes les constructions furent livrées aux flammes tandis que les habitants se réfugiaient dans les bois » (1). L'île eut encore de beaux jours et, vers 1755, elle comptait une population de plus de 5.000 habitants.

Y eut-il des écoles dans cette colonie à la vie si courte et si éprouvée ? Nous n'avons aucun document qui l'établisse ;

(1) Blanchard, p. 6.

cependant, il convient d'observer que les documents sur cette époque de l'île sont très rares et que, d'autre part, cette île fut réellement privilégiée par le nombre des missionnaires qui y vinrent ; on en compte une trentaine entre 1720 et 1758. Or, plus d'un de ces missionnaires avait l'amour de l'éducation, comme les abbés de Breslay et Félix Pain, qui dans toutes leurs autres missions, ont fondé des écoles (1). Nous savons que l'abbé de Breslay, premier missionnaire dans ce pays, y avait été envoyé par son supérieur, M. Les Chassier avec ordre d'y fonder un séminaire (2) ; en arrivant à Saint-Jean en 1720, alors que l'île ne comptait qu'une vingtaine de familles, il comprit qu'une telle fondation était impossible. Ne peut-on pas légitimement croire que, dans ces circonstances, le père Breslay instruisit au moins les jeunes enfants de sa paroisse ? Quant au père Félix Pain, qui devait se faire instituteur en Acadie et figurer dans la douloureuse épopée de Longfellow, serait-il resté impassible devant l'ignorance de ses petits paroissiens ? Quoiqu'il en soit, l'instruction ne fit pas entièrement défaut car, les requêtes présentées aux Anglais indiquent que plusieurs Acadiens de l'île savaient lire et écrire.

Après la chute définitive de Louisbourg en 1758, les soldats anglais cinglèrent vers l'île Saint-Jean, avec ordre de tout brûler et de déporter tous les Acadiens. « On procéda plus brutalement encore, s'il est possible, qu'en 1755 » (3), car ces Acadiens à leur double crime d'être catholiques et français en avaient ajouté un troisième : celui d'avoir fui

(1) Cf. Chap. III.

(2) L'Acadie. Ses Missionnaires, p. 42.

(3) Rameau, II, p. 171.

devant les déportations et les razzias qui, sur la terre ferme, se poursuivaient depuis trois ans. Quelques centaines échappèrent encore et passèrent à Miramichi, où ils vécurent pendant quelques années avec les Indiens ; des milliers furent entassés sur des bateaux à destination de la France ou de l'Angleterre ; l'île restait déserte ; le fer et le feu avaient tout ravagé. Deux ou trois cents Acadiens avaient réussi à se cacher dans les bois. Wolf, le futur héros de Québec, l'un des exécuteurs de ces hautes œuvres, pouvait écrire amèrement à son chef Amherst, le 30 septembre 1758 : « Vos ordres ont été aussi bien exécutés que les troupes ont pu le faire. Nous avons fait beaucoup de mal et répandu la terreur des armes de Sa Majesté dans toute l'étendue du Golfe ; mais nous n'avons rien ajouté à sa gloire » (1).

II. — Misère et courage des Acadiens (1759-1830).

L'île du Prince-Édouard, — ce fut le nouveau nom de l'île Saint-Jean, — séparée de la Nouvelle-Écosse en 1769, eut depuis un gouvernement à elle. En 1673, seul un petit fort anglais et quelques misérables bicoques acadiennes indiquaient que « le berceau sur les flots » gardait encore un germe de vie. De grands propriétaires anglais se partageaient les terres et prenaient les Acadiens à « leur service » (2), euphémisme compris de ceux qui se rappellent le sort de ces manœuvres forcés au Nouveau-Brunswick et surtout en Nouvelle-Écosse. En 1771, le gouverneur Patterson veut construire « une église, un palais de justice et une prison » (3) ; nulle mention

(1) Rep. on Can. Arch. 1895.

(2) Wright. Life of Wolf, p. 455.

(3) Can. Arch. 1895. (2 juillet 1771).

d'école. L'année suivante, arrivent des immigrants écossais ; leur prêtre, James Mac Donald, s'occupe avec dévouement des Acadiens. Alors que cette trentaine de familles acadiennes, dépouillées, presque réduites à l'esclavage, étaient submergées par les flots d'immigrants écossais et loyalistes, le gouverneur Fanning proclama en 1800 qu'il était sage « de supprimer sans réserve la langue française en son gouvernement » (1). La mesure n'eut comme conséquence immédiate que de révéler l'esprit de son auteur ; les Acadiens, en effet, traités comme une race inférieure, n'avaient alors aucune école organisée, mais dans leurs pauvres mansardes, ils n'en continuaient pas moins à conserver les dernières reliques de leur passé : leur foi catholique et leur langue française.

« Comprendrons-nous jamais ce qu'il a fallu de courage, de patience, de persévérance pour continuer la lutte dans de telles conditions. Et si cela n'avait duré qu'un temps seulement, mais cet état de choses se prolongea pendant plusieurs générations, que dis-je ? est-ce que cette persécution, ce mépris, ce dédain des Acadiens ne se pratiquent pas encore, même de nos jours, dans plusieurs parties de cette province ? Ne sentons-nous pas que nous n'en avons pas vu tout à fait la fin ? Toutefois, disons-le, à leur grand honneur, nos valeureux ancêtres ne se laissèrent pas décourager, et, comme on peut le constater aujourd'hui, leurs efforts et leur ténacité n'ont pas été vains » (2). On comprend que, dans de telles circonstances, les écoles françaises durent être bien rares pendant les trois premières décades du siècle dernier. Cependant en 1816, le grand vicaire Mac Donald écrit à Mgr. Duples-

(1) Lauvrière, II, p. 444.

(2) Blanchard, p. 15.

sis que l'abbé Beaulieu « a construit une école près de l'église et qu'il garde l'instituteur dans sa propre maison » (1). Cette première école, que nous connaissons, fut établie à Rustico par l'abbé Beaulieu qui y fut curé de 1812 à 1818. « Je crois, disait-il, que la meilleure manière d'élever la jeunesse dans la piété, c'est de leur donner toute l'instruction possible... faute de meilleur maître, je prendrai un certain jeune homme que j'ai avec moi, qui sait bien lire et écrire et qui a quelques notions de l'arithmétique. Je surveillerai cette école moi-même » (2). Cette école semble bien avoir survécu au départ de son fondateur, car, en 1841, le curé Lafrance s'en occupe activement ; son frère François, qui était sorti du séminaire de Saint-André, en était le professeur.

Faut-il refuser à cette île les maîtres d'écoles ambulants qui étaient si nombreux dans les deux autres provinces ? Il nous a été impossible de nous procurer des documents certains sur leur existence ; cependant, un instituteur de l'île, Elmer Pineau, à notre demande, a bien voulu faire des recherches à ce sujet ; il a conclu, par des traditions malheureusement un peu vagues, qu'il y en a eu au moins quelques-uns ; mais impossible, faute de documents précis, de donner des noms et d'indiquer les lieux où ils ont enseigné. Cette incertitude même nous empêchera de refuser catégoriquement à cette province, alors si déshéritée au point de vue du français, les avantages et la consolation de voir errer parmi ces familles abandonnées, ce personnage si aimé et si sympathique du pédagogue nomade. Du moins Sylvain Poirier, un protégé de Mgr. Mc. Eachern, ordonné en 1828, se dévoue-t-il pour les

(1) Mémoire sur la mission de la N. E. p. 244.

(2) Mac Millan, I, p. 204.

siens : « lumineux espoir pour nos pères » (1). Dans l'impossibilité de travailler efficacement à l'instruction des Acadiens, il consacra toutes ses ressources à faire instruire ailleurs quelques-uns de ses compatriotes. « A sa mort, survenue en 1885, il fonda avec le peu de bien qu'il possédait, une bourse au collège de Memramcouk » (2).

Vers 1830, par suite de l'arrivée de nombreux immigrants attirés par les avances que leur faisait le gouvernement, l'île comptait 50.000 habitants dont 4.000 Acadiens (3). Pour toute cette population il n'y avait qu'une vingtaine d'écoles dues à des initiatives privées. On peut donc affirmer que les Acadiens, bien que réduits à la situation de parias, avaient, somme toute, réussi à se procurer autant de moyens d'instruction que leurs concitoyens en général plus riches et soutenus par le gouvernement. Il serait faux de croire que dans cette province, comme dans les autres, ils « voyaient le chemin de tous les emplois lucratifs et de toutes les professions fermés pour leurs enfants » (4) parce qu'ils n'étaient pas assez instruits. Si on les tenait volontairement à l'écart, on peut facilement trouver ailleurs la vraie et seule raison de cette exclusion : officiellement l'Acadien n'existait plus, et on ne devait lui offrir aucun moyen de se relever comme peuple. L'instruction influait assez peu dans le choix des employés : « ce n'était pas une chose rare, il y a encore peu de temps, de trouver des personnes remplissant une fonction publique qui manquaient complètement même de la plus élémentaire instruction » (5).

(1) Blanchard, p. 19.

(2) Poirier, 96.

(3) The British Dominions, II, p. 176.

(4) Blanchard, p. 19.

(5) The British Dominions, II, p. 151.

III. — Le gouvernement et les écoles.

Ce n'est qu'en 1830, que le gouvernement organisa un bureau d'éducation composé de cinq personnes et chargé de conférer les brevets d'enseignement (1) : chaque instituteur devait recevoir désormais cinq livres du trésor public, tandis que les parents des enfants lui donneraient de 30 à 40 livres. Cette loi resta en vigueur jusqu'en 1852. Trois ans après son établissement, le bureau de l'instruction publique avait accordé 77 diplômes d'enseignement. Les Acadiens profitèrent de la loi, car cette première promotion contient les noms de six instituteurs acadiens ; nombre modeste, mais combien révélateur de l'énergie acadienne ! En effet, proportionnellement à la population, les Acadiens avaient un nombre d'instituteurs égal à celui des autres nationalités ; puis, ces six instituteurs, dont on a conservé les noms, appartiennent tous à des paroisses différentes, ce qui semble bien indiquer que les Acadiens avaient quelques écoles à eux avant la loi de 1830 car certains de ces instituteurs sortent de centres entièrement français. En 1845, sur 112 instituteurs qui instruisent les enfants de l'île, les Acadiens en ont sept ; proportion moindre que la précédente, mais il faut se rappeler qu'alors comme aujourd'hui, ils étaient groupés dans sept ou huit paroisses seulement ; ce nombre d'instituteurs correspondait donc à celui de leurs écoles. En 1847, un décret accordait 10 livres à tout instituteur sachant enseigner le français et réunissant dans son école au moins vingt élèves.

(1) Des notes manuscrites, fournies par M. Blanchard actuellement professeur de français à l'École Normale de l'île du Prince Édouard m'ont donné la plupart des renseignements contenus dans la fin de ce chapitre.

Le programme scolaire, chez les Acadiens, comprenait la lecture, l'écriture avec quelques notions sommaires de grammaire française, d'arithmétique, de géographie et d'histoire du Canada. Comme au Nouveau-Brunswick, l'instituteur passait d'une maison à l'autre ; chez les pauvres Acadiens, cette pension à la table familiale et une maigre redevance, payée en nature, formaient tous ses honoraires. Le gouvernement adopta en 1852 une loi qui accordait annuellement 55 livres aux instituteurs anglais, 45 aux instituteurs acadiens et 40 aux institutrices. Cette loi qui demeura en vigueur jusqu'en 1862, eut indiscutablement une heureuse influence sur la diffusion de l'instruction dans le pays. Les instituteurs acadiens, présentés par leur curé comme capables d'enseigner, devaient être à même d'enseigner le français et la lecture anglaise. Si leur salaire était moindre, il n'en reste pas moins vrai qu'il dut alléger considérablement la charge des parents acadiens pauvres en général, et chargés de famille. Dix ans après sa promulgation, la loi si bienfaisante de 1852 fut profondément modifiée : dorénavant, les parents contribueront plus largement au salaire de leur instituteur ; la distinction établie entre instituteurs acadiens et autres disparaissait.

Il semble bien que de 1830 à 1877, les Acadiens aient joui pour leurs écoles d'une certaine bienveillance du gouvernement, et il nous est agréable de le faire remarquer. Ils répondirent dignement à ces avances ; un rapport de l'inspecteur Joseph Stark en 1854 montre que sur 169 écoles abritant 83.000 élèves, 13 écoles françaises donnent l'enseignement à 610 petits Acadiens. Quatre ans plus tard, l'inspecteur Mac Meil nous apprend que sur 218 écoles, 20 sont acadiennes ; en 1855 les Acadiens avaient 17 instituteurs de leur langue.

Toutes proportions gardées, les Acadiens avaient donc autant d'écoles et de maîtres que le reste de la population. Les différentes lois, qui parurent de 1830 à 1877, encourageaient effectivement l'établissement des écoles, mais laissaient les programmes au choix de l'instituteur et des parents. Les Acadiens eurent alors des écoles presque complètement françaises, où cependant on enseignait un peu d'anglais ; sauf le livre de lecture anglaise, tous les autres livres étaient français. Les inspecteurs qui visitaient ces écoles font remarquer que les parents parfois ne favorisaient guère l'étude de l'anglais. L'inspecteur Buckerfield en 1853, proposait au gouvernement d'accorder une prime de 5 livres à tout élève acadien qui apprendrait l'anglais ; l'idée n'eut pas de suite, mais elle nous révèle des dispositions sympathiques de la part des autorités. En 1868, on accorda une prime de 5 livres à tout instituteur français qui enseignait à une classe d'au moins dix élèves.

Nous nous faisons un devoir d'enregistrer tous ces faits qui montrent dans le gouvernement le désir réel de voir les Acadiens recevoir une instruction au moins élémentaire ; nous serons d'autant plus libre d'apprécier le nouveau système scolaire qu'apporte la loi de 1877.

CHAPITRE VIII

Fondations projetées ou disparues de collèges et de couvents français.

I. — En Nouvelle-Écosse.

Sous le régime français, les Capucins, les Récollets, les Sulpiciens et l'évêque de Québec s'efforcèrent d'établir un séminaire en Acadie, dans l'intention de fournir des missionnaires et des hommes instruits à la colonie ; mais, seuls, les Capucins réussirent alors à fonder un séminaire, — que nous appellerions aujourd'hui collège. — Malheureusement, comme toutes les généreuses entreprises de l'époque, il disparut dans le feu et dans le sang. Ce besoin d'une école secondaire devenait encore plus urgent sous le nouveau régime. Aussi, avant de voir surgir du sol acadien, ses trois universités françaises et ses nombreux couvents, assistons-nous aux efforts généreux, mais toujours brisés, des premiers apôtres qui essayèrent de relever le pays. Sur les ruines de ces établissements que la pauvreté ou le défaut de sympathie a fait périr, déposons les fleurs du souvenir reconnaissant et tirons pour aujourd'hui une leçon de courage et de force.

Rappelons-nous l'école monastique du père Sigogne (1), dont l'influence rayonna sur tout le groupe acadien du sud-ouest de la Nouvelle-Ecosse et mit ces malheureux, abandonnés et méprisés, sur le même pied que leurs compatriotes de

(1) Cf. Chap. V, art. II.

nationalités différentes. Dans ce modeste foyer d'instruction, le fondateur n'eut pas la consolation de découvrir des missionnaires qui lui succéderaient, mais il eut la satisfaction de donner des députés acadiens à la législature de Halifax et de nombreux instituteurs pour les autres écoles qu'il fonda. A sa mort, ses enfants jouissaient du même degré d'instruction que les colons anglais, pourtant plus favorisés. Et sur les ruines de cette académie, s'élèvera cinquante ans plus tard, l'université de Church Point.

Même tentative au Cap Breton, l'ancienne Ile Royale. L'abbé Girouard, acadien, ordonné prêtre à Québec en 1853, fit l'impossible pour fonder une maison d'éducation française dans sa paroisse. « De tous les prêtres acadiens de la Nouvelle-Écosse, c'est lui qui fit les efforts les plus grands et les plus généreux, mais hélas ! infructueux, pour établir parmi les siens des maisons d'éducation. Homme de cœur et de beaucoup d'esprit, prêtre zélé, patriote convaincu, il avait fait de sa vie deux parts : l'une mise au service de l'autel et des âmes, l'autre vouée à l'établissement d'écoles, d'académies et de couvents où le français serait enseigné » (1). Rappelons-nous qu'alors les Acadiens de la Nouvelle-Écosse ne s'étaient pas encore relevés du « grand dérangement » et de ses conséquences encore plus terribles ; ils ne formaient pas un dixième de la population, et le clergé ne comptait que quelques prêtres français. L'abbé Girouard eut l'audace de braver toutes ces difficultés et choisit Arichat, sa paroisse, pour y fonder une grande école.

Il la confia aux Frères des Écoles Chrétiennes qui arrivèrent à Arichat en 1861. Ils enseignaient à la fois l'anglais et

(1) Pascal, p. 96.

le français mais accordaient une plus large place à la langue française. Les règlements scolaires de la province n'exigeant pas encore des instituteurs des diplômes officiels, ces frères donnaient leurs cours dans l'école publique et firent dans cette paroisse un bien immense au point de vue du français. Les anciens Acadiens d'Arichat gardent encore aujourd'hui un souvenir attendri et reconnaissant de leurs bons maîtres. Une loi provinciale de 1864 ferma les écoles publiques aux instituteurs non munis de diplôme ; les frères refusèrent de se soumettre à l'examen pour le brevet d'enseignement et décidèrent de partir. Les paroissiens d'Arichat se réunirent pour trouver un moyen de garder ces professeurs dévoués, mais ils durent constater, à leur grand regret, qu'ils n'avaient pas les ressources nécessaires pour entretenir à la fois l'école imposée par le gouvernement et une école libre tenue par les frères. Ces derniers partirent d'Arichat à l'automne de 1864. L'abbé Girouard n'avait ménagé ni ses peines ni son argent pour cette école des frères. Né en Acadie, « il avait l'avantage de sentir plus vivement l'abandon dans lequel vivaient ses compatriotes... il a réalisé au Cap-Breton, les prodiges de zèle opéré par l'abbé Sigogne à la baie Sainte-Marie » (1).

II. — Au Nouveau-Brunswick.

Les évêques de Québec n'oubliaient pas l'Acadie et, dès le commencement du siècle dernier, ils essayèrent d'établir un collège à Memramcouk. Les religieux étaient alors trop peu nombreux au pays pour se charger d'une mission si hasardeuse. Par bonheur, en 1802, le provincial des Pères de la

(1) Congrès du Parler français, p. 50.

Foi envoyait de Londres un de ses sujets, le P. Zocchi, qui devait examiner la possibilité de fonder un collège au Canada. Mis en relation avec les autorités ecclésiastiques de Québec, le P. Zocchi allait tenter d'établir un collège au Nouveau-Brunswick ; « malheureusement ce projet ne put aboutir. Les gouverneurs du pays s'y opposèrent péremptoirement » (1). A l'autre extrémité de la province, André Lagarde, vicaire, puis curé de Saint-Basile du Madawaska, transformait en 1817 son vieux presbytère en maison d'éducation, où il se fit lui-même professeur. Déjà, le Madawaska jouissait des services de plusieurs pédagogues ambulants qui parcouraient le pays en tous sens. L'Académie de Saint-Basile devait donner une instruction plus élevée ; aussi, des paroisses voisines nombre de jeunes Acadiens vinrent-ils se ranger autour de la chaire de l'abbé Lagarde. De cette école sortirent Prospère Cyr, le premier prêtre du Madawaska ordonné en 1830, et plusieurs citoyens très instruits dont l'influence fut considérable : les uns devinrent instituteurs, d'autres députés à la Chambre du Nouveau-Brunswick ou des États-Unis. L'école ne semble pas avoir survécu à la disparition de son fondateur : comme école secondaire, ses programmes laissaient probablement à désirer, et, comme école primaire, elle devait céder le pas aux écoles officielles qui commençaient à se multiplier dans le pays.

Un autre curé de Saint-Basile, le grand vicaire Langevin (1835-1857) se fit remarquer par « ce constant souci des intérêts véritables de son peuple au détriment même de ses propres avantages. Pour ses vues larges et patriotiques en matière d'éducation... on voudrait le voir sur un théâtre plus grand, entouré d'hommes capables de le comprendre et de

(1) Bourgeois, p. 78.

seconder ses vues élevées sur les destinées de son peuple » (1). Constatant l'impossibilité présente de fonder une maison d'études secondaires, il se contenta d'encourager le développement des écoles primaires et d'envoyer, à ses frais, plusieurs Acadiens suivre les cours de Sainte-Anne-de-la-Pacatière, d'où ils revenaient aider leur pays, soit dans le clergé, soit dans la politique, soit dans la magistrature. Son testament répondit bien à ses constantes préoccupations d'éducation. Il légua la plus grande partie de ses biens sous forme de pensions à perpétuité au collège de Sainte-Anne pour la jeunesse du Madawaska. Il donnait à Mgr. Conolly, évêque de Saint-Jean, pour aider à la fondation d'un couvent, les terres actuelles du couvent de Saint-Basile. Des élèves du Madawaska continuent encore aujourd'hui à profiter de ces bourses fondées par le grand vicaire Langevin. Son successeur, Hugh M^c Guirk, (1857-1869) s'intéressa lui aussi à l'instruction et fit construire un couvent où, en 1859, les sœurs de Charité de Saint-Jean ouvrirent des classes.

De 1868 à 1870, les pères de Sainte-Croix, sur l'invitation pressante de l'évêque, Mgr Rogers, desservirent la plupart des paroisses du Madawaska. Le clergé et les Acadiens du comté caressaient l'espoir de les voir construire un collège classique à Saint-Basile, centre religieux du Madawaska. Les pères de Sainte-Croix aussi semblent avoir songé à cette fondation, mais « les circonstances ne l'ont pas permise. A cause de certaines difficultés et de grandes épreuves dans la province de France, les religieux de Sainte-Croix, après avoir travaillé au Madawaska dans les temps héroïques et aidé à développer le pays, cédèrent la place à d'autres et vinrent prêter leur

(1) Albert, p. 185.

concours à ceux qui travaillaient déjà au collège Saint-Joseph et dans les environs ». (1) On invita alors les Jésuites à visiter le pays, afin de les décider à y fonder un collège, mais eux non plus ne crurent pas le terrain assez préparé pour recevoir la semence classique. « Il faut convenir que le pays, à cette époque, n'était pas assez développé, ni assez riche pour maintenir un collège » (2). Aucune voie ferrée ne passait encore dans cette partie de la province et « c'est probablement pour n'avoir pas eu de voie ferrée que le Madawaska n'eût pas de collège... Le rêve du père Beaudet, curé de Saint-Bruno, de doter, quand même, le Madawaska d'une institution pédagogique s'évanouissait avec son rappel en terre canadienne » (3) (1870).

En 1842, l'Angleterre, assagie par sa défaite de 1775, laissait la république voisine lui enlever une partie du Madawaska et 2.000 de ses loyaux sujets qui, il faut l'avouer, furent vite gagnés par les mesures habiles du pacifique conquérant. Le Madawaska américain obtint en 1871 une école normale, établie sur les frontières mêmes du Nouveau-Brunswick ; mais, le français ne tint pas d'abord une grande place dans les programmes, en sorte que les Acadiens du Maine résolurent de fonder un collège classique français. Il convient de parler de ce collège, car le Madawaska canadien s'y intéressa et se félicita d'avoir enfin un collège à sa porte. Les pères Maristes commencèrent à y enseigner en 1887. Actuellement pourtant, la grande majorité des Acadiens du Madawaska continue à fréquenter les collèges acadiens ou

(1) Guertin C. S. C. Évangeline, 4 Juin 1925.

(2) Albert, p. 266.

(3) Albert, p. 268.

canadiens, et suivant la remarque discrète de l'historien le plus autorisé du Madawaska : « Il est de l'intérêt des franco-américains que l'unique collège classique du Madawaska continue d'être le collège bilingue qu'il devait rester dans l'intention de ses fondateurs » (1).

Il va de soi que depuis longtemps, ce comté possède ses écoles élémentaires et même supérieures, mais les programmes officiels y sont si défectueux pour les Acadiens, qu'ils continuent à fournir un contingent de plus en plus considérable aux collèges français de Sainte-Anne-de-la-Pacatière, de Memramcouk, de Bathurst et même de Church Point. Privé d'un collège qu'il a tant désiré, il a l'honneur d'être, de toutes les provinces maritimes, le comté qui envoie le plus d'élèves à nos collèges français.

Dans la partie sud de cette même province, se manifeste non moins fortement le désir d'un collège. Le premier qui y ait été établi date de 1838. Son fondateur, l'abbé Gagnon, canadien d'origine, mais depuis longtemps missionnaire au Nouveau-Brunswick, y possédait d'immenses terres. Deux ecclésiastiques, un Canadien français et un Irlandais, formaient sous les ordres de l'abbé Gagnon le modeste personnel du collège situé à Grande Digue. Quelques élèves des paroisses voisines, se joignirent à ceux de Grande Digue et y suivirent les cours pendant deux ans. L'abbé Gagnon décida alors de transférer son collège à Barachois où se trouvait sa maison curiale. Les paroissiens, heureux de posséder la future université, se hâtèrent de sortir de la forêt, toujours généreuse, tout le bois nécessaire pour construire le collège. « Mais M. Gagnon, occupé à ses nombreuses terres n'eut pas de temps

(1) Albert, p. 281.

à donner à son collège, et quand, il mourut, le 2 juin 1849, la charpente achevait de pourrir sur le bord du chemin, en face de l'église où les paroissiens l'avaient mise en pile. Ses immeubles, vendus à l'enchère, se fondirent dans le paiement des réclamations venant de partout. Il ne resta pas un louis pour le collège » (1).

Non loin du collège de Memramcouk, l'abbé Richard, élève acadien du collège Saint-Joseph, fonda en 1874 un collège dans sa paroisse, à Saint-Louis. Une heureuse fortune lui amena l'abbé Biron, venu de France en 1875. Sous l'empire d'une vive sympathie pour les Acadiens « en qui il voyait des martyrs au double point de vue de la religion et de la nationalité » (2), l'abbé Biron accepta joyeusement de devenir le directeur de cette maison qui devait, selon le désir de son fondateur, travailler au relèvement social et religieux des Acadiens. Le jeune collège se développa rapidement, et, quelques années après son ouverture, il comptait soixante-six élèves, dont six anglais, sous la direction de six professeurs. Si ardents que pussent être les directeurs pour la cause du français, ils ne manquèrent pas d'adapter aux exigences du pays le programme des études : l'anglais y recevait une large part, tout en laissant la place d'honneur au français. Le collège fonctionna régulièrement pendant huit années, à la grande satisfaction de la population et de ses fondateurs : sept ecclésiastiques et d'autres futurs notables acadiens étaient déjà sortis de cette maison « qui faisait concevoir les plus belles espérances, lorsqu'il survint des difficultés et des oppositions venant d'un point d'où on n'aurait jamais dû les

(1) Poirier, p. 95.

(2) Lauvrière. II, p. 553.

attendre. Ces difficultés, dont l'origine se justifie mal et ne s'explique pas du tout » (1), forcèrent l'abbé Richard à fermer son collège.

III. — Dans l'île du Prince Édouard.

Moins nombreux dans l'île du Prince Édouard, et peut-être moins favorisés que leurs frères du Nouveau-Brunswick, les Acadiens de l'île durent se contenter de quelques écoles primaires. Il eut été alors insensé de songer à y fonder une maison française d'études secondaires ; d'ailleurs Mgr. Mc. Eachern, un grand ami des Acadiens, y avait ouvert en 1831 le premier collège catholique des provinces maritimes. Depuis sa fondation, cette maison a toujours conservé une sympathie effective pour les Acadiens, et, encore aujourd'hui, plusieurs Acadiens en suivent les cours. Sylvain Poirier, le premier prêtre acadien de l'île, tâcha, nous l'avons vu (2), de diminuer un mal inévitable en faisant instruire plusieurs Acadiens dans les collèges français. A sa mort, il fonda une bourse d'études au collège de Saint-Joseph.

Dans toute l'Acadie se manifeste donc un irrésistible désir d'avoir des collèges français. Qui ne se souvient pas de l'état des Acadiens jusqu'au milieu du siècle dernier, ne peut comprendre ces tentatives si opiniâtres malgré leur insuccès. Certes, le courage, la persévérance et la générosité ne manquaient pas à ces ouvriers de la première heure, mais devant eux se dressaient des obstacles insurmontables : pauvreté presque générale chez les Acadiens, antipathie parfois très marquée des autres nationalités contre ce peuple qui,

(1) Rameau. II, p. 285.

(2) Cf. Chap. VII, art. I.

parce qu'il avait été mis au tombeau, devait y rester, manque d'un clergé français et d'hommes influents qui eussent protégé les Acadiens et les eussent soutenus dans leurs droits si souvent méconnus. Il faudra que le secours vienne du dehors. La province de Québec toujours restée fidèle aux Acadiens, enverra les pères de Sainte-Croix qui auront le grand mérite de fonder le premier collège français en Acadie. Quelques années plus tard, les Eudistes de France s'associeront au même labeur : « avec les pères de Sainte-Croix, nulle congrégation ne peut influencer davantage sur les destinées du peuple acadien » (1).

IV. — Couvents en Acadie.

L'Acadie voulait en outre avoir ses couvents français. Étant données les dispositions peu sympathiques des autorités civiles, il ne fallait pas songer à introduire alors dans le pays une société de religieuses enseignantes. Mais d'une part, plus d'une jeune Acadienne se sentait appelée à la vie religieuse sans pouvoir facilement satisfaire ses hautes aspirations, car il n'y avait aucun noviciat dans toutes les provinces maritimes, et quel voyage pour une jeune fille pauvre, de se rendre à Québec à travers les forêts ! D'autre part, les missionnaires si rares, désiraient, pour les seconder dans leur ministère, l'aide d'une communauté religieuse qui apprît le catéchisme aux enfants et remplaçât le curé dans les écoles qu'il avait fondées. La nécessité rend entreprenant.

C'est à Tracadie, N. E. que s'éleva le premier couvent de religieuses acadiennes. Nous le savons déjà, cette paroisse

(1) Lauvrière. II, p. 555.

était favorisée au point de vue des écoles : dès 1817, le curé Monceau en avait ouvert trois. Le père Vincent, fondateur à Tracadie du monastère des pères Trappistes, desservait les paroisses avoisinantes ; pour l'aider dans son travail il fonda, en 1826, un couvent de Trappistines à proximité du couvent des Trappistes. Ces religieuses ne devaient pas se livrer exclusivement à la contemplation, mais seconder l'activité du curé dans ses différentes paroisses. Elles constatèrent vite que le meilleur moyen de propager l'étude du catéchisme était d'apprendre à lire aux enfants. C'est ainsi, qu'indirectement cette fondation rendit de grands services à la langue française. La communauté ne compta jamais plus de quinze membres. Faute de soutien et d'encouragement, elle disparut à la fin du siècle qui l'avait vue naître. La dernière de ces religieuses est morte à Arichat, N. E., en décembre 1917 (1).

Maison de sainte Marthe. — A l'autre extrémité de la province, le P. Sigogne, dont l'activité, pourtant extraordinaire, ne pouvait suffire aux besoins de toutes les œuvres qu'il fondait, résolut d'établir une congrégation de religieuses, sorte de tiers-ordre, dont les membres vivaient cependant dans une maison commune, la « Maison de Marthe », voisine du presbytère. « La première postulante qui se présenta était une sœur de Scolastique, grande et robuste comme elle, et par tempérament peu tournée vers la vie contemplative » (2). Ses compagnes partageaient toutes cette piété pratique qui caractérisait aussi le P. Sigogne. Avec de tels éléments, on comprend que, si la vie religieuse eut sa part, on s'adonna surtout aux œuvres extérieures. Marthe, leur patronne, leur

(1) Notes de l'abbé Monbourquette d'Arichat.

(2) Dagnaud, p. 196.

rappelait l'activité empressée de la servante de Jésus. Le travail de ces sœurs devait compléter celui du curé, trop absorbé par le ministère de sa paroisse et par les soins de son école presbytérale. Elles enseignaient donc le catéchisme, se rendaient même dans les paroisses environnantes pour instruire les enfants et leur apprendre à lire et à écrire. La mère abbesse, au besoin, sut même donner de discrets avis au curé pour la paroisse. Les sœurs de Sainte-Marthe ont survécu à leur fondateur et ont continué auprès des Acadiens de Sainte Marie leur ministère d'édification et de secours. La dernière religieuse est morte il y a une vingtaine d'années, laissant après elle un parfum de sainteté et un bien-faisant souvenir qui demeure toujours vivace dans la paroisse où elle a vécu.

Congrégation de Notre-Dame. — Sur cette même île, où avait disparu, en 1759, leur dernier couvent acadien, les sœurs de Notre-Dame établirent à Arichat N. E., en 1856, leur première fondation acadienne sous le régime anglais. Appelées par Mgr. Mc Kinnon, évêque d'Arichat, elles firent les classes aux petites filles, tandis que les petits garçons étaient confiés aux Frères des Écoles Chrétiennes. Quand survint la loi de 1864 obligeant tous les professeurs officiels à obtenir le brevet, les religieuses se présentèrent aux examens et purent continuer leur mission dans les nouvelles écoles du gouvernement. Au nombre de quatre, elles réunissaient près de 125 élèves. En 1901, elles furent rappelées à la maison mère, et leur couvent passa aux Filles de Jésus.

En 1863, le curé Girouard obtint les services de cette même société pour sa paroisse d'Acadiaville. Jusqu'en 1894, date de leur départ, deux religieuses y donnèrent l'instruction

primaire à une centaine d'élèves. Cependant Mgr. Rogers, évêque de Chatham, faisait appel à ces mêmes sœurs pour fonder deux couvents à Bathurst, N. B. ; l'un, au village en 1869, le second, à la ville en 1878. Ces deux couvents comptaient chacun quatre professeurs et une centaine d'élèves. Ils fermèrent leurs portes en 1890, l'année même où, à l'appel de Mgr. Barry, alors curé du village, les sœurs de la Charité de Halifax y fondèrent leur deuxième couvent.

Il serait trop long et parfois trop douloureux d'énumérer toutes les causes qui forcèrent ces différents collèges et couvents à disparaître. Qu'il suffise de dire que ni le zèle, ni le dévouement de leurs fondateurs et de leurs successeurs ne se démentirent pas plus que ne se refroidit l'ardeur des Acadiens, désireux de profiter des secours si précieux que leur apportaient ces maisons françaises. Deux raisons principales expliquent que ces fondations n'aient pu s'implanter sur le sol acadien ou y prendre un plein développement : d'abord, les Acadiens étaient trop pauvres pour leur fournir les ressources nécessaires ; ensuite et surtout de telles institutions « qui ne peuvent être que des œuvres de charité » (1) demandent, pour donner tous leurs fruits, une atmosphère de cordiale sympathie et l'on sait que malheureusement elles ne la trouvèrent pas toujours dans les provinces maritimes.

V. — Mise au point.

L'échec de tant de généreux efforts, le souvenir de tant d'héroïques dévouements déployés par les Acadiens pour faire instruire leurs enfants, nous imposent le devoir de rec-

(1) Farrington, p. 250.

tifier une idée trop répandue en Acadie et même à l'étranger. Les Acadiens sont fatigués d'entendre répéter par certains historiens français et anglais que leurs ancêtres, contrairement aux contemporains des autres nationalités, ne manifestaient même pas le désir de s'instruire. Il est plus facile de saisir dans quel esprit et dans quel dessein cette légende a été établie que d'en découvrir les premiers auteurs ; et, si trop d'historiens de l'Acadie, même de bonne foi et sans mauvaise intention, ont cru bon de l'adopter sans la contrôler, c'est pour nous une raison plus forte d'en proclamer la fausseté.

Tous ceux qui sont quelque peu au courant de l'état de l'instruction dans les pays d'où sont venus les colons qui ont peuplé les provinces maritimes, se garderont bien d'affirmer que les colons non français apportaient avec eux un grand désir de s'instruire parce qu'ils en avaient pris chez eux l'habitude. Il ne faut pas juger ces pays d'après leur état actuel. Au XVII^e siècle, la France ne le cédait en rien aux autres pays européens pour l'instruction ; même avant 1789 elle « possédait des milliers d'écoles primaires » (1) et le nouveau régime en établit par toute la France. Au contraire, « en Angleterre, aussi bien qu'en Irlande, pas même l'embryon d'un système digne du nom d'éducation nationale n'exista avant 1808 » (2). La situation du peuple en Écosse était alors presque aussi lamentable qu'en Irlande. Donc, les colons européens qui arrivèrent dans les provinces maritimes ne mettaient point au premier rang de leurs soucis, comme on l'a tant prétendu, celui de l'instruction ; la plupart ne cher-

(1) Allain, p. 129.

(2) Campbell, p. 427.

chaient qu'à se protéger contre la persécution et la misère. La Nouvelle-Écosse, reconnaissons-le, dépassa ses provinces sœurs dans l'activité qu'elle déploya, dès le milieu du XVIII^e siècle, pour l'instruction du peuple, mais ce n'est pas le peuple qui avait pris l'initiative de ce mouvement, c'était le gouvernement qui, ce faisant, avait beaucoup plus le dessein de propager la religion anglicane que de répandre l'instruction (1). Le gouvernement de la Nouvelle-Écosse avait des ordres formels de Londres de construire des écoles pour établir plus solidement au pays la religion officielle. Et cependant, malgré les dépenses et l'activité réelles du gouvernement, l'instruction populaire, toutes proportions gardées, ne fut pas plus répandue dans les provinces maritimes, en 1800, qu'elle ne l'était sous le régime français en 1650.

Nous convenons que cette fin religieuse eut aussi le rôle prépondérant sous le régime français. Mais nous tenons simplement à montrer que l'ardeur des colons non français pour l'instruction ne dépassait aucunement celle que les Acadiens avaient apportée de France. Mais après 1755, quel contraste entre les écoles acadiennes et les autres ! Cette différence, nous dit-on, est due à ce que les immigrants des autres nationalités, étant d'origine plus élevée que celle des Acadiens, tenaient à donner une instruction convenable à leurs enfants. Nous n'ignorons pas la manière dont ont procédé les chefs de la Nouvelle-Angleterre pour peupler si rapidement leur colonie (2), et les Acadiens n'ont rien à craindre d'une impartiale comparaison. Si alors, ce qui est indéniable, l'instruction se développa beaucoup à cette

(1) Bingay, p. 5-17.

(2) Garneau, I, p. 523 et Rameau, I, p. 285.

époque, ne l'oublions pas, ce progrès se manifestait également chez les autres peuples civilisés, grâce aux communications qui devenaient plus nombreuses et plus faciles, grâce aussi aux imprimeries et aux livres qui se multipliaient au Canada comme ailleurs.

Mais enfin le fait est là : seuls, dit-on, ces Acadiens restaient en marge de ce progrès ; alors que partout l'instruction se développait, chez eux elle semblait plutôt diminuer. Quelle mauvaise foi ! N'est-ce pas insulter « ces esclaves de l'honneur ou plutôt ces martyrs de la probité » (1) que d'oser leur jeter à la face un tel reproche ? Dépouillés de tous leurs biens, traqués comme des bêtes fauves pendant une dizaine d'années, errant dans les bois et mourant de misère, de faim et de froid, peuvent-ils être rendus responsables de ne s'être pas adonnés davantage à l'instruction de leurs enfants ? Alors surtout que ceux qui s'étaient partagés leurs dépouilles jouissaient de toutes les faveurs des gouvernants de 1755 à 1800, l'Acadien considérait comme une faveur d'être toléré ou simplement oublié dans ce pays qu'il avait colonisé. Nous ne voudrions pas lui faire dire ce qu'un écrivain très sérieux écrivait des Canadiens : « On peut dire, sans rien exagérer, que le plus grand ennemi de l'éducation au Canada depuis la conquête jusqu'à la veille de l'union, ce fut l'Angleterre » (2). Cependant, force nous est de reconnaître que, jusqu'en 1825, les Acadiens furent loin d'être encouragés dans leurs œuvres d'éducation par le gouvernement. Réduits à la condition la plus lamentable, certains, nous l'avons vu firent l'impossible pour instruire leurs enfants (3). Privés,

(1) Relation de ce qui s'est passé en Acadie... 1755, p. 3.

(2) Royal Society of Canada. 1884. Vol. II, p. 53.

(3) Chap. V-VIII.

cinquante ans durant, de tout secours matériel, de malheureux pères de famille, qui par suite des persécutions n'ont pas pu même apprendre à lire et à écrire, présentent en 1789 au gouverneur anglais une requête — qu'ils signent de plusieurs croix — le suppliant de leur accorder les moyens d'instruire leurs enfants (1). D'autres, après une journée de labeur harassant, consacrent la soirée à leur apprendre à lire. Bien plus, pendant les huit années de captivité (1755-1763) que nombre d'Acadiens passèrent en Angleterre, des maîtres acadiens se firent une joie de consacrer leurs tristes loisirs « au profit de jeunes gens (acadiens) désireux de s'instruire » (2). « Le plus grand malheur des Acadiens n'a pas été leur dispersion, mais l'abandon presque complet dans lequel ils ont été laissés durant près d'un siècle » (2).

Qu'on ne se méprenne pas cependant sur notre pensée. Nous ne prétendons nullement que les Acadiens, même aux jours heureux de la domination française, aient été des intellectuels, avides de sciences. Ils étaient simplement de braves gens se contentant de posséder les connaissances utiles à la vie ; venus de France, ils continuèrent à envoyer leurs enfants aux écoles paroissiales. Ces écoles, que des invasions périodiques détruisaient, renaissaient de leurs cendres ; les missionnaires sans doute étaient pour beaucoup dans l'établissement de ces écoles, mais le paysan acadien y contribua lui aussi en construisant les bâtiments et en y envoyant ses enfants. Après l'exil, le zèle inlassable qu'ils montrèrent, et dans des circonstances les plus défavorables, pour leurs écoles, leurs collèges et leurs couvents est un éloquent témoignage

(1) Rep. Can. Arch. 1910. Lettre du 21 Déc. 1789.

(2) Casgrain, p. 13.

en leur faveur. N'est-ce donc pas assez pour eux d'avoir été victimes de la brutalité et de l'injustice et doit-on leur reprocher encore l'ignorance, toute relative d'ailleurs, où les circonstances les ont plongés ? Que l'impartiale histoire reconnaisse au moins leur mérite ! Sans doute, comme toutes les nationalités, les Acadiens ont leurs défauts mais gardons-nous du moins, sur le tombeau de l'Acadie, d'inventer des légendes dans le dessein d'abaisser sa mémoire.

CHAPITRE IX

Établissement des écoles officielles actuelles.

I. — Juridiction scolaire du gouvernement.

Par la confédération canadienne de 1867, les différentes provinces du Canada confiaient leurs intérêts communs à un gouvernement central ou fédéral, mais chaque province conservait son autonomie en matière d'administration et de législation locale. Les attributions respectives de ces deux gouvernements furent soigneusement déterminées, afin d'éviter, entre les deux pouvoirs, tout conflit de droit ou de compétence. En matière d'instruction publique, chaque province restait libre d'organiser à sa guise son système scolaire : cependant, l'acte de l'union contient pour les écoles une clause très importante que nous citons, plutôt à titre de document historique, puisque toutes les provinces qui auraient dû l'observer l'ont négligé sans scrupule, sauf la province de Québec qui est restée fidèle à ses engagements. « Dans chaque province, lisons-nous dans l'acte d'union, la législature pourra exclusivement décréter des lois relatives à l'éducation et conformes aux dispositions suivantes : rien dans ces lois ne devra préjudicier à aucun droit ou privilège conféré, lors de l'union, par la loi à aucune classe particulière de personnes dans la province relativement aux écoles séparées (*denominational schools*) (1) ». Les autres disposi-

(1). Acte de l'Amérique brit. du Nord. Art. 93.

tions qui suivent donnent, aux minorités dont les droits seraient lésés, la faculté de faire appel au gouvernement fédéral. D'ailleurs, la confédération, dans un large esprit de concorde, ne manquait pas de protéger les droits de la langue française, autant que cela était en son pouvoir. « Dans les chambres du parlement du Canada et les chambres de la législature de Québec, l'usage de la langue française ou de la langue anglaise, dans les débats, sera facultatif ; mais dans la rédaction des archives, procès-verbaux et journaux respectifs de ces chambres, l'usage de ces deux langues sera obligatoire (1) ».

Le pacte fédéral, qui venait d'établir la Puissance du Canada, garantissait donc aux écoles confessionnelles existantes leur caractère propre et distinctif. Les gouvernements provinciaux ne pouvaient par suite imposer une loi scolaire contraire à la constitution canadienne. Cette protection accordée à tous conciliait les intérêts des divers groupes religieux qui remettaient leurs intérêts généraux au soin d'un gouvernement fédéral. Trois chapitres de notre travail (2) nous ont bien montré que ces écoles séparées et reconnues par la province existaient en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick et dans l'île du Prince Édouard avant la confédération ; les Acadiens y tenaient d'autant plus qu'ils pouvaient, avec le catéchisme, y apprendre aussi le français. Pourtant, la Nouvelle-Écosse en 1864, le Nouveau-Brunswick en 1871, et l'île du Prince Édouard en 1877, violèrent le pacte solennel en imposant à tous le système scolaire que nous subissons encore aujourd'hui : les écoles confessionnelles furent

(1) Acte de l'Amérique brit. du Nord. Art. 133.

(2) Cf. Chap. V, VI et VII.

supprimées et le français rayé des programmes. Sans vouloir dire que ces lois aient été portées pour faire disparaître les écoles françaises, nous pouvons affirmer que les Acadiens, une fois de plus, furent victimes du conflit qui s'engageait entre la force du droit et le droit de la force. La nouvelle loi, qui interdisait aux instituteurs et institutrices le port du costume religieux dans les écoles et bannissait des maisons d'enseignement tout emblème religieux, visait directement les catholiques, mais elle violait doublement les droits des Acadiens en y supprimant en même temps l'usage du français ; aussi, les Acadiens seront-ils les plus ardents à la combattre.

II. — Dans la Nouvelle-Écosse.

La Nouvelle-Écosse qui, en 1841, avait reconnu officiellement dans les écoles l'usage de la langue française et gaëlique (1), fut la première à imposer un programme unique à toutes les écoles de la province (1864). Par cette nouvelle loi, le français disparaît complètement des cours élémentaires et, en fait d'enseignement religieux, on dut se contenter de vagues principes chrétiens que tous peuvent accepter sans répugnance. Si les catholiques formaient alors près d'un tiers de la population totale de la province, (102.001 sur 387.800) les Acadiens, eux, n'en formaient pas un douzième (31.149) (2). Les protestations qu'ils élevèrent furent donc facilement étouffées. Plus un seul mot de français dans les écoles primaires jusqu'au neuvième degré. Si l'on s'en était

(1) Nova Scotia Laws, 1841. C. 43, XIV.

(2) Recensement de 1871.

tenu strictement à la lettre de la loi, on aurait pu assister, dans les campagnes françaises, à ce singulier spectacle d'une cinquantaine d'Acadiens étudiant sous la direction d'un instituteur français, à qui défense expresse était faite d'enseigner en français ou d'enseigner la langue française ! Scène hélas ! trop réelle, à en croire un écrivain anglais du pays, qui nous peint, non sans l'admirer, « une école française de campagne tenue par un maître français. Tout l'enseignement s'y donnait en langue anglaise avec quelques exceptions relativement rares de certaines réprimandes données par le professeur qui, en colère, revenait à son idiome maternel » ! (1) Quelle répugnance ne devaient pas éprouver pour de telles écoles, ces jeunes enfants habitués à se servir du français au foyer et dans leurs jeux, et obligés de le mettre de côté en franchissant le seuil de leur classe ! On comprend que, dans une telle situation, les élèves acadiens devaient nécessairement faire moins de progrès dans les études que leurs petits camarades anglais.

Enfin, en 1902, une commission, composée de trois Anglais et de cinq Acadiens, reçut du gouverneur général de la province la mission de découvrir les « meilleures méthodes d'enseigner l'anglais dans les écoles situées dans les districts français de la province et, en général, de faire au ministère de l'instruction toute suggestion qui pourrait augmenter le progrès de l'instruction dans les susdits districts » (2). En dépit de la forme peu rassurante de ce décret, tous comprirent qu'il s'agissait d'améliorer le sort des petits Acadiens. Les membres de la commission s'acquittèrent tous

(1) Bingay, p. 74.

(2) School Law. N. S., p. 308.

très sérieusement de leur travail, et en soumièrent les résultats au gouverneur. Après avoir soigneusement entendu des témoins pris dans différentes parties de la province et des professeurs anglais et français experts dans l'enseignement des langues ; après avoir pesé les témoignages des inspecteurs des écoles françaises et discuté et examiné à fond le problème sous tous ses aspects, les membres de la commission arrivèrent unanimement aux conclusions suivantes : a) La cause initiale de la lenteur du progrès dans les écoles françaises vient du fait qu'on veut y enseigner exclusivement au moyen de la langue anglaise. b) Les remèdes consisteraient à se servir du français pour enseigner l'anglais pendant les premières années et à employer dans ces écoles des instituteurs connaissant les deux langues (1). Ces demandes si légitimes furent accueillies avec bienveillance : des livres de lecture français purent être désormais en usage dans les écoles acadiennes ; on laissait aux commissaires la faculté de prendre des instituteurs anglais ou bilingues. En 1908, un inspecteur français, Louis d'Entremont, ancien élève du collège de Sainte-Anne, était chargé spécialement de surveiller la marche de ces écoles bilingues. Les bienfaits de ce changement, malgré son insuffisance, se firent vite sentir, même dans l'étude de la langue anglaise : les élèves acadiens, nous dit l'inspecteur français, grâce à ce nouveau genre d'enseignement, peuvent arriver à la fin de leurs études deux ans plus tôt qu'auparavant. Depuis 1902, on permet dans les écoles françaises l'usage de livres de lecture français et, pendant les premières années, on enseigne l'anglais en se

(1) School Law. N. S., p. 309-312.

servant du français ; à partir du cinquième degré, tout l'enseignement se donne en anglais (1).

III. — Dans le Nouveau-Brunswick.

Les catholiques du Nouveau-Brunswick, le clergé en tête, protestèrent énergiquement contre la loi scolaire de 1871, mais le gouvernement fit la sourde oreille. L'agitation augmentait dans le pays : on fit appel au gouvernement d'Ottawa qui ne désavoua pas la loi ; au conseil suprême de Londres, le gouvernement provincial eut encore gain de cause, sous prétexte que la province n'avait pas, au moment de la confédération, « un système scolaire légalement établi » (2). Cette justification officielle d'une loi scolaire, créée par un pouvoir qui n'avait aucun droit de légiférer sur cette matière, s'explique plus facilement, si l'on se rappelle que le tribunal était à la fois juge et partie. « L'esprit de la confédération, si largement, si clairement exprimé par le discours de Sir John Mc Donald et de Sir Étienne Cartier, était méconnu au lendemain même du contrat fédéral ; et la possession, le fait accompli, qui dans le droit anglais constitue les neuf-dixièmes de la loi, était ignoré du plus auguste et du plus haut tribunal de l'empire britannique » (3).

Pour pallier cette usurpation de juridiction, le gouvernement du Nouveau-Brunswick fit appel au peuple, comme si le peuple allait lui donner des droits que la Confédération lui refusait. La province comptait alors 96.016 catholiques

(1) School Law. N. S., p. 310.

(2) Albert, p. 262.

(3) Albert, p. 262.

dont 44.907 acadiens, sur une population totale de 285.594 (1). Les protestants l'emportèrent ; cependant, les quelques comtés où dominait l'élément catholique élurent des députés franchement opposés à la loi. La résistance continuait. A Caraquet, grande paroisse acadienne, le sang coula. Madame Young (de Caraquet) dont le mari jouissait d'un haut prestige près du gouvernement, trouvant les paroissiens de Caraquet trop bruyants et même menaçants, fit savoir à son mari, alors à Fredericton, qu'il y avait des troubles dans la paroisse. Quelques jours après, des miliciens entraient au village. Surpris, les Acadiens se réfugient dans le grenier d'une bicoque : ils pensaient si peu à se révolter qu'ils ne possédaient qu'un seul fusil et des bâtons. Un chef anglais et un Acadien tirèrent en même temps et tous deux tombèrent morts. Effrayés, les Acadiens se rendirent sans aucune résistance. Au nombre de vingt-quatre ils furent conduits sous bonne escorte à Bathurst ; jetés en prison, sept allaient être condamnés à mort. Pourquoi ceux-là plutôt que les autres ? secret des tribunaux. Il y eut appel à la reine et le procès fut déclaré nul pour faute de procédure (2) : les portes de la prison s'ouvrirent.

Le gouvernement s'aperçut-il du danger qu'il y avait à jeter, sans raison, le pays dans de tels désordres ? Toujours est-il qu'un compromis, survenu en 1874, ramena la paix trop longtemps troublée. Dans toutes les écoles, on permettait l'enseignement religieux en dehors des heures réglementaires des classes ; le port de l'habit religieux était toléré et, par un privilège spécial, les membres des Communautés religieuses, tout en restant astreints à passer leur examen pour obtenir

(1) Recensement canadien de 1871.

(2) Poirier, p. 191.

le brevet d'enseignement, étaient dispensés du séjour réglementaire à l'école normale. Dans les écoles fréquentées par les Acadiens, l'usage de la langue française était autorisé comme langue de communication, et même l'étude du français jusqu'au sixième degré. Les Acadiens acceptèrent ce *modus vivendi* comme un pis aller. D'ailleurs, les commissaires de chaque école conservaient le droit de choisir l'instituteur qui, après les heures de classe, enseignerait le catéchisme aux enfants. A peu près satisfaits au point de vue religieux, les Acadiens ont tiré tout le profit possible du nouveau système scolaire, obligatoire depuis 1871.

IV. — Dans l'île du Prince Édouard.

L'île du Prince Édouard ne tarda pas à imiter ses deux provinces sœurs, en votant la loi scolaire de 1877, qui supprime la langue française dans les écoles acadiennes. Mais, nous dit un remarquable professeur du pays (M. Blanchard) « nous jouissons toutefois, depuis cette date, de plusieurs concessions des différents gouvernements qui se sont succédés au pouvoir » (1). En effet, depuis 1892, les écoles acadiennes ont le droit de se servir de livres de lecture français, et les instituteurs bilingues qui enseignent dans les écoles acadiennes se servent, au moins pendant les premières années, de la langue française comme langue d'enseignement. Le gouvernement nomma, en 1892, un inspecteur spécialement chargé de surveiller la marche des écoles acadiennes. Laissons l'un de ces inspecteurs des écoles françaises (M. Gallant, 1909-1921) nous en expliquer les programmes. « Les écoles de l'île sont

(1) Le Petit Canadien, p. 130.

de vraies écoles bilingues, mais la plus forte partie des matières du cours d'études sont enseignées en anglais. Le jeune élève, en arrivant à l'école, doit d'abord apprendre le syllabaire de lecture française. Après avoir appris passablement bien son syllabaire français, il doit commencer l'étude de la langue anglaise, tout en continuant l'étude du français. A partir du commencement de sa deuxième année d'école, l'élève apprend les deux langues concurremment, jusqu'à la fin de son cours à l'école primaire. Arrivé au deuxième livre de lecture, l'instituteur lui enseigne les notions élémentaires de la grammaire française, au moyen de dictées et d'exercices au tableau noir. Ce n'est que lorsque l'élève arrive au troisième grade, c'est-à-dire au troisième livre de lecture, qu'il doit se procurer un manuel de grammaire française et qu'il doit commencer les exercices de rédaction » (1).

Bien que proportionnellement moins nombreux, les Acadiens de l'île n'ont rien à envier au sort scolaire de leurs frères des deux provinces voisines. N'est-il pas curieux de constater que ces trois groupes d'Acadiens, soumis à des gouvernements différents et indépendants les uns des autres, ont vu leurs écoles passer par les mêmes espérances et les mêmes tribulations ? Cachés dans les bois ou revenus de l'exil, ces fils d'un « peuple de douleur » (2) apprirent d'abord de leurs parents la lecture et l'écriture. Plus tard, ils profitèrent des lois scolaires bienveillantes et des subsides accordés indistinctement à tous par le gouvernement pour l'entretien des écoles ; puis, soudain, ils virent leur langue bannie des programmes officiels et leurs enfants placés dans l'alternative

(1) Congrès du parler français, p. 252.

(2) Le Canada Français. Vol. X, p. 7.

pénible de rester dans une ignorance presque complète, ou de recevoir un enseignement purement anglais. Enfin, depuis une quarantaine d'années, différentes concessions, la plupart semi-officielles, leur ont rendu la situation moins insupportable. Est-ce l'aurore d'une liberté complète, égale à celle des autres citoyens du pays ? Espérons-le.

CHAPITRE X

Administration et programmes des écoles officielles.

I. — Administration.

L'organisation des écoles dans les trois provinces maritimes ne diffère que légèrement ; aussi nous bornerons-nous à en indiquer les lignes générales et communes, quitte à entrer dans le détail au sujet de la langue française. Les lois qui avaient transformé les écoles bilingues en écoles anglaises n'ont pas été sensiblement modifiées, et l'on chercherait en vain, dans les codes scolaires, les quelques changements apportés en faveur des écoles fréquentées par les seuls Acadiens. Il faut toutefois faire exception pour le code scolaire de la Nouvelle-Écosse qui donne les principaux règlements spéciaux à ces écoles (1). D'autre part, il n'existe aucune statistique officielle sur le nombre d'écoles, d'élèves ou de professeurs français dans les provinces maritimes. La plupart des indications données dans ce chapitre, et au chapitre quinzième, sont tirées de sources certaines, mais non officielles, et plusieurs sont publiées pour la première fois.

Par une anomalie assez bizarre, le Canada n'a pas de ministère de l'instruction publique ; au gouvernement fédéral le fait s'explique encore, puisque les questions scolaires relèvent exclusivement du gouvernement provincial ; si des

(1) School Law, p. 285 et 308.

questions relatives à l'enseignement venaient à se présenter devant le gouvernement fédéral, elles seraient soumises au ministère de l'agriculture ! De même dans les gouvernements provinciaux, il n'y a pas de ministère affecté à l'instruction publique, comme il y en a pour l'agriculture, les finances, les travaux publics. Le Lieutenant Gouverneur de la province, qui reste indépendant des vicissitudes de la politique, nomme un surintendant de l'instruction publique ; ce dernier, avec le Lieutenant Gouverneur et les membres du pouvoir exécutif de la province, forme le conseil de l'instruction publique qui, en matière scolaire, possède des pouvoirs assimilables à ceux des autres ministères dans leur domaine respectif. Séparé de la politique, ce conseil échappe aux cabales et aux changements, fruits ordinaires des élections, mais, d'autre part, les novateurs l'accusent de pouvoir ainsi échapper aux désirs et aux demandes exprimées par le suffrage. Il semble bien pourtant qu'en pratique il y ait avantage à conserver ce ministère à l'abri des tourmentes et des changements que lui apporteraient les élections.

C'est à ce conseil qu'il appartient de fixer les dépenses provinciales pour les écoles, de déterminer les programmes et les règlements scolaires, de choisir les livres, de nommer les inspecteurs, de fixer les limites des districts ou d'en créer de nouveaux, d'accorder ou de retirer les diplômes d'enseignement... (1) Chaque province est divisée en un certain nombre de circonscriptions, dont chacune est confiée à un inspecteur (2) ;

(1) School Law N. S. p. 4. N. B. p. 8. P. E. I. p. 4.

(2) Les Acadiens comptent dans la Nouvelle-Écosse, — et depuis quelques mois seulement, — deux inspecteurs français sur quatorze : au Nouveau-Brunswick, deux sur huit et dans l'île du Prince Édouard, un sur six.

ces divisions d'inspection sont elles-mêmes subdivisées en districts, contenant chacun une école avec un ou plusieurs instituteurs selon le nombre des élèves ; dans les campagnes, on exige un deuxième instituteur, lorsque le nombre des élèves dépasse la cinquantaine. Trois commissaires élus par les contribuables de chaque district sont chargés de l'école, dont ils choisissent le maître. D'ordinaire ces districts scolaires sont établis de telle façon que les élèves les plus éloignés de l'école n'aient pas à faire plus d'un mille pour s'y rendre. L'assistance aux cours est obligatoire, sous peine d'amende, pour tous les enfants qui ne reçoivent pas par ailleurs une instruction convenable. Au Nouveau-Brunswick, cette loi n'entre en vigueur qu'après décision des commissaires du district (1).

Les fonds nécessaires pour l'entretien des écoles et des instituteurs proviennent de trois sources : de la province, du comté et du district. Le trésor provincial accorde annuellement à chaque instituteur une allocation qui varie selon ses titres et son ancienneté ; en outre l'instituteur reçoit des commissaires de l'école, un salaire variable, dont le minimum depuis quelques années, est fixé par la loi. Pour couvrir ce salaire de l'instituteur et les autres dépenses qu'entraînent la construction et l'entretien de l'école, chaque district reçoit une subvention annuelle de la province et une seconde du comté ; la balance reste à la charge du district, qui prélève le montant nécessaire pour payer les dépenses, non couvertes par la province et le comté, sur les propriétés foncières de tous les contribuables du district, même de ceux qui n'envoient pas d'enfant à l'école. La province accorde encore un subside

(1) School Law N. B. p. 97.

spécial aux districts plus pauvres, qui ne se font aucune honte d'accepter. Ces écoles se présentent fièrement avec leur titre d'écoles gratuites, mais personne ne s'y laisse prendre : « la gratuité absolue de l'instruction est une utopie parce que toujours, d'une façon ou d'une autre, les charges qu'elle suppose finiront par tomber sur le peuple, et le pauvre comme le riche devront payer (1) ». La population dans les provinces maritimes étant peu dense, les écoles sont relativement nombreuses et les dépenses qu'elles entraînent assez lourdes.

	NOUVELLE- ÉCOSSE	NOUVEAU- BRUNSWICK	ILE DU PRINCE ÉDOUARD
Total des dépenses pour l'instruction publique, (en dollars).	3.646.570.00	2.657.046.00	428.869.00
Nombre d'écoles.	1,863	1,339	4,73
Moyenne du nombre d'élèves par instituteur.	38	38	30
Coût moyen par élève et par an.	31.92	34.17	22.21
Coût moyen par élève présent et par an.	51.50	45.92	31.49
			(2)

L'école reste ouverte pendant toute l'année, avec des vacances de deux mois en juillet et en août, de quinze jours à Noël et de huit jours à Pâques. Il y a en outre pendant l'année quelques congés réguliers ou extraordinaires ; enfin les cours vaquent tous les samedis et dimanches. Les classes s'ouvrent à neuf heures pour se terminer à quatre, avec une heure de liberté pour le repas du midi. Le matin et l'après-midi, les classes sont interrompues par une récréation de quinze minutes. Les parents doivent acheter à leurs enfants tous les livres et le matériel nécessaires pour leurs études :

(1) Gosselin, p. 15.

(2) Annual Report on education, p. 76.

s'ils sont trop pauvres pour le faire, le district prend cette charge sur lui.

II. — Programme des écoles officielles.

Le curriculum complet des écoles publiques dans les provinces maritimes se divise en douze degrés : sans difficulté, un élève moyen peut monter d'un degré au suivant chaque année ; ceux qui sont plus intelligents et plus travailleurs peuvent faire leur cours complet en moins de douze ans. On divise habituellement ce cours scolaire en cours primaire, lequel comprend les huit premiers degrés, et en cours supérieur, lequel comprend les quatre derniers. Les programmes des trois provinces varient quelque peu ; le tableau suivant donne pourtant une idée générale assez juste de la place que la langue française y occupe.

Degrés I et II.

Lecture, écriture, étude des nombres jusqu'à cent, tables de multiplication et un peu de dessin.

Degrés III et IV.

Aux matières précédentes s'ajoutent des éléments de géographie et de l'histoire du Canada et de l'Angleterre.

Degrés V et VI.

Mêmes matières que pour les degrés précédents ; en plus, exercices écrits et oraux de rédaction et la grammaire.

Degrés VII et VIII.

On continue à étudier les mêmes sujets que dans les cours précédents, en insistant davantage sur la pureté de la langue parlée ou écrite.

Degrés IX et X.

On maintient toujours l'écriture, la lecture, le dessin, l'histoire, la géographie, l'arithmétique et la grammaire et l'on y ajoute l'algèbre, la géométrie, la physique, la chimie, et, comme matières facultatives, le latin, le grec et le *français*.

Degrés XI et XII.

Même programme, auquel s'ajoute la trigonométrie ; on accorde une place plus grande à l'étude des auteurs et des principes littéraires (1).

Ce schéma pourrait laisser croire que le nombre des matières du programme est plutôt restreint ; mais l'instituteur doit en outre enseigner le chant, l'histoire naturelle, la morale et même les exercices physiques. Le choix des matières se ressent de l'esprit remarquablement pratique des Anglais : même dans les degrés les plus avancés, les études littéraires laissent beaucoup à désirer (2) ; en revanche, les matières qui peuvent être de quelque utilité dans la vie sont cultivées avec soin : dans tous les cours, on insiste sur la lecture, l'écriture, l'orthographe et, dans les cours plus avancés, sur la rédaction, la géographie et l'histoire. Cependant, l'arithmétique a la prépondérance. Les différents codes scolaires attirent l'attention de l'instituteur sur les questions d'hygiène, de politesse, de morale, de civisme et de patriotisme, toutes études d'une utilité immédiate. Voici maintenant la proportion du temps consacré à chaque matière dans les écoles élémentaires de la Nouvelle-Écosse : « Exercices de dévotion, 5 % ; lecture, 21 ; épellation, 12 ; rédaction et grammaire, 8 ; écriture, 6 ; dessin,

(1) Aperçu historique... sur l'instruction, p. 6.

(2) Relation between High School and Colleges, p. 2.

4 ; tenue des livres, 2 ; arithmétique, 18 ; histoire et géographie, 13 ; histoire naturelle, 2 1/2 ; musique, 2 ; morale, 2 ; hygiène et tempérance, 3 ; exercices physiques, 1 1/2 » (1).

Et le français ? Il ne paraît qu'au neuvième degré et sur le même pied que les langues mortes ; comme ses deux sœurs classiques, il reste toujours facultatif et tout élève pourra obtenir tous les diplômes de l'école normale sans savoir un seul mot de français. Il faut cependant faire une exception pour l'île du Prince Édouard qui, — bien que les Acadiens y soient beaucoup moins nombreux, — inscrit le français comme matière obligatoire aux différents examens des brevets d'enseignement (2). Dans cette province, comme dans les deux autres, il ne s'enseigne que pendant les quatre derniers degrés, et en anglais, et par suite dans les écoles supérieures situées dans les villes et dans quelques grands villages seulement. Remarquons encore que plus des deux tiers des élèves abandonnent l'école avant d'arriver au degré VI et plus des quatre cinquièmes, avant le degré IX.

	<u>Degré I.</u>	<u>Degré VI.</u>	<u>Degré IX.</u>
Nouvelle-Écosse,	30.127	9.142	5.400
Nouveau-Brunswick,	15.747	3.488	1.400 (3)

Faute de statistiques, il nous est impossible d'établir rigoureusement les mêmes comparaisons pour les élèves acadiens ; cependant, à en juger par des conclusions à peu près certaines, ces proportions seraient encore moins consolantes, quant il s'agit d'eux. Au Nouveau-Brunswick, les com-

(1) Bingay, p. 100.

(2) Annual Report on education. P. E. I. 1923, p. 45 et 60 C.

(3) Annual Report on education, p. 89.

tés de Gloucester, du Madawaska et de Kent sont presque entièrement français ; dans l'île du Prince Édouard, la majorité des Acadiens se trouvent dans le comté de Prince ; or il appert par les statistiques scolaires que ces comtés (1), comparés aux autres de ces deux provinces, ont en général une proportion beaucoup moins élevée d'élèves qui suivent les cours des écoles supérieures ; pas même 7 % des élèves des comtés français du Nouveau-Brunswick ne parviennent au degré VI et moins de 3 % au degré IX (2). Fatigués d'un programme qui n'est pas fait pour eux, dès que les élèves français ont passé par les premiers degrés où on leur permet actuellement un peu de français, ils quittent l'école ; les quelques-uns qui désirent obtenir un diplôme d'enseignement se résignent à se plier à toutes les exigences des règlements ; d'autres, en plus grand nombre, qui désirent poursuivre leurs études, vont frapper à la porte des couvents ou des collèges bilingues. On comprend, dès lors, que les Acadiens, qu'on oubliait sur les programmes scolaires mais non sur les feuilles d'impôts pour les écoles, se soient montrés, malgré leur réserve ordinaire, très mécontents de ces lois qui pratiquement supprimaient tout français dans les écoles des provinces maritimes ; lois d'autant plus mal reçues d'eux qu'elles supprimaient aussi l'enseignement de leur religion. Une légitime résistance leur apporta quelques concessions que nous nous faisons un plaisir et un devoir d'enregistrer fidèlement : nos recherches ont dû souvent suppléer à l'insuffisance des données officielles qui semblent ne pas vouloir trop les divulguer.

(1) School Report. P. E. E. XIII.

(2) School Report. N. B. 1922, p. A 6 et A 10.

III. — Le français dans les écoles de la Nouvelle-Écosse.

Le code scolaire de la Nouvelle-Écosse nous montre fidèlement la situation des écoles acadiennes. On peut se servir pendant les premières années du français comme langue d'enseignement, si les commissaires le jugent à propos (1). Pendant les quatre premiers degrés, on permet l'usage de livres de lecture français et, depuis quelques années seulement, d'une grammaire française ; tous les autres livres sont en anglais et, après le quatrième degré, l'instituteur doit enseigner en anglais seulement. Malheureusement, trop souvent les Acadiens sont mêlés aux Anglais, et dans ces villages mixtes ils n'ont pas les avantages de l'école bilingue. On constate souvent aussi que le professeur manque d'une formation bilingue, qu'il lui a été impossible d'acquérir dans les écoles publiques de la province. Pour remédier à cet inconvénient, les Acadiens soumirent en 1922 au bureau de l'instruction publique un projet tendant à améliorer la formation des instituteurs bilingues. Il paraîtrait que les autorités vont mettre sous peu ce projet à exécution.

En 1908, le gouvernement nomma un inspecteur pour les écoles acadiennes. « Sa fonction spéciale sera d'aider les inspecteurs et le surintendant, en rendant les écoles des centres français plus prospères sous tous les rapports, selon les dispositions de la loi » (2). Les inspecteurs ordinaires gardaient leur juridiction sur ces mêmes écoles, tandis que l'inspecteur français devait s'occuper exclusivement des ques-

(1) School Law, p. 308.

(2) School Law, p. 308.

tions françaises ou bilingues. Quoique son rôle soit plutôt restreint, M. L. D'Entremont, qui depuis 1908 remplit cette fonction, a rendu de grands services aux écoles acadiennes (1).

IV. — Le français dans les écoles du Nouveau-Brunswick.

Dans la province du Nouveau-Brunswick, depuis le compromis de 1874, survenu après les troubles sanglants suscités par la loi scolaire de 1871, les Acadiens jouissent de quelques faveurs que leurs frères des deux autres provinces pourraient peut-être leur envier. Pourtant le code scolaire laisse ces libéralités dans l'ombre ; heureusement, dix années que nous avons passées dans les écoles élémentaires et supérieures de cette province, nous ont fait connaître assez bien les rouages du système scolaire. Sur le revers de la couverture du registre des présences (1923-1924), se trouvent inscrits les programmes spéciaux des écoles acadiennes qui comprennent les cinq premiers degrés ; ajoutons que ces cinq degrés des écoles de campagnes (country schools) équivalent aux huit premiers degrés des autres écoles (graded course) qui, ayant plusieurs instituteurs, peuvent donner des études plus complètes.

Les commissaires ont le droit d'engager un instituteur français pour leurs écoles, et la langue de l'enseignement demeure le français, au moins pendant les premières années, pendant lesquelles l'élève n'a pas encore une connaissance suffisante de l'anglais. Les élèves ont entre les mains des livres de lecture complètement français ; à partir du troisième

(1) M. d'Entremont vient d'être nommé inspecteur des écoles d'une partie du Cap Breton ; son poste vacant sera sans doute confié à un autre Acadien.

degré, ils se servent de la grammaire française Larive et Fleury, première et seconde année. La seconde année de grammaire n'est en usage que dans les écoles acadiennes plus avancées (graded school) pour le huitième degré (1). Depuis quelques années, le code scolaire permet aussi dans les écoles acadiennes l'usage d'Exercices Orthographiques et d'une Histoire élémentaire du Canada, en français (2). Tous les autres livres, — grammaire, géographie, histoire de l'Angleterre, histoire naturelle et arithmétique, — sont en anglais ; les élèves d'ordinaire les comprennent facilement après avoir passé trois ou quatre ans dans ces écoles où, presque conjointement avec le français, on leur apprend cette langue. Ces écoles bilingues existent dans toutes les localités acadiennes et fournissent à la très grande majorité des Français tout le bagage de connaissances nécessaires à la vie.

V. — Le français dans les écoles de l'île du Prince Édouard.

Sur l'île du Prince Édouard, la loi de 1877 ne faisait aucune mention du français dans les écoles. Cependant, on toléra dans les écoles des districts acadiens une série de livres de lecture bilingues : une page de français avec, en regard, la traduction anglaise. En 1890, on introduisit dans les écoles acadiennes une série de livres de lecture complètement français ; on y autorise aussi depuis quelques années l'usage de la grammaire française de Claude Auger. Tous les autres livres sont en anglais. Depuis 1892, le gouvernement a

(1) School Report. N. B. 1922, p. XLVI.

(2) School Law. N. B. p. 142.

nommé un inspecteur spécial pour les écoles acadiennes. Octave Arsenault, premier inspecteur français, avait sous sa juridiction 60 écoles françaises ; le rôle de l'inspecteur devait se borner aux questions intéressant le français ; le reste du programme scolaire restait sous la surveillance de l'inspecteur régulier.

« Mais aujourd'hui, nous pouvons dire que la double inspection est abolie et que, depuis 1911, nos écoles ne reconnaissent que la visite de l'inspecteur acadien » (1). Le programme français de ces écoles bilingues comprend la lecture française et l'étude de la grammaire française ; on y fait quelques exercices oraux et écrits de rédaction française. De plus, les élèves sont initiés aux éléments de l'arithmétique, de la géographie et de l'histoire en français, en attendant qu'ils soient à même de s'exprimer convenablement en anglais. Henri Blanchard, professeur de français à l'école normale, fait remarquer que la grande difficulté pour le développement de la langue française vient « de la pénurie d'instituteurs formés et exercés à la pratique d'un programme vraiment bilingue » (2). En effet, les écoles normales qui, dans les provinces maritimes, préparent les professeurs à l'enseignement et décernent les brevets gênent plus l'étude du français que les programmes des écoles, si défectueux soient-ils.

VI. — Les écoles normales dans les provinces maritimes.

Tous ceux qui désirent obtenir un diplôme d'enseignement doivent faire un stage plus ou moins long à l'école

(1) Le Petit Canadien. 1918, p. 130.

(2) Le Petit Canadien. 1918, p. 131.

normale ; tout l'enseignement, même les quelques cours facultatifs de français, s'y donne en anglais. D'autre part, tous les examens qui ouvrent les portes de cette école, se passent en anglais. Naturellement, une note trop faible peut être rachetée par une note plus heureuse, excepté pourtant pour l'examen de langue anglaise qui exige un minimum égal à la moyenne générale et souvent supérieur à cette moyenne. Ainsi les Français qui désirent obtenir ces brevets d'enseignements, devront connaître aussi bien la langue anglaise que les candidats anglais. Nous ne ménageons pas notre admiration pour les Français, — et ils sont nombreux, — qui se présentent à ces examens incontestablement plus difficiles pour eux que pour les Anglais. Sans vouloir entrer dans tous les détails de ces programmes, parfois différents dans les trois provinces, nous admettons qu'ils puissent former d'excellents professeurs anglais, mais il n'en reste pas moins vrai que cette manière rigide de conférer les diplômes, outre le tort qu'elle fait à l'éducation du pays en général, nuit doublement aux Français et à leur langue.

Les aspirants à l'enseignement public se voient obligés de se livrer avec ardeur à l'étude de la langue anglaise et fatalement négligent leur langue qui, dans l'occasion, leur est si peu utile (1) ; mais beaucoup plus nombreux sont ceux qui, désireux de se consacrer à l'enseignement, reculent devant les obstacles qu'on accumule devant eux et portent leur ambition vers d'autres vocations plus lucratives peut-être, mais moins utiles au bien commun. Qui souffre surtout de ces règlements ? Les Acadiens qui obtiennent plus diffici-

(1) Congrès du parler français, p. 250.

lement leur brevet et qui voient assez souvent leurs écoles privées d'instituteurs bilingues.

Mais si le français reste au moins facultatif, pourquoi les Acadiens n'en profiteraient-ils pas pour racheter leurs notes plus faibles ? Sans doute ils le peuvent et ils le font, mais les avantages qu'ils en tirent sont loin de compenser les désavantages que leur apporte le système global. Au Nouveau-Brunswick, les examens comportent le français comme matière facultative ; pour obtenir la moyenne générale, on additionne tous les points, y compris ceux de l'examen de français, et on divise le tout par le nombre des matières moins le français. Ainsi, dans le cas où il y a dix matières au programme sans compter le français, la moyenne s'obtient en divisant le total des points par dix et non par onze. A la Nouvelle-Écosse, les candidats choisissent un nombre déterminé de matières ; le français est toujours facultatif : seul l'anglais est toujours obligatoire. Dans l'île du Prince Édouard, le français est compris régulièrement parmi les matières de l'examen.

Dans tous les cas, cet examen de français est des plus faciles : un thème et une version avec quelques questions élémentaires de grammaire française. Ces questions, tirées d'ordinaire des quelques livres de français mis entre les mains des élèves pendant les derniers degrés, sont assez souvent, au moins au Nouveau-Brunswick, corrigées par un correcteur anglais. Nous ne voulons nullement mettre en doute sa connaissance du français ; peut-être néanmoins, se base-t-il un peu trop sur le mot à mot : méthode qui d'ailleurs convient bien au caractère essentiellement primaire de cet examen de français. Nous connaissons intimement un jeune

acadien, bachelier d'un des collèges français du Nouveau-Brunswick, qui se présenta, il y a quelques années, sans aucune préparation préalable spéciale aux examens d'entrée à l'école normale. Il fit assez bonne figure dans les différentes matières mais échoua misérablement pour le français. Cet échec inattendu le décida à faire des études supérieures de français. On comprend, qu'étant donnée la facilité de l'examen de français, nombre de candidats anglais en profitent, surtout au Nouveau-Brunswick, pour augmenter leur moyenne générale. Le surintendant de l'instruction dans cette dernière province peut justement écrire : « Il y a pour tous les candidats un examen facultatif de français : ceux qui s'y présentent obtiennent ainsi une note supplémentaire. Plusieurs candidats anglais passent cet examen et souvent réussissent mieux que certains candidats français » (1). Nous sommes heureux de constater l'ardeur que nos compatriotes mettent à l'étude du français, mais cette anomalie dans les résultats montre bien la nature de ces épreuves.

Le Nouveau-Brunswick possède à l'école normale des cours spéciaux en vue de préparer les Acadiens au brevet de troisième classe française (2) : les cours français, qui correspondent aux matières françaises enseignées dans les écoles acadiennes, sont donnés par un unique professeur français, actuellement M. Lejeune. Comme dans les écoles publiques, tous les autres cours se donnent exclusivement en anglais ; à l'exception du français, tout l'examen se passe en anglais, et un minimum, qui n'est jamais inférieur à la moyenne générale, est toujours exigé pour l'anglais proprement dit. Ceux

(1) School Report. N. B. 1923-34. LI.

(2) School Law N. B. 171.

qui obtiennent ce brevet devront enseigner exclusivement dans les écoles acadiennes les plus élémentaires, situées dans les districts les moins riches (1). On ne saurait nier le grand bien que ces modestes instituteurs de troisième classe ont accompli et accomplissent encore dans nos écoles acadiennes ; on exige d'eux un stage plus court à l'école normale et ils peuvent enseigner en demandant un salaire moins élevé que les autres. Depuis quelques années, le nombre des aspirants acadiens au brevet de troisième classe tend à diminuer, tandis qu'il augmente pour les brevets supérieurs (2). Le fait s'explique facilement, car pratiquement il n'y a actuellement guère de différence entre ces différents brevets ; les uns comme les autres supposent une connaissance assez grande de la langue anglaise et, d'autre part, ceux qui possèdent le brevet de troisième classe sont soumis à certaines lois restrictives (3).

Ce bref exposé relatif aux écoles normales n'a nullement la prétention d'entrer dans tous les détails particuliers à chaque province, mais simplement, en donnant les grandes lignes de la situation, de montrer la part faite au français. Le seul fait de constater que des examens anglais relativement difficiles sont imposés à tous les Acadiens désireux d'obtenir un brevet, tandis que l'examen très facile du français reste d'ordinaire facultatif pour tous, dispense de tout commentaire. Qu'on exige des Français une connaissance suffisante de la langue anglaise, passe ; mais il semblerait tout naturel d'offrir officiellement aux Acadiens les

(1) School Law. N. B. 171.

(2) School Report. N. B. 1922, p. XXI.

(3) School Law. N. B. p. 171.

moyens de connaître leur langue d'une manière convenable. Les Acadiens de la Nouvelle-Écosse, en 1922, ont transmis leurs légitimes revendications au ministère de l'instruction publique ; on leur laisse entrevoir une réponse favorable. Au Nouveau-Brunswick, les critiques élevées contre le système de l'école normale, qui par le passé étaient nombreuses, se font cette année par la voix des revues et des journaux plus claires et plus précises. Sous peu, nous dit-on, des projets seront à ce sujet soumis au surintendant de l'éducation ; on peut légitimement s'attendre à ce que les Acadiens, qui forment déjà près d'un tiers de la population totale de la province (121.111 sur 387.876), bénéficieront de quelques modifications favorables apportées au programme actuel de l'école normale. Moins nombreux sur l'île du Prince Édouard, les Acadiens se plaignent moins du système de leur école normale, qui, sans être parfait, semble plus équitable que dans les deux autres provinces.

CHAPITRE XI

Le collège de Saint-Joseph de Memramcouk (1854-1926).

Moins de cent ans après l'expulsion des Acadiens, une maison d'éducation française secondaire s'ouvrait à Memramcouk, au centre même de l'Acadie, pour les fils des martyrs revenus de l'exil. Événement d'une importance capitale qui marque un tournant dans l'histoire des Acadiens. A différentes reprises, on avait bien essayé d'établir des écoles françaises d'éducation secondaire, mais tous ces efforts avaient échoué devant l'inertie fort explicable des Acadiens et surtout devant la mauvaise volonté des différentes autorités du pays (1). Ce séminaire, — c'est ainsi qu'on appelait alors les maisons d'éducation dans le Canada français, — ne surgit pas lui-même sans difficulté.

Au curé de Memramcouk, François Lafrance, revint la tâche ingrate et pénible de préparer le terrain. Entré en 1838 au séminaire de Québec et comme attiré par un appel secret de Dieu, il s'embarqua pour l'île du Prince Édouard, où il termina sa théologie au séminaire de Saint-André. C'est là qu'il rencontra un jeune émigré irlandais, John Sweeny, avec lequel il ébaucha des projets de mission et d'éducation dans le vaste champ qui s'offrait à leur ministère. Lafrance avait la passion de l'éducation. A Rustico, où il fut vicaire pendant trois ans, il construisit une école française. Tracadie, N. B.,

(1) Cf. Chap. VIII.

qui l'eut pour curé de 1842 à 1852 lui doit l'érection d'une belle école française. Sa jeunesse l'avait au reste merveilleusement préparé au grand rôle que la Providence lui réservait. A ses études classiques il avait joint des études médicales ; à Saint-André, il s'était familiarisé avec la langue anglaise ; un contact d'une douzaine d'années avec les Acadiens, lui fit connaître leur situation lamentable et accrut l'amour sincère et actif qu'il ressentait pour ces opprimés.

Nommé curé à Memramcook en 1852, il écrivait deux ans plus tard à l'un de ses amis : « J'ai décidé une grande entreprise : un séminaire ; la bâtisse principale ou du centre, que nous allons élever dans huit jours, aura quarante-cinq pieds sur trente, à deux étages et à mansardes avec une cuisine en arrière de trente pieds sur vingt, à deux étages également... » Il terminait sa lettre par ce trait qui ne manque pas de piquant : « Je ne néglige aucun moyen propre à la réussite de mon œuvre. J'ai fait une demande à la législature, où j'ai de nouveau fait entendre ma voix pour mon peuple, afin qu'on lui accorde la part qu'il a le droit d'exiger pour sa nourriture : l'éducation. Je n'attends rien de ce côté, mais ce sera une arme de plus dont je saurai me servir aux prochaines élections » (1). Contrairement à son attente, la législature accorda un subside ; si nous y ajoutons les revenus assez considérables de la paroisse et les quelques dons d'amis généreux, nous sommes moins surpris de voir cette solide maison, entourée d'un vaste domaine, payée près de neuf mille dollars.

Restaient deux grandes difficultés : obtenir la permission de l'ordinaire et trouver des professeurs. L'un des frères du

(1) Bourgeois, p. 122.

père Lafrance enseignait à Tracadie ; il le fit venir, et cet unique professeur forma tout le corps enseignant de la future université. Le 15 novembre 1854, s'ouvraient les cours avec quarante-cinq élèves, parmi lesquels nous avons plaisir à relever plusieurs noms anglais. Si le père Lafrance avait voulu fonder une école française pour les Acadiens, il ne prétendait nullement en fermer les portes aux autres nationalités ni même aux autres confessions religieuses. Les diverses maisons françaises d'Acadie sont restées fidèles à cette large tolérance, très habile d'ailleurs, car elle facilite les relations entre les différentes nationalités trop séparées jusqu'ici, et les élèves, apprenant à se mieux connaître dès leur jeunesse, feront progressivement disparaître les barrières que les injustices et les préjugés avaient élevées entre les éléments français et anglais.

A la fin de l'année, le père Lafrance comptait quatre-vingts élèves. Pour augmenter le personnel enseignant, il fit appel à une demoiselle O'Regan, irlandaise qui connaissait parfaitement le français. Elle fut chargée des plus petits ; deux ans plus tard, une demoiselle Lafrance lui succéda, et Justin Haché de Caraquet fut inscrit au nombre des professeurs. Que le petit nombre des maîtres ne nous étonne pas trop ; l'instruction en Acadie était peu développée et, malgré son titre ambitieux de séminaire, l'école du père Lafrance s'était cantonnée modestement jusqu'alors dans l'enseignement primaire. Elle servait d'école paroissiale et régionale ; les petites filles suivaient les cours dans des locaux séparés. Le fondateur songea alors à obtenir l'autorisation épiscopale. Mgr O'Conolly n'était guère disposé, paraît-il, à voir s'ouvrir une académie française dans son diocèse. Il semble à première vue assez

étonnant que des femmes aient professé dans un séminaire, car, si le droit canonique n'a pas prévu le cas, l'innovation n'en était pas moins un peu risquée : pure prudence chez le fondateur ! L'évêque, voyant le nom de cette demoiselle anglaise à côté du nom d'un autre professeur français, malgré la sonorité du titre de l'institution, ne la considéra que comme une école ordinaire, un peu mieux organisée, car enfin, fonde-t-on, avec un personnel mi-féminin et mi-anglais, un séminaire français ? Aussi accorda-t-il toutes les autorisations demandées.

Des premières classes du séminaire, les anciens élèves nous ont conservé pieusement certains détails intéressants. On y apprenait la lecture française et anglaise, l'écriture et l'orthographe ; venaient ensuite la grammaire et des exercices français. Ces études préparatoires terminées, on passait au latin et à ce que les élèves appelaient fièrement des études supérieures de français et d'anglais. Les livres faisaient assez souvent défaut ; mais on se les communiquait charitablement. Le règlement lui-même se pliait facilement aux circonstances ; temps heureux où une discipline si paternelle pouvait régir un peuple écolier ! Cependant la renommée de l'école s'étendait, les élèves se multipliaient. Comme le père Lafrance, vu la modicité de ses ressources, ne pouvait entretenir de nombreux professeurs, il décida de faire appel à des religieux. Les Frères des écoles chrétiennes ne purent accepter ; on lui aurait proposé des professeurs anglais, il refusa parce qu'il tenait à conserver à sa maison son caractère français ; il y faisait volontiers une large place à la langue anglaise, mais il voulait travailler avant tout pour les Acadiens. Faute de professeurs « l'œuvre de sa vie allait-elle échouer ?... C'était pour

sauver des abandonnés que Dieu l'avait appelé en Acadie ; il le sentait, il le disait, il le savait... Il voulait un établissement pour les Acadiens d'abord, et où la langue française n'occuperait pas une position inférieure ni subordonnée ; rien davantage. Mais cela, il le voulait positivement » (1).

Une suprême épreuve l'attendait. Mgr O'Conolly transféré à Halifax en 1859 fut remplacé par Mgr Sweeny, le confrère de séminaire du père Lafrance. En dépit de leur vieille amitié et de la sympathie du nouvel évêque pour les Acadiens, les démarches pour confier le séminaire à des religieux allaient échouer. Épuisé par tant de travaux et de contrariétés, à bout de ressources, et sentant sa santé le trahir, le père Lafrance céda à l'évêque le séminaire et ses terres, à la condition expresse qu'il y placerait une congrégation de religieux français. « Il allait avoir, il avait donc son séminaire. Ses chers Acadiens pourraient comme ceux des autres nationalités recevoir quelque instruction. » S'étant dépouillé de tous ses biens, « heureux comme un avare qui aurait trouvé un trésor » (2), il s'en alla finir ses jours dans l'humble mission du Barachois où il mourut en 1867.

Fidèle à sa promesse, Mgr Sweeny engagea les Pères de Sainte-Croix à se charger de l'école du père Lafrance. Ces religieux en prirent possession en 1864. La vue du séminaire et du terrain qui étaient abandonnés depuis deux ans, causa une pénible impression au nouveau supérieur, le père Lefebvre. Mais confiant dans la Providence et dans saint Joseph qu'il choisit comme patron du collège, il se mit résolument à la tâche ; l'histoire du collège se confond désormais

(1) Poirier, p. 100.

(2) Poirier, p. 106 et 102.

avec celle de son premier chef: histoire monotone, le plus souvent douloureuse, mais qu'il importe de connaître pour bien comprendre au prix de quels sacrifices cette maison d'éducation s'est établie. Si cet arbre a porté tant de fruits, c'est qu'il a été copieusement arrosé, surtout au début, de sueurs et de larmes.

Les registres de la première année, 1864, ne mentionnent que dix-neuf élèves, tous de la vallée de Memramcouk ; à la fin de l'année, il y en a plus de soixante, « humbles prémices, écrivait le supérieur, mais destinées cependant à régénérer tout un peuple » (1). Les six professeurs pouvaient donner libre carrière à leur activité ; nombre d'élèves ayant passé par l'école du père Lafrance, on continua immédiatement l'enseignement du français, de l'anglais et du latin. La plupart des Acadiens ne savaient même pas ce qu'était un collège et ce qu'allaient y faire leurs enfants ; aussi, l'ouverture des cours ne fut-elle marquée par aucune manifestation bruyante. Depuis si longtemps l'histoire acadienne n'enregistrait que des malheurs et des tristesses, que la joie des paroissiens du père Lefebvre ressemblait presque à de la tristesse. « Pourtant ce collège consacrait, comme leur disait le digne supérieur, l'égalité nationale des Acadiens avec les autres peuples ; ce collège est le grain de sénévé biblique plein d'une merveilleuse fécondité » (2).

A la fin de la première année, a lieu une répétition publique des examens. Les réponses si justes et si savantes des élèves surprennent les parents, qui, enfin, comprennent l'utilité et l'importance d'une telle maison. La seconde année,

(1) Bourgeois, p. 140.

(2) Poirier, p. 116.

les élèves sont au nombre de soixante-trois, mais, les difficultés matérielles déjà considérables augmentant, la maison reste très pauvre. Les professeurs, en quittant leur cours d'enseignement, vont casser du bois pour la chauffer ; les murs trop minces protègent mal la famille écolière contre les vents froids de l'hiver. En face de cette misère, les élèves offrent leurs services pendant les récréations et allègent la tâche de leurs maîtres. On vit même le supérieur, pendant une bourrasque de neige, tirer avec eux un lourd traîneau chargé de bois pour le collège. Et cette misère, il la cache à ses paroissiens, les sachant si pauvres qu'il ne veut pas leur demander de nouveaux sacrifices. Inclignons-nous devant ce courage des apôtres de l'éducation en Acadie ; seuls l'amour du faible opprimé et la foi en la vie future ont pu ainsi les soutenir !

Cependant professeurs et élèves, comme jadis saint Paul, « exultaient dans leurs tribulations » (1) : les enfants pénétraient avec bonheur dans les arcanes des études classiques, encouragés par la pensée qu'avec les armes de l'instruction, ils serviraient mieux leur pays. D'autre part, les professeurs se félicitaient de la docilité et du travail de leurs élèves, et le développement rapide de l'œuvre leur faisait oublier leurs tristesses. Jetons, dès maintenant, un rapide coup d'œil sur la première organisation de ces études classiques dont nous considérerons le plein développement dans un chapitre spécial. Pour sommaire que fût alors la préparation requise pour aborder le latin, elle ne pouvait s'acquérir ni dans les écoles publiques, où l'on n'enseignait que l'anglais et très peu le français, ni même dans les écoles libres françaises où, par

(1) II. Cor. VII, V. 4.

suite des difficultés des temps, on n'enseignait le plus souvent que la lecture, l'écriture et les premières notions du calcul. Aussi, fallut-il établir au collège des cours préparatoires, où l'on enseignait la grammaire, l'orthographe, un peu d'histoire, de géographie et d'arithmétique.

Les maîtres formés en France, ou tout au moins par des professeurs français, installèrent les cours tels qu'ils existaient alors en France ; les *Éléments-Latins*, la *Syntaxe*, la *Méthode*, la *Versification*, les *Belles-Lettres* et la *Rhétorique* formaient le cours classique, que couronnaient deux années de philosophie. Comme la plupart des parents des élèves étaient dans une situation voisine de la pauvreté, on décida, dans l'unique but de diminuer leurs dépenses, de raccourcir le curriculum ; la *Syntaxe* se confondit avec les *Éléments*, la *Méthode* avec la *Versification*. Sans doute, la prosodie latine et l'étude des classiques y perdirent un peu, mais, dans ces circonstances si pénibles, les dépenses épargnées compensaient la violence faite au traditionnel cours classique. Du reste, des temps meilleurs ne tardèrent pas à accroître le nombre des élèves et des professeurs et à restituer au cycle scolaire ses deux années.

Quatre ans après l'ouverture des cours, en 1868, soixante-quinze élèves se pressaient entre les murs du collège devenus trop étroits ; de nouvelles classes exigeaient de nouveaux locaux. Des élèves furent obligés de coucher dans un dortoir préparé dans une maison voisine, et l'on pense bien qu'aucun d'eux ne se plaignit de ce relâchement forcé de la discipline. Le supérieur décida de construire un autre collège en pierre plus grand et selon son expression « plus durable que l'airain » (1). Il n'avait en caisse que vingt dollars. Folie, diraient

(1) Poirier, p. 206.

les financiers ; lui, comptait sur son céleste économe. Le 17 Janvier 1876 marque l'inauguration du nouveau collège, vaste maison en pierre mesurant 120 pieds sur 65, avec trois étages ; il coûta quarante mille dollars. L'année suivante, le nombre des élèves s'élevait à cent quarante-cinq, celui des professeurs à vingt-six ; plus de mille élèves déjà avaient passé dans cette maison. En 1888, la faculté usa pour la première fois de son droit de conférer des diplômes universitaires. L'année suivante, le vingt-cinquième anniversaire de la fondation du collège réunissait, avec de nombreux anciens élèves, nombre d'hommes importants du pays, anglais, français et même protestants. Ces esprits droits reconnaissaient l'œuvre bienfaisante du collège. Comme déjà la construction en pierre se faisait trop petite, les anciens élèves offrirent 25.000 dollars pour un nouvel agrandissement. Le vingt-cinquième anniversaire sembla clore l'âge héroïque du collège. Il ne mit pas fin cependant au dévouement des professeurs qui, encore aujourd'hui, ont à compter avec bien des difficultés matérielles. L'œuvre n'en a pas moins été toujours grandissant. Avec le temps, de grandes ailes ont été ajoutées au corps principal des bâtiments, entrant harmonieusement dans un plan unique qui donne à la maison un air imposant de solidité.

L'installation matérielle a suivi tous les progrès modernes ; elle peut rivaliser avec n'importe quelle autre maison similaire du Canada et même des États-Unis. De vastes cours et des salles de récréation bien aménagées offrent aux élèves toutes les distractions désirables ; une grande salle de lecture reste ouverte à ceux qui préfèrent la lecture aux jeux ou aux promenades. Les anciens élèves ont eu l'heureuse idée de

commémorer la mémoire du père Lefebvre en donnant son nom à un monument vraiment pratique qu'ils lui ont érigé : « un superbe bâtiment en pierre, dont le rez-de-chaussée sert de musée, de cabinet de physique, de laboratoire et de classe pour l'enseignement des sciences, et l'étage supérieur de salle publique pour les exercices de fin d'année » (1).

Le dernier annuaire (2) indique que les progrès continuent ; près de quatre cents élèves fréquentent les différents cours sous l'habile direction d'une quarantaine de professeurs. Le collège reste donc, avec ses deux plus jeunes frères, un centre bien actif de vie française ; fidèle à la mission que lui a assignée son fondateur, il continue à fournir à l'Acadie l'élite intellectuelle dont elle a si grand besoin.

(1) Poirier, p. 299.

(2) Palmarès de l'Université Saint-Joseph, 1924-25.

CHAPITRE XII

Les Eudistes (1890-1926).

I. — Collège de Sainte-Anne de Church-Point, N. E.

Les Eudistes, exilés de France, allaient rencontrer dans la Nouvelle-France les fils des grands exilés de 1755 : ces cœurs brisés presque par les mêmes malheurs se comprendraient facilement et se prêteraient une aide mutuelle. Les Acadiens manquaient d'éducateurs français : les Eudistes, pour la plupart professeurs dans des collèges de France, mettraient à leur service « leur talent, leur dévouement et leur bourse » (1). Le père Morin, le premier des Eudistes qui abordèrent au Canada, dès son premier contact avec cette « population française et catholique jusqu'au plus intime de l'âme », écrit le 30 octobre 1890 : « Nous nous trouvons si heureux, si heureux qu'il y a à craindre de perdre notre mérite (2) ». La Providence elle-même semblait avoir préparé cette rencontre. Le 15 août 1890, au moment où les Acadiens réunis en convention nationale à Church-Point, et agenouillés à l'endroit même où devait s'élever le futur collège de Sainte-Anne, suppliaient leur patronne de leur accorder des maîtres français pour leurs enfants, à Versailles le supérieur général des Eudistes, entouré de son conseil, décidait d'envoyer quelques pères à Halifax, convaincu des services qu'ils rendraient

(1) Poirier, p. 277.

(2) Georges, p. 50.

là-bas (1). Mgr O'Brien, évêque de Halifax, qui, depuis plusieurs années déjà, cherchait des religieux pour cette portion négligée de son troupeau, dirigea les nouveaux arrivés vers la baie de Sainte-Marie, pour s'y charger de la paroisse et y fonder un collège pour les Acadiens.

La tâche était rude pour ces religieux : ils ignoraient les mœurs et les coutumes acadiennes et, chose encore plus grave, ils étaient dépourvus de ressources. Heureusement, le terrain avait été préparé de longue date par le curé Sigogne dont nous avons admiré le fructueux apostolat, (2) et par deux de ses successeurs, le père Gay, curé de Sainte-Marie, et le père Parker, grand ami des Acadiens. Le 12 novembre de la même année (1890), Mgr O'Brien apposait son sceau à l'acte de naissance du futur collège. Les Eudistes recevaient les paroisses de Church-Point et de Saulnierville avec charges et revenus et devaient de leur côté, « ériger une Académie de garçons... selon leur méthode (3) ». Les Eudistes furent salués par les Acadiens comme des sauveurs. Leur journal leur souhaita la bienvenue avec un lyrisme débordant, et on ne se montra pas autrement ému d'apprendre que ces Pères ne savaient pas « un traître mot de la langue anglaise (4) ». En réalité, l'un des trois nouveaux arrivés la possédait parfaitement.

Les Acadiens se mirent immédiatement à creuser les fondations du collège, et, dès le mois de septembre de l'année suivante (1891), le nouveau collège ouvrait ses cours. Toutefois les Pères n'avaient pas attendu jusque-là pour se livrer à

(1) Rovolt. I, p. 361.

(2) Cf. Chap. V, art. II.

(3) Georges, p. 51.

(4) Évangéline de Weymouth, nov. 1890.

leurs fonctions. Pendant l'hiver, au presbytère, une vingtaine de jeunes gens avaient suivi les classes ; un instituteur du pays avait été adjoint au personnel trop peu nombreux. Évidemment, ces cours étaient assez sommaires ; les livres, le papier même manquaient, et les élèves ne possédaient du français que de vagues rudiments. Le supérieur de la petite communauté, le père Blanche, constatait avec bonne humeur cet état de choses. « Jusqu'à présent, écrivait-il à la date du 21 novembre 1891, l'académie est singulièrement composée ; c'est un peu comme l'arche de Noé... mais nos élèves apportent tant de bonne volonté » (1).

Nos Français virent briller le soleil du printemps avec un plaisir qu'ils ne dissimulèrent pas. Le supérieur, qui avait pourtant défendu à ses sujets de jeûner pendant le carême, observa avec inquiétude que le climat un peu rude, joint au surcroît de travail, avait quelque peu ébranlé la santé des professeurs trop peu nombreux pour cette vingtaine d'élèves d'inégale force intellectuelle et partant demandant plus de soins ; en outre, les Pères devaient administrer deux paroisses et s'appliquer à l'étude de l'anglais. Ajouterons-nous que la pauvreté se fit sentir jusqu'au réfectoire ? Cependant l'espoir soutenait les courages. La neige disparue, le collège dressait sa charpente en bois ; et l'été suivant, l'archevêque bénissait la maison, apportant une aide morale inappréciable aux intrépides fondateurs.

Chose surprenante, la liste du personnel (1891-1892) porte un professeur pour la classe des Belles-Lettres ; cette classe avancée se composait d'élèves qui avaient passé par le collège de Saint-Joseph. « On imagine aisément ce que dut être

(1) Archives des Eudistes.

cette première année. Une maison d'éducation ne s'improvise point ; or, à Sainte-Anne, tout était improvisé ; improvisé le personnel, formé qu'il était, en majeure partie, de professeurs de talent sans aucun doute, mais absolument étrangers au pays, dont ils ne connaissaient ni les coutumes, ni les mœurs, ni les traditions ; improvisé aussi le programme d'études, qui se ressentait nécessairement de la hâte, avec laquelle il avait été conçu ; improvisée encore la discipline, dont le moindre défaut était de ne pas tenir suffisamment compte des exigences d'une situation entièrement différente de celle des collèges de France ». Cette peinture un peu sombre donnerait à croire que les résultats furent médiocres. « Malgré tout, ajoute l'historien, l'année fut bonne au-delà de tout ce qu'on pouvait espérer » (1).

De nouveaux professeurs arrivèrent de France. Il n'en fallut pas moins encore faire appel à des professeurs laïcs du pays. Les autorités, peut-être mal conseillées, en tout cas forcées de compter avec le maigre budget de la maison, ne furent pas toujours très heureuses dans le choix de ces auxiliaires. Si plusieurs d'entre eux méritent notre admiration pour leur dévouement, quelques-uns, en revanche, répondirent mal aux exigences de leurs fonctions. De là des scènes pénibles, une situation fâcheuse qui auraient pu nuire à la réputation de l'œuvre naissante. Mais on ne pouvait se passer de collaborateurs, et, lorsqu'ils laissaient à désirer, le bon supérieur répétait en soupirant : « Faute de grives, on mange des merles ». Dans les cas graves, il n'en avait pas moins la main ferme et prenait rapidement des sanctions énergiques. La fondation naissante ne connut pas que cette seule épreuve ;

(1) Georges, p. 55 et 56.

elle dut lutter contre la pauvreté. Les professeurs d'alors se plaignent, qui de la pauvreté de la maison, qui du dénuement de la bibliothèque trop peu garnie ; pour comble de malheur, le feu, en 1893, consuma le presbytère où se trouvaient caisse et bibliothèque (1).

La pauvreté, par un grave contre-coup, mit en péril la destination même de la maison. Le gouvernement de la province offrait un subside (800 à 1.000 dollars), à condition que le collège voulût bien servir d'académie officielle, — école primaire supérieure — pour les jeunes Acadiens du comté. Ne valait-il pas mieux rester sans liens officiels capables de compromettre l'œuvre de l'éducation française ? Voulant à tout prix diminuer ses dettes, et surtout préparer les jeunes Acadiens, qui désireraient des titres officiels dans les écoles publiques du pays, la maison accepta l'offre dangereuse du gouvernement, tout en prévoyant les complications qu'apporteraient dans les programmes deux institutions différentes : un collège français doublé d'une académie anglaise. Cet arrangement dura jusqu'en 1905 ; depuis lors, le collège demeura purement classique. En 1892, la maison obtint du gouvernement de la Nouvelle-Écosse le titre d'université. Sa réputation s'étendait dans le pays ; le nombre des élèves s'accroissait, aussi dut-elle s'agrandir en 1898 ; de vastes salles de récréation et d'étude, une chapelle très convenable s'adjoignirent à l'ancien immeuble. Ainsi, libéré des difficultés de construction qui avaient tant gêné sa fondation, le collège allait porter des fruits abondants. Mais dans la nuit du 16 janvier 1898, de tout cet édifice qui avait coûté tant de travail et tant de sacrifices, le feu ne laissait qu'un monceau de ruines.

(1) Dagnaud, p. 234.

Le supérieur, le père Blanche, au tempérament de soldat (il avait été officier de mobiles en 1870), savait qu'on n'est vaincu que lorsqu'on s'avoue l'être. Il avait trop à cœur le but de son collège pour que son énergie pliât devant ces multiples épreuves. Grâce à la générosité des pauvres Acadiens et au dévouement des Eudistes, le collège reconstruit put rouvrir ses portes le 12 septembre, dix mois après l'incendie ! Cette résurrection presque instantanée prouve quelles espérances le jeune collège, si prématurément disparu, avait suscitées dans le cœur des Acadiens et dans celui de ses fondateurs.

Nous avons insisté sur l'histoire de cette fondation, comme nous l'avons fait pour celle de Saint-Joseph (1), afin de bien montrer par quels sacrifices de toutes sortes, tant de la part des Acadiens que des fondateurs, ces foyers de vie française ont surgi sur le sol d'Acadie. Nous ne suivrons pas le développement progressif du collège de Sainte-Anne. Il nous suffira de dire qu'actuellement, il abrite et prépare à toutes les carrières libérales deux cents élèves environ (2) et qu'il a eu l'honneur de former aux études classiques les deux premiers évêques acadiens (3). Les cours y sont régulièrement organisés, et débarrassés du système académique, on peut s'y livrer librement à une culture vraiment intellectuelle. Quant à l'installation matérielle, elle ne le cède en rien à celles des autres institutions similaires. Situé sur les bords poétiques de la baie de Sainte-Marie, où débarqua Champlain, lors de son premier voyage en Acadie, le collège jouit d'un climat relati-

(1) Cf. Chap. XI.

(2) Palmarès de l'Université de Sainte-Anne, 1924.

(3) Nosseigneurs Leblanc de Saint-Jean, N. B. et Chiasson C. J. M. de Chatham, N. B.

vement doux pour le Canada. Vaste édifice aux couloirs larges et clairs, il possède de spacieuses salles de classes et d'études, où le jour pénètre à flots par de larges et nombreuses fenêtres.

II. — Collège du Sacré-Cœur.

Ce que font les Eudistes pour les Acadiens sur les bords de la baie de Sainte-Marie, ils le font aussi sur les bords de la baie de Chaleurs par leur collège du Sacré-Cœur. Remarquons la merveilleuse situation de nos trois collèges acadiens. Alors que le pays n'avait pas encore de collège français, le père Lafrance, comme il convenait, plaça son collège au centre même de l'Acadie, à Memramcouk où se rencontrent les grandes lignes des chemins de fer, — qui alors commençaient à se construire — rayonnant de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, de Québec et des États-Unis. Un service régulier de bateaux et de trains le met en communication avec l'île du Prince Édouard. De plus, Memramcouk se trouve être l'un des cinq principaux centres français de l'Acadie.

Les Eudistes ne songeant qu'à servir leur pays d'adoption, se portèrent, eux, à l'extrémité de la Nouvelle-Écosse, lieu historique des premiers colons français en Acadie et, maintenant encore, le principal centre acadien de cette province. Church-Point, situé sur la voie ferrée de ceinture qui encercle toute la partie sud de la province, se trouve aussi en relation avec le reste de la Nouvelle-Écosse et du Cap Breton ; par mer, il communique avec le Nouveau-Brunswick par Saint-Jean, et avec les États-Unis. Afin de rayonner plus largement, sans nuire à ses deux aînés, le collège du Sacré-Cœur s'est fixé à l'autre extrémité des provinces maritimes. Personne n'ignore que le comté de Gloucester contient un groupe aca-

dien très important. Construit d'abord à Caraquet, le collège, à la suite d'un incendie, fut transféré en 1915 à Bathurst où il jouit de tous les avantages d'une situation idéale. Une ligne peu rapide mais sûre le fait communiquer avec tout le bas du comté, tandis que les grandes lignes le relie avec tout le Nouveau-Brunswick, Québec et les États-Unis. Nous l'avons vu précédemment (1), au siècle dernier, le manque de routes rendait difficile la diffusion du français. Admirons les fondateurs des collèges d'avoir tiré si bon parti des voies de toutes sortes dont le pays dispose maintenant ; la chose ne manquait pas d'importance pour des collèges, composés surtout d'internes venant, de tous les points du pays, chercher une culture que les écoles publiques ne veulent pas leur donner.

Le collège du Sacré-Cœur doit rester reconnaissant à un prêtre dévoué qui en a jeté les premiers fondements. Mgr. Allard, curé de Caraquet, offrit aux Pères Eudistes une grande maison en pierre évaluée à 20.000 dollars. Décidément le collège cadet, dès sa naissance, était des plus favorisés. Restait cependant à aménager la maison ; aux dons nombreux sinon considérables des bons Acadiens s'ajouta la large contribution du clergé. Les Eudistes y apportèrent leur travail ; ils installèrent le four à pain, puis le fourneau de la cuisine... Le 9 janvier 1899, dix-huit élèves se rangeaient sous la direction de cinq professeurs, dont l'un du pays. Tout alla pour le mieux et « ces quelques mois d'essai avaient pleinement répondu aux vœux du fondateur » (2).

La rentrée fut plus nombreuse le 21 septembre. C'est alors qu'apparaît l'énergique figure du père Lebastard, dont

(1) Cf. Chap. V-IX.

(2) Georges (2), p. 22.

le nom reste inséparablement lié à l'histoire de cette fondation. Le nombre des élèves augmentant toujours, il fallut ajouter une aile, deux fois plus grande que le corps même de l'édifice. La nécessité fit du père Lebastard l'architecte et le directeur des travaux ; en deux ans la construction était terminée, mais tels étaient les progrès du jeune collège, qu'en 1907 on bénissait la pierre augulaire d'une seconde aile aussi spacieuse que la première. Le collège aurait pu alors se glorifier d'avoir les plus belles salles d'études des plus grands collèges de France et du Canada. Il possédait en outre des corridors et des classes bien éclairés, de grandes salles de récréation, un laboratoire de physique et de chimie et un riche musée d'histoire naturelle. On remarquait surtout la chapelle, d'une blancheur immaculée, vrai bijou de style roman. Dans ce milieu si agréable, le nombre des élèves grandissait, les études devenaient presque plus faciles ; mais, en revanche, quinze professeurs devaient suppléer par le dévouement au nombre insuffisant du personnel. La difficulté augmenta encore, quand sonna le tocsin de la vieille patrie rappelant ses enfants ; si attachés, si nécessaires qu'ils fussent au collège, ces prêtres exilés volèrent au secours de leur pays injustement attaqué. On recruta de nouveaux professeurs et les études continuèrent, mais voici qu'un sinistre éclate. Alors que les élèves jouissent des vacances de Noël au sein de la famille, et que la plupart des Pères aidaient les curés dans les paroisses voisines, un incendie, dont l'origine est restée inconnue, détruit le collège. Le premier jour de l'an 1916 se lève sur des pans de murs branlants et sur des ruines fumantes, seuls restes d'un si bel établissement dont la courte existence avait déjà donné plus que des promesses.

Pour le plus grand bien du pays, les Eudistes résolurent, malgré les instances bien légitimes de la paroisse de Caraque, de reconstruire le collège à Bathurst. La congrégation y avait déjà un magnifique bâtiment en granit et en briques blanches, destiné à abriter ses séminaristes. Elle le mit généreusement à la disposition des sinistrés de Caraque, en attendant de nouvelles constructions. Si le collège du Sacré-Cœur avait eu une enfance moins pénible que celles de ses frères il en partageait maintenant les épreuves. A peine réorganisé, le 6 mars 1917 un second incendie le réduit en cendres. Cette fois les élèves sont licenciés *sine die* : la plupart cherchent un refuge dans d'autres collèges où on les reçoit charitablement.

Tant de malheurs avaient accru les sympathies : les anciens élèves, encore peu nombreux, souscrivirent 10.000 dollars ; le clergé encouragea les Acadiens à relever leur collège et leur donna l'exemple. Les Eudistes, en effet, ne pouvaient plus, après ces pertes multipliées, prendre sur eux seuls la construction d'un troisième collège. Devant tant de générosité, ils se remirent à l'œuvre : « la persistance eudiste est aussi inlassable que la générosité acadienne » (1). L'expérience les ayant instruits, le nouveau bâtiment, jusqu'aux cloisons intérieures, formées de briques légères recouvertes de plâtre, fut construit à l'épreuve du feu. La première rentrée, en septembre 1921, réunissait plus de cent cinquante élèves. En 1925 ils sont 200, et, ce nombre qui ne peut qu'augmenter a décidé les Pères Eudistes à flanquer immédiatement d'une grande aile le corps actuel de la maison. Les plans sont prévus pour permettre à la jeune université de recevoir près de 400 élèves.

(1) Lauvrière. II, p. 555.

III. — Séminaire du Saint-Cœur, Halifax.

Les Eudistes ont le mérite d'avoir établi en Acadie la première, et jusqu'ici la seule, maison française d'éducation supérieure, le grand séminaire de Halifax. Situé dans un des quartiers les plus agréables de la ville, ce séminaire « qui a déjà coûté à la communauté une somme considérable d'argent, est peut-être le plus beau monument d'éducation supérieure des provinces maritimes » (1).

Unique séminaire de l'Acadie, il en reçoit la plupart des séminaristes anglais et français. Naturellement tous les cours s'y donnent en latin : on y fait deux ans de philosophie et quatre ans de théologie. Malgré tout, cette maison, tout en se limitant strictement à son rôle, exerce une grande influence pour la diffusion de la langue française. En effet, comme la plupart des séminaristes qui y passent seront appelés à exercer leur ministère dans des paroisses bilingues, il est indispensable qu'ils soient à même de comprendre et de parler l'anglais et le français. Aussi la coutume s'est établie qu'à la récréation du soir, chaque séminariste cause avec un confrère d'une autre nationalité ; ces nouveaux péripatéticiens peuvent ainsi, sans fatigue, acquérir ou compléter leurs connaissances dans la langue étrangère dont ils auront besoin. Assez nombreux d'ailleurs sont ceux qui profitent de leurs moments libres pour étudier la grammaire ou le vocabulaire, afin de mieux profiter de leur classe du soir au jardin.

« La connaissance des deux langues chez tous les prêtres serait très utile au bien spirituel et à la concorde des catholiques des deux nationalités. Aussi, avons-nous été très

(1) Poirier, p. 297.

heureux d'apprendre que, dans quelques séminaires, on a introduit la coutume d'apprendre aux clercs à parler en français et en anglais ; nous voudrions que cette manière de faire fût un exemple aux autres séminaires » (1). Ne croirait-on pas que le pape eut en vue le séminaire de Halifax qui, depuis de nombreuses années déjà, observait cette règle, désormais sanctionnée par Rome pour tous les séminaires canadiens ?

Un jour, tous les séminaristes se réunissaient au salon de réception pour saluer le Cardinal Bégin, de passage au séminaire. L'archevêque de Halifax, Mgr. Mac Carthy, toujours sympathique à cette maison, assistait à cette réunion. Après avoir adressé en français la parole à l'assistance, le Cardinal invita l'archevêque à lui dire quelques mots en anglais. Celui-ci fut tout heureux de lui répondre : « C'est inutile, Éminence, tout le monde ici parle le français ». Les applaudissements n'avaient pas cessé que le Cardinal lui répondait, sur le même ton : « Monseigneur, vous pouvez très bien parler anglais, tout le monde ici comprend l'anglais. »

Le séminaire ne ferait-il qu'accroître cette sympathie entre les futurs chefs religieux des deux nationalités, — mais il fait plus, nous l'avons vu, — qu'il mériterait bien déjà du pays. Personne n'ignore l'influence considérable dont jouit, en Acadie, le clergé tant anglais que français ; quel secours n'apporterait-il pas à la paix qui doit régner dans un pays où sont réunies tant de nationalités différentes, à condition toutefois que son influence soit réglée par la justice et par les droits inhérents à chaque nationalité.

(1) Benoît XV au clergé canadien, le 8 sept. 1916.

CHAPITRE XIII

Programme des études secondaires.

Toutes les écoles publiques des provinces maritimes doivent, depuis près de cinquante ans, se conformer aux programmes imposés par le gouvernement, quels qu'en puissent être les désavantages pour la population française. La plupart des couvents français, dans le double dessein d'obtenir des subsides du trésor fédéral et de préparer les jeunes filles à l'école normale, se sont rangés, malgré une répugnance facile à comprendre, sous la loi commune. Ce n'est donc que pour les collèges acadiens que se posait le difficile problème d'adapter aux besoins indigènes des programmes importés de pays étrangers ; le gouvernement, en leur octroyant le titre d'université et le pouvoir de conférer les diplômes, leur imposait seulement l'obligation implicite de donner une instruction dont les diplômes seraient la juste reconnaissance.

La Congrégation de Sainte-Croix, originaire de France, en s'établissant dans la province de Québec, garda soigneusement ses programmes. D'ailleurs ils répondaient assez bien, en général, aux exigences d'une province entièrement française, et, aujourd'hui même, la plupart des collèges canadiens ont précieusement conservé les méthodes françaises, sauf quelques légères retouches. Quant aux Eudistes, arrivant directement de France, et ignorant complètement le pays où ils abordaient, ils devaient fatalement conserver au début

leurs programmes. Mais la situation de la population française en Acadie diffère tellement de celle dont jouissent les Français en France et même dans la province de Québec, qu'ils ne furent pas longs à sentir la nécessité de se plier aux circonstances et d'établir leurs cours d'une manière plus utile et plus pratique. Ces cours devaient, tout en restant français, répondre aux besoins pressants des Acadiens, auxquels l'instruction fournirait les armes nécessaires à la revendication et à la défense de leurs droits, jusqu'alors méconnus. La pauvreté de leurs maisons ne leur permit pas d'introduire immédiatement, dans les classes, tous les changements désirables. Mais ces deux sociétés religieuses comprirent rapidement les exigences de la situation et, depuis longtemps, elles possèdent des programmes aussi bien établis qu'on le peut actuellement désirer. Si d'aucuns ont élevé des doutes à ce sujet, c'est qu'ils se sont fondés sur des raisons et des principes d'ordre spéculatif, sans tenir compte de multiples circonstances qu'un examen moins superficiel de la question leur eût révélées.

Dès le premier contact, les professeurs se rendirent compte que la formation française reçue dans les écoles par leurs élèves n'offrait pas aux jeunes Acadiens une base assez solide, pour qu'ils pussent commencer des études secondaires. Ils remarquèrent même que, d'ordinaire, les élèves sortant des écoles primaires élémentaires l'emportaient sur leurs compagnons, qui avaient passé par les écoles supérieures, mais n'avaient point profité des avantages, si maigres soient-ils, qu'offre le système bilingue des écoles primaires concédées aux Acadiens. On établit donc un cours préparatoire de trois ans, correspondant vaguement, sauf pour le français, aux degrés cinq, six, sept et huit des écoles publiques. Plusieurs

élèves toutefois, déjà bien préparés aux écoles pour l'anglais, en arrivant au collège font porter tous leurs efforts sur l'étude du français et passent aux études classiques après une seule année de cours préparatoire ; ce qui leur évite un séjour long et dispendieux au collège. Certains même, mieux préparés par des religieuses, peuvent se dispenser complètement de ce cours préparatoire. Ici encore se révèle un des nombreux inconvénients que causent aux Acadiens des écoles qui ne répondent ni à leurs désirs ni à leurs besoins.

Dans cette antichambre des études secondaires, on accorde un temps et un soin égal au français et à l'anglais. En effet, il n'est pas rare que les élèves, par suite d'un passage trop rapide dans les écoles, ignorent l'une et l'autre langue. On y étudie en outre l'histoire du Canada et de l'Angleterre, la géographie et l'arithmétique : matières enseignées les unes en français, les autres en anglais, de sorte que, pendant toute la durée de ces études, le temps soit exactement réparti entre les deux langues. Malgré de légères différences dans les programmes des trois collèges acadiens, le but et les méthodes restent sensiblement les mêmes pendant ces années préparatoires.

A l'époque de leur fondation, les collèges acadiens eurent à compter parfois avec des circonstances peu favorables au plein épanouissement des études classiques : Saint-Joseph, pour éviter aux parents des dépenses trop lourdes, réduisit à cinq années le curriculum qui, régulièrement, en compte sept ; Sainte-Anne voyait son organisation se doubler d'une académie sur le mode anglais, tandis que ses deux années de philosophie se réduisaient à une seule ; le Sacré-Cœur, à son origine, ne comptait que quatre années d'études classiques

auxquelles s'ajoutaient deux années de philosophie. Cette réduction forcée de la durée des cours pesait aux directeurs et, sitôt qu'ils le purent, ils organisèrent le curriculum régulier qui, depuis plusieurs années, fonctionne dans les trois collèges acadiens. Le cours préparatoire de trois ans est suivi d'un cours d'études secondaires complet comprenant sept années. Les noms des classes varient dans les différents collèges, mais l'organisation reste la même. Memramcouk divise ces sept années en deux parties : le cours académique de trois ans et le cours universitaire de quatre, comprenant une année pour les Belles-Lettres, une autre pour la Rhétorique et deux pour la philosophie. Les Pères Eudistes conservent intégralement l'ancienne nomenclature française et divisent le cours classique en cinq années : Éléments-latins, Syntaxe, Versification, Belles-Lettres et Rhétorique ; deux autres années sont particulièrement consacrées à la philosophie.

Si l'organisation régulière des cours fut quelque peu retardée par des obstacles au premier abord insurmontables, la préparation du programme offrit des difficultés beaucoup plus grandes, car de multiples facteurs y intervenaient. Dans la volonté de leurs fondateurs, ces collèges étaient destinés surtout aux Acadiens ; les Anglais possédaient déjà quelques institutions similaires qui répondaient à leurs aspirations et à leurs besoins. La préparation des programmes touchait donc à la brûlante question du bilinguisme en Acadie : problème délicat, difficile, qui, pour la première fois, se posait devant des hommes désireux de le résoudre selon les règles de la prudence et de la justice.

La province de Québec y était parvenue de la façon suivante. Elle avait conservé presque complètement ses pro-

grammes français, tout en y ajoutant un peu d'anglais, et elle avait laissé aux écoles anglaises la liberté absolue d'organiser leurs études comme bon leur semblerait tout en leur accordant les mêmes subsides qu'aux écoles françaises : solution libérale et généreuse qui fait grandement honneur à l'unique province française du Canada. Les provinces maritimes, au contraire, imposent à tous des programmes presque entièrement anglais dans leurs écoles obligatoires et dans leurs universités, et elles ne laissent aux Français que la permission de se construire, à leurs frais, des écoles primaires ou secondaires libres. Pour la première fois donc, des Français, mêlés aux Anglais, étaient appelés à se choisir un programme d'études secondaires répondant à la fois à leurs aspirations de Français, à la nature de leur esprit latin, et aux exigences de leur vie au milieu d'une population anglaise. Pour donner « cet enseignement pratique du français et de l'anglais » (1) et insérer dans les cours des matières nouvelles, il fallait nécessairement opérer des retranchements sur d'autres matières du programme que le temps avait respectées. On comprend facilement que ces religieux, aussi fidèles aux coutumes établies que réfractaires aux nouveautés inutiles, durent y regarder à deux fois avant de se lancer dans l'inconnu.

Parmi les Acadiens, depuis si longtemps sevrés d'instruction purement française, quelques-uns n'écoutant que leur cœur, auraient facilement accepté un cours entièrement français avec un peu d'anglais ; mais l'immense majorité, malgré son attachement profond et sincère à la langue française, comprit que le bien du pays exigeait qu'on fît une

(1) Casgrain, p. 13.

large place à l'anglais, indispensable pour tout Acadien désireux d'exercer quelque influence dans une population hétérogène. La solution du problème ne vint pas du public, mais de ces humbles religieux qui, étudiant le pays, et recevant d'utiles conseils de notables acadiens, surent, après des tâtonnements inévitables, adapter de la façon la plus heureuse leurs programmes aux besoins et aux légitimes désirs des Acadiens.

On pourrait ajouter que les élèves eux-mêmes concoururent en quelque façon au perfectionnement des programmes. L'un d'eux, un jour que le professeur, « selon l'usage antique et solennel », enseignait l'art de construire des vers latins, ne voyant qu'acrobatie intellectuelle à aligner, à l'aide d'un gros dictionnaire, les dactyles et les spondés, lui demanda brusquement pourquoi on n'enseignait pas aussi la versification française. Révélation pour le professeur : quelques semaines plus tard, dans cette même classe, avait lieu une composition de poésie française. Une autre fois, un ancien élève fit respectueusement remarquer au directeur qu'on lui avait fait apprendre l'histoire des temps anciens et des pays étrangers, mais très peu celle de son pays. Si la réponse ne fut pas immédiate elle fut éloquente : peu après, on inscrivait au programme l'histoire du Canada et la littérature canadienne. On ne saurait contester à ces modestes directeurs la justesse des vues et le choix judicieux des matières d'enseignement.

Une autre difficulté surgissait : la délimitation du temps réservé à l'étude des langues et à celle des sciences. En 1906, des représentants des écoles et des collèges de la Nouvelle-Écosse, réunis à Halifax, constataient le manque de conti-

nuité entre les programmes des écoles et des collèges. Ce « manque d'harmonie entre l'idéal des écoles supérieures et des collèges » (1) anglais, venait de la prépondérance donnée, dans les écoles publiques, aux mathématiques, tandis que les collèges, plus rationnels, accordaient la préférence à l'étude des langues. Le passage de l'école publique au collège français était si brusque, que les collèges français durent établir des cours préparatoires. Qu'allaient faire nos maisons françaises ? Rester fidèles à la tradition latine qui se plaît aux études littéraires, ou suivre la mode des écoles anglaises qui accordent une part plus grande aux mathématiques et aux sciences ? Les programmes acadiens s'efforcèrent d'harmoniser heureusement les deux tendances, littéraire et scientifique, et en cela, ils se distinguèrent encore des programmes français primitifs, sans trop se rapprocher des programmes anglais et américains. Les tableaux suivants des programmes montrent le résultat de ces compromis obligatoires.

COLLÈGE DE SAINT-JOSEPH (2)

	COURS ACADÉMIQUE.			Belles-Lettres.	COURS UNIVERSITAIRE.		
	1 ^{re} année.	2 ^e année.	3 ^e année.		Réthorique.	1 ^{re} année de philosophie.	2 ^e année de philosophie.
Français.	5	5	5	5	5	5 ou 2	5 ou 2
Anglais	5	5	5	5	5	2 ou 5	2 ou 5
Latin et histoire .	5	5	5	5	5	-	-
Grec	-	-	-	5	5	-	-
Mathématiques .	5	5	5	5	5	5	5
Sciences	2	2	2	2	2	4	4
Histoire du Canada	-	-	-	-	-	2	2
Philosophie.	-	-	-	-	-	5	
Matières Commerciales	5	5	7	-	-	-	-

(1) Relations between High Schools and Colleges, p. 2.

(2) Palmarès de l'Université de Saint-Joseph. 1924-1925.

Pendant les deux années de philosophie, les élèves français ont cinq heures d'anglais et deux de français, et les élèves anglais, cinq heures de français et deux d'anglais. Le grec reste facultatif. Pour l'obtention des diplômes, les candidats ont un certain choix entre les différentes matières.

COLLÈGE DES EUDISTES (1)

	Éléments latins.	COURS CLASSIQUE.				PHILOSOPHIE.	
		Versification.	Syntaxe.	Belles- Lettres.	Rhétorique.	1 ^{re} année.	2 ^e année.
Français	6	6	6	6	6	-	-
Anglais	6	6	6	5	5	1	1
Latin, grec et histoire	7	7	7	6	6	2	2
Mathématiques . .	4	4	4	3	2	2	2
Sciences	-	-	-	3	4	5	5
Philosophie	-	-	-	-	-	10	10
Matières Com- merciales	6	6	-	-	-	-	-

Tous les cours sont obligatoires ; les diplômes ne peuvent être conférés à qui ne subit pas les examens sur les différentes matières inscrites à l'annuaire.

Ces trois collèges, comme la plupart des collèges canadiens, donnent un cours commercial de deux ou trois ans ; les élèves y suivent, pour le français et l'anglais, le même programme qu'au cours classique, mais consacrent aux matières commerciales le temps que leurs camarades donnent au latin et au grec.

Si ces deux tableaux révèlent de légères différences dans la distribution du temps et des matières, ils révèlent aussi, tous deux, le désir effectif de concilier l'étude pratique des deux langues du pays avec celle des langues anciennes, et de

(1) Prospectus des Universités de Sainte-Anne et du Sacré-Cœur.

donner une place plus large à l'enseignement vraiment littéraire, sans négliger toutefois les mathématiques ni les sciences. Ce schéma n'indiquant que les grandes lignes des cours, quelques indications plus détaillées en feront mieux ressortir les dispositions.

LANGUE FRANÇAISE. — Au cours préparatoire, l'élève a étudié la grammaire, l'analyse logique et grammaticale ; par de nombreux exercices écrits, il a appris l'orthographe et s'est habitué à construire ses phrases selon les règles de la syntaxe. Pendant les années suivantes, il s'adonne à la lecture expliquée, à l'étude des genres et des principes littéraires, des auteurs français et de l'histoire de la littérature. De fréquentes compositions écrites l'initient aux secrets du style.

LANGUE ANGLAISE. — Il suit dans l'étude de la langue anglaise la même méthode que pour la langue française. Naturellement, les cours d'anglais se donnent uniquement en anglais, car souvent, dès le cours préparatoire, les élèves français eux-mêmes s'expriment assez facilement en cette langue. A l'étude des auteurs et de la littérature anglaise s'ajoute celle de la littérature américaine.

MATHÉMATIQUES. — Sous cette rubrique se rangent l'arithmétique, l'algèbre, la géométrie et la trigonométrie ; elles s'enseignent en anglais : cette manière de faire a le double avantage de ne pas trop dérouter les élèves des écoles publiques et de leur offrir une nouvelle occasion de se familiariser avec cette langue.

LANGUE LATINE. — L'étude du latin se poursuit pendant cinq années : elle comprend l'étude de la littérature latine et la traduction des auteurs. Les versions alternent avec les

thèmes. Même programme pour le grec, obligatoire chez les Eudistes.

SCIENCES. — Elles comprennent la physique, la chimie, l'agriculture, l'astronomie et l'histoire naturelle. L'étude théorique s'illustre autant que possible d'expériences aux laboratoires de physique et de chimie.

HISTOIRE. — Ici le programme est presque surchargé : il joint à l'histoire du monde ancien, du moyen-âge, des temps modernes et contemporains, l'histoire de l'Angleterre et du Canada.

PHILOSOPHIE. — Les deux années de philosophie sont consacrées à l'étude de la logique, de la métaphysique, de la psychologie, de la morale et de la théologie naturelle. Suivant une tradition plus respectée que respectable, on se sert d'un manuel latin, et jusqu'ici les cours sont supposés se donner en latin. Par bonheur, la nature reprend ses droits et élèves et professeurs, en dépit du manuel et du règlement, expliquent et récitent leurs leçons dans leur langue maternelle.

Ces matières si nombreuses se disputent les quelques années que l'élève passe au collège. Il est évident que, malgré les efforts des professeurs et des élèves et les avantages qu'offre pour le travail la vie réglée et retirée de ces collèges, certaines connaissances doivent fatalement rester un peu superficielles. Avouons pourtant que, vu le milieu où se trouvent ces maisons, il semble impossible actuellement d'organiser les études secondaires d'une manière plus utile. Il faut se rappeler en effet que ces collèges ne sont ni en France, ni en Angleterre, mais dans un pays qui reste, — qu'on le veuille ou non, — un pays bilingue. Or, c'est en vain qu'on cherche-

rait par tout le Canada une organisation bilingue mieux adaptée au pays que les collèges acadiens.

A ceux qui sont trop avides d'atteindre immédiatement un but utilitaire, rappelons que les études secondaires n'ont pas pour fin une spécialisation hâtive, mais le développement et l'affinement des facultés morales et intellectuelles de l'élève que des études subséquentes prépareront à la carrière de son choix. Les études classiques transforment l'intelligence encore en friche en une terre légère, prête à recevoir la semence. Libre alors au jeune homme d'y semer selon la moisson qu'il désire récolter.

CHAPITRE XIV

Les couvents français.

Sous le régime français, deux congrégations de religieuses s'étaient empressées d'apporter l'instruction aux jeunes Acadiennes ; sous le régime anglais, les missionnaires furent longtemps seuls, agréés et protégés par un gouvernement qui voyait en eux presque l'unique moyen de pacifier les esprits. Quant aux religieuses françaises enseignantes, elles eussent été mal reçues par les autorités du pays pendant les cinquante années qui suivirent l'expulsion, et il leur eût été d'ailleurs impossible de fonder des couvents ou des écoles au milieu des Acadiens dispersés et dénués de tout. Avec les années, les lois scolaires portées contre les catholiques tombèrent en désuétude ; et l'on vit alors des curés essayer de fonder des congrégations de religieuses acadiennes (1) ; d'autres estimèrent plus pratique de faire appel à des congrégations déjà formées, et par suite plus capables de surmonter les nombreuses difficultés que rencontraient les premiers couvents acadiens. A l'origine de ces fondations, nous retrouvons toujours un prêtre zélé, soutenant l'œuvre naissante de ses conseils et de son argent et encourageant ses paroissiens à concourir, malgré leur pauvreté, par les humbles oboles, à la régénération de leur race.

(1) Cf. Chap. VIII, art. IV.

I. — Congrégation de Notre-Dame.

La Congrégation de Notre-Dame fut la première à établir dans l'Acadie anglaise des couvents français régulièrement organisés, et aujourd'hui, de toutes les sociétés religieuses qui s'occupent de l'éducation des Acadiennes, elle est celle qui possède le plus grand nombre de couvents. Il serait trop long de raconter en détail l'histoire de toutes ces maisons : comme toutes les œuvres consacrées à l'instruction française en Acadie, elles ont vécu et grandi dans la pauvreté et n'ont pu triompher des obstacles dressés devant elles que grâce au dévouement inlassable de leurs fondatrices et à la générosité du clergé et des Acadiens ; quelques-uns de ces premiers couvents ont dû fermer leurs portes (1) ; mais elle est toujours glorieuse la tombe du soldat tombé au champ d'honneur.

Dans le seul dessein de rendre de plus grands services à l'Acadie ces religieuses ont mis de côté leurs programmes français de la province de Québec, — supérieurs aux nôtres au point de vue du français, — et ont adopté les programmes des écoles officielles des provinces maritimes. Elles pouvaient ainsi préparer les jeunes filles au brevet d'enseignement. Mais plusieurs de ces maisons n'en sont pas moins restées bien françaises, tandis que d'autres — probablement pour mieux s'adapter aux circonstances, — tendent plutôt vers une orientation anglaise. Espérons du moins que celles qui sont situées dans les centres acadiens conserveront leur caractère primitif, et les Acadiens leur garderont l'attachement reconnaissant qu'ils leur ont toujours témoigné. Quand on songe que le seul couvent de Saint-Louis, fondé en 1774,

(1) Cf. Chap. VIII, art. IV.

« a déjà donné à l'Acadie 60 religieuses, des centaines d'institutrices, des milliers de bonnes mères de famille aussi patriotes que chrétiennes » (1), on peut imaginer quel bien a fait en Acadie cette société religieuse avec une vingtaine de couvents.

COUVENTS DE LA CONGRÉGATION DE NOTRE-DAME EN ACADIE (2)

Situation.	Fondation.	Fondateurs.	Professeurs.	Élèves.	Degrés enseignés.	Libre ou non.
Charlotte-town, I. P. E.	1857	M ^{re} . Mac Intyre,	14	254	12 A (3)	libre
(St-Joseph).	1863	»	11	397	12 A	
Miscouche, I. P. E.	1864	l'abbé Querillon,	6	136	8 B	
Tignish, I. P. E.	1868	M ^{re} . Mac Intyre,	5	120	12 B	
Summer-side, I. P. E.	1868	l'abbé J. Mac Donald,	7	210	12 B	libre.
New-Castle, N. B.	1869	M ^{re} . Rogers,	10	236	12 A	libre.
Caruquet, N. B.	1874	l'abbé Paquet,	7	123	12 F	libre.
Saint-Louis de Kent.	1874	M ^{re} . Richard,	7	124	12 F	libre.
Havre-aux-Maisons.	1877	l'abbé O. Hébert,	4	50	12 F	libre.
Pictou, N. E.	1880	M ^{re} . Mac Donald,	6	137	12 A	
Souris, I. P. E.	1881	l'abbé D. T. Mc Donald,	8	201	8 B	
Rustico, I. P. E.	1882	l'abbé M ^c Phee,	5	86	6 B	
Antigonish,	1883	M ^{re} . Cameron,	22	434	12 A	libre.
Port Hood.	1884	Hon. P. Smith,	5	126	12 A	
Sydney,	1885	l'abbé Quinan,	35	1.755	12 A	

(1) Lauvrière, II, p. 556.

(2) Cf. Chap. VIII, art. IV.

(3) La lettre A indique les maisons anglaises où cependant on enseigne un peu de français ; la lettre B les maisons bilingues fréquentées par des élèves françaises et anglaises qui y étudient avec un soin égal le français et l'anglais ; la lettre F les maisons françaises, fréquentées par les Acadiennes qui y étudient surtout le français mais sans négliger l'anglais.

COUVENTS DE LA CONGRÉGATION DE NOTRE DAME EN ACADIE (*Suite*)

Situation.	Fondation.	Fondateurs.	Professeurs.	Élèves.	Degrés enseignés.	Libre ou non.
Mabou.	1887	l'abbé K. Mac Donald,	5	75	12 B	
New Glasgow.	1887	M ^{gr} Cameron,	13	465	12 A	libre.
Sydney- Mines.	1900	l'abbé Mac Kinnon,	21	966	12 A	
Whitney- Pier.	1902	l'abbé Neil M ^c Donald,	33	1.026	12 A	
Inverness.	1904	l'abbé A. L. M ^c Donald,	13	593	12 A	

Les quatre premiers couvents indiqués sur ce tableau ne comptent que des élèves français, tandis que, dans les autres, aux français qui sont la majorité se mêlent plusieurs anglais. Les programmes de la plupart de ces écoles, qui conduisent à l'école normale, devaient naturellement exercer une grande influence en Acadie. Il serait cependant injuste de prétendre, comme quelques-uns l'ont fait, que ces religieuses, de parti pris, aient travaillé à l'anglicisation des Acadiens. Reconnues comme institutrices officielles et recevant les subsides de la province, elles n'ont fait que mettre en pratique les programmes des écoles qui, en Nouvelle-Écosse, ne comportait pas, ou presque pas de français jusqu'en 1902, et encore assez peu depuis. En outre, à ses débuts la congrégation possédait peu de professeurs capables d'enseigner utilement le français ; cependant plusieurs Acadiens voyaient avec peine certaines de leurs jeunes filles entrer à Halifax, où, après quelques années passées en communauté, elles oublièrent complètement leur langue maternelle. Une autre cause concourait à tarir la source des professeurs françaises : la congrégation possédait aux États-Unis des écoles où elle envoyait des jeunes Acadiennes parce que là, dans ce pays anglais, les programmes des hautes classes faisaient une plus large place

au français que dans nos provinces bilingues (1). Il n'en est pas moins vrai que contre ces religieuses très dévouées et remarquables au point de vue pédagogique, les critiques se sont faites trop acerbes. Leurs écoles, sans être des foyers de vie française, accordaient néanmoins, il faut le reconnaître, à l'étude de notre langue une part moins étroite que dans les écoles publiques ordinaires. On continuait à y enseigner le français jusque dans les derniers degrés, alors que le code scolaire de la province ne le permet que jusqu'au cinquième. De plus, après les classes, les petits Acadiens y reçoivent, au moins actuellement, l'instruction du catéchisme en français.

II. — Congrégation de Notre-Dame de la Charité (Halifax).

Plusieurs paroisses françaises possèdent des couvents dirigés par deux communautés anglaises fondées, l'une à Halifax, l'autre à Saint-Jean N. B. Dans ces deux diocèses où elles étaient nées vers 1860, elles semblaient jouir du monopole de l'enseignement dans les couvents, et il était très difficile, pour ne pas dire impossible, de faire autoriser d'autres sociétés religieuses qui auraient, semble-t-il, mieux répondu aux besoins ou du moins aux désirs de la population acadienne (2). La Congrégation de N.-D. de la Charité (Halifax) compte en Nouvelle-Écosse sept couvents, et deux au Nouveau-Brunswick. Tous ces couvents, sauf un, sont dirigés par des religieuses diplômées et suivent les programmes des écoles publiques ; ils reçoivent donc les subsides du gouver-

(1) Relations between High Schools and Colleges, p. 15-20.

(2) Bourgeois, p. 132.

nement. Les élèves, tous externes, garçons et filles, suivent ces cours comme dans les écoles ordinaires. Cependant Meteghan et Bathurst ont, en plus de l'école, un pensionnat réservé aux jeunes filles qui, tout en suivant les programmes des écoles publiques, y observent le règlement ordinaire des couvents et y cultivent les arts d'utilité et d'agrément.

COUVENTS DE NOTRE-DAME DE LA CHARITÉ (Halifax).

Nom.	Situation.	Fondateurs.	Fon- dation.	Pro- fesseurs.	Élèves.	Degrés enseignés.
Sainte-Marie,	Church-Point, N. E.	l'abbé J. Daly,	1867	2	60	11
Sacré-Cœur,	Meteghan, N. E.	» »	1868	6	170	11
Sainte-Anne,	Eel Brook, N. E.	l'abbé Donaghue,	1872	2	50	11
Saint-Pierre,	Pubnico, N. E.	l'abbé M. Leod,	1876	4	119	11
Saint-Charles,	Amberst, N. E.		1904	10	432	8
Saint-Ambroise,	Yarmouth, N. E.	l'abbé E. Mounq,	1920	4	60	12
Saint-Michel,	Wedgeport, N. E.	l'abbé Deveau,	1924	3	-	9
Sainte-Famille,	Ouest-Bathurst N. B.	Mgr. Rogers,	1864	4	190	8
Sacré-Cœur,	Bathurst, N. B.	Mgr. Barry,	1890	6	259	11

III. — Congrégation de Notre-Dame du Sacré-Cœur.

Une congrégation semblable à la précédente se fonda en 1854 à Saint-Jean N. B., sous la haute protection de Mgr. Conolly. Il voyait, avec raison, dans une telle société, un moyen aussi économique que puissant de répandre l'instruction dans son diocèse. Seule congrégation alors dans ce diocèse, elle reçut la direction de maisons importantes dans les paroisses françaises et les jeunes acadiennes, désireuses de se consacrer à l'enseignement dans les couvents, se

décidèrent à y entrer. Mais depuis plus de cinquante ans, la locomotive avait supprimé les distances, et la plupart des jeunes oblates acadiennes passaient dans la province de Québec : aussi les missions acadiennes gémissaient-elles. Alors, par une entente des plus cordiales et dans le seul dessein de promouvoir le bien commun du pays et de la religion, les religieuses anglaises et françaises se séparèrent pour former deux congrégations distinctes. Rome, par un indult du 23 décembre 1923 ratifiait cette scission. La manière paisible et charitable dont elle se fit, alors qu'elle eût pu aisément soulever des oppositions, fait grandement honneur à l'excellente formation morale et religieuse que cette maison de Saint-Jean donnait à toutes ses enfants. Le groupe français prit le nom de Religieuses de Notre-Dame du Sacré-Cœur et eut sa maison mère à Memramcouk. Le noviciat ouvert le 23 février 1923 compte déjà 12 novices et 20 postulantes, toutes acadiennes : belles espérances pour cette première communauté religieuse acadienne. Déjà pleine de vie, dès l'année suivante, la congrégation essaimait au Petit-Rocher et au Grand Sault. Voici les maisons* tenues par cette société :

<u>Nom.</u>	<u>Situation.</u>	<u>Fon- dateurs.</u>	<u>Fon- dation.</u>	<u>Pro- fesseurs.</u>	<u>Élèves.</u>	<u>Degrés.</u>	<u>Libre ou non.</u>
N.-D. du Sacré-Cœur,	Memramcouk,	P. Lefèvre,	1873	10	-		libre.
Immaculée Conception,	Bouctouche,	l'abbé F. X. Michaud,	1880	6	130	12	libre.
Sainte- Anne,	Shediac,	l'abbé A. Ouellet,	1888	8	400	7	
N.-D. de Lourdes,	Saint- Anselme,	l'abbé A. Robichaud,	1915	7	150	10	libre.
Saint- Joseph,	Moncton,	l'abbé H. Cormier,	1924	17	990	8	
	Petit-Rocher,	l'abbé N. Savoie,	1923	4	-	-	libre.
	Grand-Sault,	l'abbé F. Albert,	1924	4	-	-	libre.

Cette congrégation entièrement française compte donc actuellement 56 professeurs donnant l'enseignement à environ 2.000 élèves, la plupart acadiennes. Si, dans leur désir de préparer les élèves à l'école normale et d'obtenir pour les maisons l'aide de la province, la plupart de ces maisons suivent les programmes des écoles, on ne peut pas nier que leur influence ne serve beaucoup à l'expansion du français. Plus de 4.000 acadiennes ont déjà puisé leur instruction à la seule maison de Memramcouk. L'une des fins de ces couvents est, avons-nous dit, de préparer les élèves à l'école normale. Le résultat répond bien aux efforts : le seul couvent de Bouctouche qui ne compte que 130 élèves a vu, pendant ces dernières années, 150 élèves obtenir le brevet d'enseignement, tandis que 40 autres se joignaient à la communauté. La maison de Saint-Joseph fondée à Moncton par les soins du curé et grâce à la générosité de ses paroissiens a devant elle un brillant avenir. Moncton qui compte 1.000 familles acadiennes n'avait que des écoles anglaises pour ses milliers de petits Acadiens. Leurs locaux devenant trop étroits, la paroisse française fit élever cette superbe Académie du Sacré-Cœur et offrit la location de ces classes aux commissaires scolaires. La commission quoique composée en majorité d'Anglais, mais pleine de bienveillance et de déférence pour la population française, accepta l'offre gracieuse qui la dispensait de construire une nouvelle école. Nous signalons d'autant plus volontiers l'attitude digne et généreuse des commissaires de cette ville, que les mêmes démarches aboutirent ailleurs à un échec pénible.

L'influence des programmes anglais est heureusement contrebalancée par l'atmosphère française que créent ces

institutrices et ces élèves tous français. Dans le pensionnat, même en dehors des cours, l'usage du français y est soigneusement surveillé ; nous relevons à ce sujet dans les notes qui nous ont été adressées : « La société du Bon Langage, établie depuis quelques années au pensionnat, y fait un bien immense, grâce à sa parfaite organisation, à la compétence et au dévouement inlassable des directrices et de Monsieur le Chapelain, aux soirées littéraires, et surtout aux jetons qui sont la solde de chaque faute contre le français ». Puissent ces utiles initiatives ne pas rester sans écho dans les autres couvents, où l'on n'aurait pas encore organisé de telles sociétés pour la défense de la langue française.

IV. — Religieuses hospitalières de Saint-Joseph.

Les religieuses hospitalières de Saint-Joseph, dont la maison mère est à Montréal, de par leurs constitutions et comme l'indique leur nom, ont pour fin principale le soin des malades. Ne restaient-elles pas fidèles à leur vocation, en voulant guérir par l'instruction « ce blessé de l'expulsion, ce déshérité d'une race abandonnée, ce samaritain de la politique utilitaire... et verser dans ses plaies plus morales que physiques, le baume de la consolation... et sur ce front obstiné et précocement ridé faire jaillir la lueur d'une noble intelligence qui y était emprisonnée par l'indigence et l'oubli » ? (1) Aussi, à côté de superbes hôpitaux construits par ces religieuses, les voyons-nous dresser des écoles françaises à Campbellton, à Tracadie et à Saint-Basile.

Dans le couvent délabré de Saint-Basile, abandonné en 1873 par les Sœurs de charité de Saint-Jean, s'installèrent,

(1) Albert, p. 270.

à l'automne de la même année, trois hospitalières de Montréal. Les classes commencèrent en 1874. L'existence dans ce couvent, pauvre et étroit, coûta la vie à plus d'une sœur, et, en 1876, la maison mère, après y avoir dépensé plus de 6.000 dollars, voulut le fermer. Les héroïques fondatrices demandèrent un sursis d'une année. Les dons arrivèrent ; en 1877, s'éleva une nouvelle construction et dix jeunes Acadiennes s'attachèrent à la communauté pour en partager le travail et la pauvreté. Jusqu'à 1885, dans des classes complètement indépendantes de l'État, les sœurs n'avaient pour élèves que des jeunes filles, — quelques externes et une vingtaine de pensionnaires, — tout ce que pouvait loger le couvent. Elles prirent alors l'œuvre des orphelins et des petits garçons comme pensionnaires, huit au début. La même année, elles se chargèrent de l'école paroissiale et adoptèrent les programmes officiels ; le couvent reçut donc une subvention du gouvernement qui en accordait une autre à l'hôpital depuis 1888. De 1885 à 1889 elles construisirent un grand couvent en briques qu'il fallut agrandir encore en 1897. En 1901 elles bâtirent pour les garçons une maison en bois mesurant 150 pieds de long avec une installation à « rendre jaloux plusieurs de nos meilleurs collègues » (1).

A cette époque, le couvent abritait quatre-vingts filles et presque autant de petits garçons, dirigés par une cinquantaine de religieuses... Mais au cimetière, dix-huit croix de bois témoignaient d'autant d'héroïnes mortes de fatigues et de privation : pas une n'avait atteint la quarantaine ! Plus de 2.200 petites filles et près de 2.000 petits garçons ont jusqu'ici reçu une instruction, surtout française, de cette maison bienfaisante ;

(1) Notice historique sur l'Hôtel-Dieu de Saint-Basile, p. 10.

et plus de 380 orphelines et 270 orphelins y ont reçu en plus la nourriture et le vêtement, la plupart gratuitement ; 300 jeunes filles y ont préparé leur brevet d'enseignement (1), tandis que nombre de petits garçons en sortaient pour suivre les cours commerciaux ou classiques dans les collèges. L'an dernier, les registres accusaient la présence de 166 filles dont 113 pensionnaires, et de 117 garçons. Il serait injuste, en parlant de ce couvent, de ne pas mentionner le nom de Mgr. Dugal. P. A. V. G., curé de Saint-Basile depuis 1880, qui a eu une « part prépondérante » dans le « développement de cette institution bénie » (2).

L'Hôtel-Dieu de Tracadie, fondé en 1868 pour les soins des lépreux, recueillit dès le début quelques petits orphelins et se chargea de l'école paroissiale jusqu'en 1886. Deux ans plus tard, il ouvrait des classes régulières, mais le magnifique pensionnat actuel ne date que de 1912. La moyenne annuelle des élèves varie entre 230 et 240, parmi lesquels une quarantaine de petits garçons et une centaine de filles pensionnaires ; les autres, externes, viennent de la paroisse même. Les cours comprennent tous les degrés des écoles publiques et préparent à l'école normale et à l'université. Cependant ce couvent reste indépendant du gouvernement, dont il ne reçoit aucune subvention. Les élèves, qui le désirent, peuvent y faire un cours commercial donné surtout en anglais, tandis que, dans toutes les autres classes, le français est l'objet de soins tout particuliers. Quant à l'installation matérielle de la maison, il est difficile de trouver mieux.

(1) Souvenir du cinquantième anniversaire, p. 12.

(2) Notice historique, p. 24.

V. — Congrégation des Filles de Jésus.

La congrégation des Filles de Jésus continua en Acadie l'œuvre éducatrice qu'elle avait dû interrompre en France. Le Cap Breton, si dénué au point de vue français, eut l'avantage de les recevoir en 1902. Afin de n'être pas à charge aux Acadiens qui auraient été obligés de soutenir à la fois l'école publique et le couvent, les religieuses décidèrent de préparer leur brevet officiel. A force de travail et de persévérance, elles obtinrent leurs diplômes, et Arichat, avec la permission du surintendant Mackay, leur confia sa grande école en 1910. Depuis, tous les enfants de la localité, protestants et catholiques, anglais et français, y suivent les mêmes cours. Sur les 145 élèves qui les fréquentent, plus de la moitié sont français. Subventionnée par le gouvernement, l'école en a adopté les programmes, mais avec le privilège de continuer l'enseignement du français jusqu'aux derniers degrés. On a constaté que les rapports fraternels entre les différentes nationalités de la localité ont beaucoup gagné par cet enseignement bilingue dont tous les élèves veulent profiter. Près de l'école, s'élève un pensionnat dont la majorité des élèves sont anglaises : ces élèves, eux aussi, ont à cœur de recevoir une sérieuse formation bilingue. Cette œuvre, après la mort de son fondateur, l'abbé L. Gallant, continua d'être soutenue par le dévoué curé actuel, M. Monbourquette.

En 1903, une petite colonie de la même congrégation prenait possession, à Chélicamp, d'un couvent construit par l'abbé Fiset. Elles ouvrirent immédiatement quelques classes dans cette localité purement acadienne, et, quelques années plus tard, on leur confiait l'école paroissiale. En 1924, le couvent disparaissait dans un incendie, mais les Acadiens

avaient vu les religieuses à l'œuvre, et leur travail et leur générosité élevèrent un nouveau couvent plus grand, plus beau, qui vient d'ouvrir ses portes en septembre de cette année (1925).

Presque en même temps, la congrégation fondait deux couvents au Nouveau-Brunswick. Dalhousie comptait dans sa population de nombreux Acadiens qui ne recevaient aucun enseignement français convenable. L'abbé Boucher, curé de cette ville, pour protéger cette partie négligée de son troupeau, fit appel aux Filles de Jésus. Elles ouvrirent en 1903 une école libre pour les enfants de la ville ; elles y construisirent aussi un pensionnat mixte ; une cinquantaine de petits garçons y font leurs études primaires et certains se préparent à l'enseignement des collèges ; autant de petites filles y reçoivent l'instruction tout en y cultivant les arts d'agrément. Dans ces institutions, on enseigne les deux langues, mais surtout le français ; l'œuvre, pendant ses vingt-deux ans d'existence, a fait un grand bien pour la langue française. Rogersville obtint en 1904 quelques Filles de Jésus qui y ouvrirent une école libre et un pensionnat comme à Dalhousie. Si les bienfaits de cette fondation semblent moindres que ceux de la précédente, c'est que Rogersville était complètement acadien, tandis qu'à Dalhousie les Acadiens semblaient submergés par les Anglais. Voici un résumé des œuvres des Filles de Jésus :

<u>Situation.</u>	<u>Fondateurs.</u>	<u>Fondation.</u>	<u>Professeurs.</u>	<u>Élèves.</u>	
Arichat,	l'abbé Lubin Gallant,	1902	5	145	École officielle et Pensionnat.
Chélicamp,	l'abbé Fiset,	1903	5	200	» »
Dalhousie,	l'abbé Boucher,	1903	10	260	Pensionnat et école libre.
Rogersville,	Mgr. Richard,	1904	4	120	» »

VI. — Dernières fondations de couvents.

En 1905, les Filles de la Sagesse, dont la maison mère est à Saint-Laurent-sur-Sèvres, Vendée, ouvrait à Edmunston un couvent qui reçut d'abord 125 élèves, tous de la ville. Le nombre de ceux-ci augmentant, il fallut, en 1911, ajouter une nouvelle aile au premier bâtiment. Aujourd'hui, ce couvent réunit plus de cinq cents élèves répartis dans les douze degrés du cours officiel, sous la direction de quinze religieuses. Nous savons que cette congrégation possède quelques autres maisons tout près d'Edmunston, mais malheureusement pour nous, de l'autre côté de la frontière canadienne ; l'Acadie serait pourtant si heureuse de voir cette congrégation établir chez elle d'autres couvents semblables à celui d'Edmunston.

Les religieuses de Jésus-Marie, qui ont déjà plusieurs maisons très florissantes dans la province de Québec, arrivèrent en 1918 à Lamèque pour prendre possession d'un couvent que les braves Acadiens et leur curé M. A. Trudel, leur avaient construit. Le pensionnat compte une cinquantaine de jeunes Acadiennes ; mais le nombre des externes, petits garçons et petites filles, est plus grand. Sans être une école officielle, ce couvent suit les programmes de la province et prépare les jeunes filles à l'école normale, et les petits garçons à l'enseignement des collèges. Le français y est mieux enseigné que dans les écoles publiques ; aussi la paroisse de Lamèque se félicite-t-elle de posséder un tel établissement avec des religieuses si dévouées.

Saluons avec amour à son berceau la plus jeune congrégation acadienne, fondée en 1923 par M. Melanson, curé de Campbellton, dans le dessein de propager l'éducation fran-

caise et la doctrine religieuse dans les paroisses acadiennes. Cette nouvelle société répondait à un besoin réel, car, jusqu'alors, il n'y avait pas de noviciat français de sœurs enseignantes en Acadie, et nos jeunes acadiennes, désireuses de se dévouer à l'éducation, n'avaient le choix qu'entre un noviciat anglais du pays et un noviciat français d'une autre province, sans savoir si on leur donnerait ensuite la consolation de travailler pour le bien de leurs compatriotes. Destinée à l'enseignement, cette société se recrute surtout parmi les institutrices françaises, qui peuvent ainsi prendre la direction des écoles officielles dans les paroisses acadiennes. Les paroissiens de Campbellton, encouragés par leur curé, leur construisirent une belle école en briques, qui compta, dès la première rentrée (1923), près de 500 élèves. Les quinze premières novices y enseignèrent la première année et passèrent l'année suivante dans la solitude du noviciat, tandis que quinze recrues les remplaçaient à l'école. Ces religieuses, au lieu de construire de grands couvents pour enseigner, pourront se servir des locaux des écoles publiques. Déjà les paroisses acadiennes se les disputent et, l'an dernier, quatre de ces religieuses jetaient la fondation d'une succursale à Saint-Quentin. Cette année, la jeune congrégation vient d'ouvrir une grande école à Saint-Jacques N. B. et une autre à Cascapedia, P. Q.

En terminant cette magnifique liste de couvents destinés à l'enseignement, on peut affirmer, sans crainte d'erreur, que les jeunes Acadiennes, qui passent par les maisons de ces différentes congrégations françaises, reçoivent une instruction française de beaucoup supérieure à celle que les autres écoles même celles qui sont tenues par des institutrices françaises,

pourraient leur donner. L'immense majorité de nos institutrices bilingues sortent de ces couvents, où elles ont appris à aimer la langue française, tout en étudiant soigneusement, par devoir, la langue anglaise. Dans les écoles de nos humbles villages, sans négliger certes les programmes obligatoires, elles font apprendre et aimer aux petits Acadiens leur langue qu'on voudrait, semble-t-il, leur faire oublier. Plus tard, « elles n'en épouseront pas moins des fermiers et des ouvriers de leur sang : de telles mères pour l'éducation qu'elles transmettent à leurs enfants, élèvent le niveau social de la race ; elles savent faire aimer et respecter jusque dans la prière une langue ancienne et pure » (1).

(1) Lauvrière, II, p. 557.

CHAPITRE XV

Aujourd'hui et Demain.

I. — Situation actuelle de l'enseignement en Acadie.

Trop peu nombreux pour faire respecter leurs droits, force est aux Acadiens des provinces maritimes d'accepter actuellement les programmes scolaires qu'on leur impose, et aux petits écoliers français de s'adapter tant bien que mal à ce lit de Procuste officiel. En dépit de toutes les entraves qu'on leur suscite pour l'obtention des brevets d'enseignement, leur travail et leur patience inlassables leur ont permis, et l'on est heureux de le constater, de se donner des instituteurs acadiens en nombre presque suffisant pour leurs écoles bilingues.

En Nouvelle-Écosse, les Acadiens, au nombre de 56.619, souvent mêlés à la population anglaise par suite des manœuvres gouvernementales qui suivirent leur expulsion, se trouvent disséminés un peu partout dans la province. Cependant, on distingue trois groupes homogènes d'Acadiens : un dans le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse (18.661), un autre dans le comté d'Halifax (5.995), et un troisième sur l'île du Cap Breton (19.401). Dans les districts, où Anglais et Français se condoient, les écoles suivent naturellement les programmes anglais. On compte néanmoins 125 à 130 écoles acadiennes, bien que 110 seulement soient officiellement classifiées comme telles et confiées à la surveillance de l'inspecteur

français. Ces écoles, situées dans des paroisses exclusivement françaises, donnent un enseignement français élémentaire jusqu'au cinquième degré ; les autres, situées dans les districts hétérogènes, ne donnent qu'un enseignement purement anglais avec quelques bribes de français dans les degrés supérieurs. D'ordinaire, les commissaires des écoles françaises peuvent se procurer les services d'un maître bilingue ; mais, parfois, faute de mieux, il leur faut recourir à des maîtres qui ne savent pas le français. Pour obvier à cet inconvénient, les Acadiens ont demandé au gouvernement, en 1922, d'établir des cours spéciaux à l'école normale pour former des instituteurs bilingues et d'obliger les commissaires des écoles acadiennes à ne prendre que ceux-là ; une communication officieuse nous informe que ce projet sera sous peu réalisé. Quant aux élèves, leur assiduité est remarquable ; déjà, en 1851, les élèves acadiens l'emportaient sur les autres par leur régularité (1), et, en 1902, une commission officielle recevait « des témoignages importants, qui parlaient en faveur de la plus grande régularité et du plus grand désir de s'instruire chez les élèves acadiens » (2).

De même au Nouveau-Brunswick, les examens, malgré leur caractère peu engageant, n'ont pas détourné de l'école normale tous les candidats acadiens. Aussi les commissaires peuvent-ils confier leurs écoles à des maîtres français dont le nombre dépasse celui des écoles acadiennes ; plusieurs instituteurs bilingues enseignent dans les écoles anglaises. Aucune liste officielle, que nous connaissions, ne nous révèle le nombre de ces écoles françaises au Nouveau-Brunswick ; des

(1) Dagnaud, p. 169.

(2) School Law. N. S. p. 310.

autorités compétentes le fixent à 500 environ. Dans cette province, les Acadiens ont l'avantage d'être plus groupés et moins dispersés que dans la Nouvelle-Écosse ; au nombre de 121.111, ils possèdent, presque en entier, les comtés de Gloucester, de Madawaska et de Kent, et, dans les autres comtés, ils forment d'ordinaire des villages homogènes, ce qui rend la situation de leurs écoles moins défavorable.

Sur l'île du Prince Édouard, les Acadiens (11.971) sont presque tous groupés dans sept paroisses appelées « paroisses acadiennes » (1) ; on en trouve aussi de mêlés aux Anglais dans trois ou quatre autres villages. « Aujourd'hui (1918), écrit un instituteur de l'île, nos plus grandes difficultés nous viennent de la pénurie d'instituteurs formés et exercés à la pratique d'un programme vraiment bilingue. Nous n'avons pas assez d'instituteurs acadiens compétents pour pouvoir élever le niveau de l'éducation chez nous. Il y a même quelques-unes de nos écoles qui sont sous la direction de maîtres qui ne connaissent pas le français » (2). La situation semble s'améliorer : en 1922, une douzaine d'Acadiens recevaient leur brevet d'enseignement (3) et plus nombreux encore furent ceux qui, les années suivantes, s'inscrivirent aux cours de l'école normale (4). La province compte 44 écoles acadiennes dont 32 primaires, 9 secondaires et 3 supérieures, « où 1.350 élèves reçoivent l'enseignement français » (5) sous la direction d'une cinquantaine de professeurs acadiens.

(1) *Le petit Canadien*, 1918, p. 129.

(2) *Le petit Canadien*, 1918, p. 131.

(3) *School Report, P. E. I.* 1922, p. XXIX.

(4) *Calendar of Prince of Wales College*, 1924-1925.

(5) *Congrès du parler français*, p. 252.

Pour se perfectionner davantage dans l'enseignement du français, les instituteurs de cette province ont fondé en 1893, une « Association des Instituteurs Acadiens ». Depuis sa fondation, cette association tient chaque année des congrès pédagogiques dont le siège est successivement fixé en chacune des sept provinces acadiennes ; cette année, pour la première fois, elle brise son cycle septennal et réunit ses fidèles adeptes dans une nouvelle paroisse, Hope-River, où les Français sont en majorité. Contrairement à ce qui se passe trop souvent en de telles réunions, on ne se contente pas de brillantes conférences ou de savantes discussions théoriques ; sans apparat, ces modestes mais dévoués apôtres du français exposent et discutent, en famille, des questions pratiques relatives à la pédagogie ou à l'enseignement du français. « Ces Congrès ont fait un bien immense et, nous ne craignons pas de le dire, ont opéré un réveil national parmi la population acadienne » (1). Certes, l'Alliance Française (de Paris) peut en être assurée, les dons qu'elle accorde gracieusement à ces instituteurs porteront des fruits au centuple.

II. — La Société de l'Assomption.

Les Acadiens sentent si bien la nécessité de donner à leurs enfants une instruction française convenable, qu'ils prennent tous les moyens pour y parvenir. Nous avons déjà vu de quel amour ils entourent leurs collèges et leurs couvents français ; malheureusement, bien des parents ne sont pas assez riches pour y payer la pension d'un ou de plusieurs enfants. C'est en partie pour leur venir en aide que la Société

(1) Le Petit Canadien, 1918, p. 131.

de l'Assomption a été fondée en 1903. « A voir le succès prodigieux qui l'a accueillie, on ne peut douter qu'elle ne réponde à un besoin latent » (1). Société de secours mutuels, elle compte aujourd'hui près de 200 succursales dans les paroisses acadiennes. Elle offre des secours à ses membres ou à leurs parents en cas de maladie ou de décès, mais, — et c'est là sa caractéristique, — elle possède une caisse universitaire alimentée par les cotisations de ses membres. Elle entretient ainsi dans les collèges et les couvents plusieurs élèves, désignés par le sort parmi les fils des Assomptionnistes qui ont posé leur candidature. Des statistiques malheureusement incomplètes révèlent que, depuis 1905, déjà plus de cent élèves ont été entretenus, — et certains pendant une dizaine d'années — dans les collèges acadiens. Épreuves d'émulation, les Acadiennes ont fondé aussi des succursales assomptionnistes pour les dames, et ont déjà réussi à payer la pension d'une trentaine de jeunes acadiennes dans des couvents français. Ainsi cette société bienfaisante a donné au pays plusieurs hommes influents qui se distinguent dans les différentes carrières libérales.

III. — Les conventions nationales.

De 1755 à 1860, les Acadiens, broyés et dispersés par la persécution, restèrent en Acadie en groupes éparpillés et presque sans communication. Enfin, le 15 août 1881, des délégués de tous ces groupes se réunirent en assemblée nationale à Memramcoul, au centre même de l'Acadie. « C'était la première fois que les Acadiens se voyaient réunis,

(1) Revel, p. 27.

fratres in unum, depuis le grand dispersement. Ils arrivaient de tous les points des provinces maritimes, comme autrefois leurs pères étaient revenus de tous les points de la terre, pauvres, proscrits, rapportant la patrie dans leur cœur... C'était ici un peuple se réveillant d'un long sommeil d'agonie, étonné et incertain du jour national qu'il voit luire » (1). Le peuple acadien sentait trop sa faiblesse et ses besoins pour ne faire de ces assises nationales qu'une simple démonstration patriotique ; dans ces réunions, qui depuis 1881 ont lieu tous les quatre ou cinq ans, ils s'occupent toujours des moyens les plus pratiques pour relever l'Acadie. La première « convention acadienne » choisit une fête nationale ; la seconde, à Miscouche en 1884, adopta un drapeau national acadien : le drapeau tricolore avec une étoile brillante sur le bleu ; la troisième, à Church-Point en 1890, décida la fondation d'un collège français à la baie Sainte-Marie et s'occupa presque exclusivement de l'enseignement du français, « dans toutes les écoles, soit primaires, soit secondaires, académies ou collèges, couvents ou pensionnats » (2). La convention formula sur l'enseignement du français des résolutions, qui probablement n'auraient pas fait tant de bruit dans le pays, si elles n'avaient été aussi justes et aussi légitimes. Ces réunions solennelles des délégués de tout un peuple continuent à se tenir, en passant par les différentes paroisses françaises des provinces maritimes. Toutes s'occupent activement et efficacement de la conservation et du développement de la langue française dans le pays. Les discours qu'on y entend révèlent bien un peuple qui veut vivre, et ne point sacrifier sa langue.

(1) Poirier, p. 215.

(2) Robidoux, p. 118.

IV. — Journaux français en Acadie.

Dans un pays bilingue comme les provinces maritimes, le journal français, quotidien ou hebdomadaire, exerce nécessairement une influence très grande pour le maintien de la langue française ; il tient aussi le peuple au courant des questions nationales. Nous ne sommes plus au temps où les journaux se rangeaient parmi les articles de luxe. Avant 1850, « à peu près seuls les maîtres de poste et les instituteurs recevaient la *Gazette de Québec* ou *Le Canadien*. Ces périodiques faisaient le tour du canton, passant de mains en mains jusqu'aux chaumières voisines de la forêt » (1). L'Acadie avait besoin de journaux qui porteraient à ses enfants ses désirs, ses craintes et ses espérances. « Je suis surpris et émerveillé de la ténacité et du courage des fondateurs des journaux acadiens », fait remarquer un Français de France, ami des Acadiens, qui les avaient vus à l'œuvre. « Accordons-leur de grand cœur les éloges qu'ils méritent, dans leur rude et ingrat labeur » (2). Il fallait plus que des hommes dévoués, il fallait de véritables apôtres pour créer un journal en Acadie, au milieu du siècle dernier. « Fils de parents élevés sous le régime absolu des rois français », les Acadiens conservèrent trop longtemps certains caractères de leurs pères : « ils se désintéressaient de l'administration de la chose publique... Il leur a manqué la prudence des enfants des ténèbres, cet esprit combattif si nécessaire dans ce nouveau monde où la violence faisait loi » (3). Leur confiance trop grande dans des

(1) Albert, p. 238.

(2) Congrès du parler français, p. 53.

(3) Albert, p. 65 et 66.

gouvernements parfois sans foi et sans conscience, leur fait grand honneur, mais les a empêchés d'éviter plus d'un malheur. Il fallait quelqu'un pour crier à ce peuple, victime de sa bonne foi, de sortir du tombeau : « *veni foras* » (1). Les journaux avaient donc à lutter contre cette résignation insouciant et à compter avec la pauvreté presque générale du peuple acadien. Malgré ces difficultés, les journaux ont prêté leur précieux concours à tant d'autres apôtres généreux, pour lancer à l'Acadie un cri de résurrection.

Le premier journal acadien, « *Le Moniteur Acadien* » fut fondé en 1866 à Shédiac. Suivirent : le « *Courrier des Provinces Maritimes* » en 1866 à Bathurst. N. B. ; « *L'Évangéline* », fondée en 1884 à Weymouth, N. E. et transférée plus tard à Moncton. N. B. ; « *L'Acadie* », à Moncton, N. B. en 1900 ; « *La Justice* » à Newcastle N. B. ; « *L'Impartial* » à Tignish. I. P. E. en 1893 (2) ; « *Le Madawaska* » à Edmunston, N. B. ; « *La Revue Acadienne* » à Montréal ; « *Le Madawaskaien* » à Edmunston N. B. en 1924. Évidemment, la population acadienne qui ne compte pas encore aux provinces maritimes 200.000 âmes, ne pouvait soutenir tant de journaux. Quand même, tous ont travaillé avec ardeur au bien de l'Acadie ; les directeurs y ont apporté le même dévouement, sinon la même compétence. Aujourd'hui restent, « *L'Évangéline* », journal de la première heure et actuellement le plus populaire ; « *Le Madawaska* » et la revue bilingue « *Le Madawaskaien* ». Cette année même a vu reparaitre le premier journal acadien disparu depuis quelques années, « *Le Moniteur Acadien* ». Nombre de journaux de la province de Québec apportent

(1) S. Jean, XI, v. 43.

(2) Congrès du parler français, p. 53.

aussi aux Acadiens le réconfortant exemple des Canadiens français. Le journal en Acadie devient, par la force même des choses, un facteur important de la force nationale tant par les idées qu'il sème que par la langue qu'il propage.

V. — Secours de l'étranger pour l'instruction.

Ce réveil national, ce désir tenace de rester français n'a pas échappé aux amis des Acadiens. Ils ne se sont pas contentés de les féliciter et de les admirer, ils leur ont envoyé discrètement des secours : ce qui a touché profondément les Acadiens, depuis longtemps peu habitués aux égards sympathiques. Les Canadiens français, qui sont toujours restés fidèles à leurs frères malheureux, ont voulu les faire profiter des avantages scolaires de leur province, et leurs collègues ont mis gracieusement à la disposition des Acadiens une dizaine de bourses d'études secondaires ou supérieures. Inutile d'ajouter que les jeunes profitent de ces avantages : toute l'Acadie en remercie les Canadiens.

« La France, qui nous avait cru perdus, nous a retrouvés après un siècle et nous a reconnus pour ses dignes enfants » (1). Mère parfois oublieuse de ses devoirs, toujours elle admire l'héroïsme et secourt le malheur. L'Alliance Française, qui fait tant pour répandre par le monde la saine influence française, envoie depuis plusieurs années, par le consul français au Canada, des dons substantiels qui servent à la diffusion du français en Acadie. Détail intéressant : le sénateur acadien Pascal Poirier, à qui on transmet, la première fois, l'offrande généreuse de la mère à sa fille, crut qu'il y avait

(1) Roy. Soc. of Canada 1884, II (B. Sulte), p. 53.

eu méprise. Il fit respectueusement remarquer au consul de France que les Acadiens étaient des sujets britanniques, « mais, par le sang, français jusque dans les moëllles, et que nous ne demandions pas mieux, la loyauté civile et la foi religieuse étant sauves, que d'avoir quelque raison d'aimer la France, s'il se pouvait, encore davantage... » La réponse fut prompte et lumineuse. Les directeurs de l'Alliance Française « nous félicitaient d'avoir un clergé catholique éclairé, dévoué, ami de la France... Il était loin de leur pensée de vouloir nous détourner de nos devoirs vis-à-vis de la Couronne et de l'Église : mais ils voulaient nous rappeler que la France se souvenait, et que nous avions là-bas des amis qui s'intéressaient à nous et qui étaient heureux de nous tendre une main fraternelle » (1). Cet incident montre bien l'attitude qu'entend garder l'Acadie envers son ancienne et sa nouvelle mère-patrie. L'Anglais ne s'étonnera pas de notre amour pour la France ; on a eu beau séparer l'enfant de la mère, leurs cœurs restent toujours unis. D'autre part, les Acadiens, toujours loyaux au roi d'Angleterre, n'ont jamais, depuis 1713, manqué à leurs devoirs de citoyens britanniques ; ils ont toujours reconnu, aussi souvent que l'occasion s'en est offerte, les faveurs et les libertés que la Couronne anglaise accorde à ses sujets.

La France a fait plus : l'Acadie ne possède pas de maison d'enseignement français supérieur ; cet enseignement, elle doit le chercher dans les universités de Québec et de Montréal. Il y a quelques années, s'est fondé un comité France-Acadie dans le « but d'établir entre la France et l'Acadie des relations de plus en plus étroites, tant au point

(1) Lauvrière, II, p. 560.

de vue intellectuel qu'aux autres... Ses efforts ont été, dès le début, encouragés : le Ministère des affaires étrangères a créé une première, puis une deuxième bourse d'études pour les étudiants acadiens présentés par la section acadienne » (1). Déjà, une dizaine d'étudiants, — pour les lettres, pour la médecine, la musique et la peinture, — ont profité de ces bourses, et retournent en Acadie, enchantés de l'accueil sympathique qu'ils ont reçu sur la terre des aïeux et des précieuses connaissances qu'ils ont acquises dans les universités françaises. De plus, le directeur de l'École Montalembert à Bécons-Asnières (près de Paris) a fondé pour les Acadiens la bourse Henri Duclaud. Ces initiatives désintéressées ont été accueillies en Acadie avec autant de reconnaissance que d'enthousiasme. Il est si doux à l'enfant de recevoir les dons de sa mère : il les sait tout imprégnés d'amour et de souvenir.

VI. — Sympathie des Canadiens anglais pour la langue française.

Sans aucune haine, dignes des aïeux qui surent si bien pardonner, nous nous rappelons ces jours pénibles où l'on voulait détruire notre foi et notre langue. Les os blanchis de nos pères semés épars sur des terres d'exil, ces héros obscurs qui, après le retour au pays, ont mieux aimé fuir les écoles qu'on leur ouvrait que de renier leur foi et leur nationalité, nous assurent que le peuple acadien ne faiblira jamais. Depuis près d'un siècle, la paix religieuse règne à nouveau parmi nous ; des hommes à l'esprit large ont enfin compris qu'un gouvernement, qui ne sait pas respecter les opinions

(1) Lauvrière, I, p. VI, et II p. 561.

religieuses de ses sujets, n'est pas digne de commander. Si, aujourd'hui, notre langue ne jouit pas encore de tous ses droits dans nos écoles, tout nous laisse entrevoir des jours meilleurs dans un avenir prochain. La grande majorité de ceux qui dirigent nos écoles professent à l'égard du français une tolérance qui leur fait honneur, dévoilent souvent leur pensée sur l'utilité des deux langues dans notre pays et parfois même montrent une sincère sympathie pour la nôtre. Nous comprenons qu'il puisse leur être difficile de rompre brusquement avec une politique que leurs prédécesseurs, aux vues moins larges et dans des circonstances différentes, ont maintenue pendant de longues années ; mais graduellement, nous n'en doutons pas, à la paix religieuse s'ajoutera la « paix des langues », indispensable aussi au bien et au progrès du Canada.

Écoutons sur ce sujet l'opinion d'autorités anglaises éminentes : « La religion et la langue des Canadiens français sont sûrement le meilleur boulevard et le plus solide fondement de leur loyalisme envers la Couronne » a dit Lord Dalhousie. « J'ai beaucoup entendu parler du bilinguisme au Canada, confirme Lord Kitchener. Les Canadiens français savent ce qu'ils veulent, et ils devraient l'obtenir : ils veulent avoir leur langue maternelle dans toutes les parties du pays ; donnez-la leur. Plus vous leur accorderez, plus ils s'attacheront aux institutions britanniques ». « On ne gagnera rien à proscrire la langue française dans les écoles », ajoute Sir Oliver Mowat. « Il faut faire de l'Université Mc Gill (la première université anglaise du Canada) dit son recteur, Sir Arthur Currie, le meilleur centre de l'enseignement de la langue française sur ce continent ». « C'est une infériorité chez les Canadiens anglais d'ignorer le français, déclare

l'honorable G. P. Graham : sans le français l'instruction d'un Canadien est incomplète ». « Le meilleur gage de succès dans la vie, ajoute Sir George Grant, c'est une connaissance approfondie du français dont on devrait encourager l'enseignement d'un bout à l'autre du pays ». « Dans les écoles canadiennes, on devrait faire une plus large place à l'étude du français », dit M. Alfred Baker. « A tous les points de vue, pour nous surtout, conclut le rapport Leathes (1918) le français est la plus importante des langues vivantes : il doit prendre et garder la première place dans nos écoles et dans nos universités ». « On devrait rendre cet enseignement obligatoire dans toutes nos écoles » précise un représentant du Nouveau-Brunswick, M. Magee. « Oui, insiste le *Globe de Saint-Jean*, on devrait enseigner le français dès l'école élémentaire » (1).

Il va de soi que la langue française, tant par les chefs-d'œuvre qu'elle a créés que par son usage fréquent entre étrangers, surtout dans la haute société, s'impose avec le grec et le latin, dans toute maison d'éducation vraiment classique. Nombre de pays, où il n'y a pas ou presque pas de Français, comme aux États-Unis et en Allemagne, accordent à cette langue classique une plus large place qu'au Canada (2). Des raisons particulières, qui heureusement disparaissent, tendaient à la rayer du programme de nos universités anglaises. Mais, depuis plusieurs années, en vain chercherait-on, dans les provinces maritimes, un collège ou une université anglaise où le français ne soit pas enseigné. Contentons-nous d'énumérer quelques maisons anglaises qui, depuis quelque

(1) Cité par Lauvrière, II, p. 549.

(2) Relation between High Schools and Colleges, p. 10 à 13.

temps, tiennent à faire un accueil plus digne à notre langue, sans pour cela diminuer le mérite des autres maisons des provinces maritimes, qui, elles aussi, font des efforts dans le même sens. Depuis longtemps déjà, l'université du Nouveau-Brunswick ne cache pas sa sympathie pour le français. En effet, dès 1896, un savant Acadien Mgr. Doucet, pour avoir donné une conférence sur la nécessité et les avantages de conserver les deux langues au Canada, recevait les remerciements et les félicitations de ses auditeurs, les professeurs et les élèves de l'Université (1). L'Université de Dalhousie à Halifax, l'une des plus anciennes du Canada, possède une chaire de français brillamment occupée par M. Gautheron, agrégé des lettres de Paris. Le collège de Sainte-Marie de la même ville, le premier collège catholique de la Nouvelle-Écosse, donne un cours de français sous la direction d'un professeur formé à Paris. Dans l'île du Prince Edouard, le collège de Saint-Dunstan, le plus ancien collège catholique des provinces maritimes, inscrit l'étude du français pendant toutes les années de son cours classique. Le gouvernement lui accorda en 1917 le pouvoir de conférer les diplômes universitaires ; mais affilié depuis 1892 à l'Université Laval (Québec), il continue d'en recevoir ses diplômes dont les examens supposent une certaine connaissance du français (2). L'Université d'Antigonish, qui s'est si rapidement développée spécialement pendant ces trente dernières années, n'a pas oublié de mettre le français dans ses programmes. La « Carnegie Corporation » lui a offert pour la fondation d'une chaire de français la somme de 50.000 dollars ; pour obtenir ce

(1) *St. John Globe*, mars 19, 1896.

(2) *St-Dunstan's University*, 1924-25.

subside, les catholiques du diocèse durent offrir une somme égale pour la fondation d'une chaire d'éducation. M. Gautheron a inauguré ce haut enseignement du français ; en 1923, il a été remplacé par un autre jeune agrégé, M. Bruno. Les directeurs de cette université comme ceux de Dalhousie, qui ne ménagent pas leurs efforts pour l'enseignement du français, regrettent, sans doute, que la plupart des élèves appelés à suivre ces cours d'études supérieures, n'aient pas reçu aux écoles publiques une formation française suffisante pour pouvoir tirer de ces cours tous les avantages possibles. Qu'importe, ces entreprises dues à des esprits vraiment larges touchent profondément les Français du Canada ; elles ne contribueront pas peu à détruire des préjugés trop enracinés, et à créer dans le pays l'atmosphère d'entente cordiale dont il a tant besoin.

VII. — Le clergé en Acadie.

Assurément la chute de tant d'obstacles et la manifestation de tant de sympathies sont pleines de promesses. Il y a pourtant pour l'Acadien d'autres raisons de confiance en l'avenir. Dans le passé, il a défendu presque avec la même ardeur sa foi et sa langue, et ce serait ignorer son histoire que de s'offusquer de cette alliance entre deux choses d'ordre si différent. Au début, on voulut l'asservir en lui imposant une nouvelle langue et une nouvelle foi (1), et lui, avec la même énergie, il se dressa contre ce double péril. La langue anglaise lui apparut à lui, simple paysan, comme le signe brutal de la persécution et d'une religion dont il ne voulait

(1) Cf. Chap. III, art. II et Chap. V, art. I.

pas ; les souffrances inouïes qu'il dut supporter ne firent que le confirmer dans sa croyance. Telle était l'aversion qu'il éprouvait jusqu'au premier quart du siècle dernier pour la langue de ses maîtres que lui, si pieux, si respectueux du prêtre, il semblait hésiter à se confier à celui qui ne parlait pas sa langue ; il trouvait pénible d'entendre la parole du prédicateur en anglais. Malheureusement les évêques, lors même qu'ils le voulaient, ne pouvaient pas toujours donner des pasteurs français aux paroisses acadiennes. Pendant si longtemps, et même sous le régime français, l'Acadien avait été habitué à voir dans le prêtre à la fois le soutien de son âme et le protecteur de ses droits ! Ainsi s'explique qu'il ait souffert d'épancher dans le cœur d'un étranger ses misères et ses peines. Il garde pour ce clergé qui lui a dispensé si généreusement les consolations de la religion une reconnaissance éternelle, mais on ne peut être surpris qu'il ait constamment gardé le désir si légitime d'obtenir des prêtres de sa langue.

Aujourd'hui, la plupart des curés connaissent les deux langues et, grâce à leurs collèges surtout, les Acadiens ont presque suffisamment de prêtres français pour leurs paroisses. Le pape, qui veille au bien supérieur des âmes, a rappelé utilement au clergé canadien, qui dessert des paroisses bilingues, de connaître les deux langues du pays : aux pasteurs d'apprendre la langue de leurs ouailles, et non aux fidèles d'apprendre celle de leur pasteur. « Que les prêtres qui s'occupent du ministère sacré s'efforcent d'acquérir une connaissance pratique et parfaite des deux langues,... et qu'ils se servent tantôt de l'une, tantôt de l'autre, selon le besoin des fidèles » (1). L'ordre si clair et si net du pape fera disparaître

(1) Benoît XV au clergé canadien, 8 sept. 1916.

certain malentendus et certaines difficultés auxquelles les Acadiens n'avaient rien à gagner. Le prêtre français en Acadie est presque le défenseur né des Acadiens, comme il l'est de tous ceux dont les droits sont violés. Son ministère ne l'oblige pas strictement à ce rôle, mais, citoyen modèle, il peut prendre la défense de ses frères et personne de bonne foi ne songera à le lui reprocher.

Le clergé français a beaucoup contribué à mettre le peuple acadien sur le même pied que les autres nationalités, en lui donnant des écoles, des couvents et des collèges. Que de curés depuis le grand vicaire Langevin ont épargné, se sont privés du nécessaire pour faire instruire les jeunes Acadiens, en fondant des bourses dans les collèges français ou en offrant des dons considérables aux couvents ou aux collèges de l'Acadie ! Et dans ces maisons d'éducation, aucun religieux, aucune religieuse ne reçoit de salaire : le vivre et le couvert que leur offre la maison leur suffisent. Aussi le prix de la pension des élèves est-il le moins élevé qu'il se peut, si bien que les frais d'entretien de ces différentes institutions ne seraient pas couverts sans l'aide du clergé et d'Acadiens plus riches. Il faut avouer qu'en agissant ainsi le clergé ne travaille pas seulement à conserver la langue française, — il serait prêt à défendre une autre nationalité dont la langue serait menacée, — mais encore et surtout la foi, dont la disparition de la langue amène souvent la perte. Il paraît surprenant au premier abord que la foi, don surnaturel, soit liée si intimement au mécanisme du langage. Nous ne pouvons dans le cadre restreint de ce travail en rechercher l'explication, mais c'est un fait constaté, devant lequel on doit s'incliner. Aux États-Unis et au Canada, pour avoir oublié leur langue, un

nombre considérable d'Irlandais ont aussi perdu leur foi. « La *Catholic Encyclopedia* déclare qu'en 1900, sur 30 millions d'Irlandais de naissance ou d'origine, on ne compte plus guère que 5 à 6 millions de catholiques. Au Canada on estime à 50 % le nombre des abjurations irlandaises » (1). Il y a cent ans passés, l'immense majorité des catholiques dans les provinces maritimes se composait d'Irlandais ou d'Écossais ; mais, depuis quelques années, en dépit de leur émigration, les Acadiens, grâce à leur merveilleuse fécondité, forment la majorité catholique des provinces maritimes :

	1881	1901	1921
Pop. cath. acadienne :	104,694 + 32 % =	137,006 + 36 % =	189,701
» » autres :	168,999 — 3 % =	163,066 + 7 % =	173,021 (2)

Puisque, d'une part, les faits démontrent qu'en Amérique la perte de la langue conduit souvent à la perte de la foi et que, d'autre part, les Acadiens forment dans les provinces maritimes la partie la plus prospère et la plus vivace du groupe catholique, une conclusion pratique s'impose : il n'y a donc aucun avantage, du point de vue catholique, à angliciser les Acadiens et il est donc aussi du devoir de tout le clergé de maintenir au Canada la langue de chaque nationalité.

VIII. — Le parler acadien.

La main qui berce l'enfant fait plus pour la conservation de la langue que les professeurs des écoles ou des collèges.

(1) Lauvrière, II, p. 539.

(2) Connaissant par les statistiques la population catholique totale, nous en avons retranché la population française — entièrement catholique, sauf un couple de mille huguenots de la Nouvelle-Écosse — pour trouver la population catholique anglaise. Si donc les chiffres ne sont pas rigoureusement exacts, ils donnent pourtant une très juste idée du nombre des catholiques des deux nationalités.

La mère acadienne apprend le français à son enfant, dès le berceau, elle lui apprend à bégayer et à aimer la langue française ; c'est de cette langue qu'on use dans toutes les familles acadiennes, alors même que tout ses membres connaîtraient l'anglais. Des étrangers, en entendant parler des Acadiens, s'étonnent que leurs conversations s'émaillent de mots, dont ils devinent plutôt qu'ils ne comprennent le sens. Pour peu qu'ils soient hostiles à ces Acadiens et ignorent la vieille langue française, ils ne manquent pas de les accuser de parler patois : ils montrent du coup que leur connaissances linguistiques sont bien faibles. L'Acadien, séparé de la France depuis plus de deux cents ans, a conservé avec une fidélité remarquable le parler de ses aïeux ; les expressions qu'il emploie en Louisiane sont les mêmes qu'en Acadie ou au Labrador où vivent aussi des Acadiens depuis l'expulsion : pourtant ces groupes n'ont eu entre eux aucune relation depuis 1755. Certains mots, certaines expressions rappellent le français de Marot, de Ronsard et de Rabelais. Quelles délices pour les étudiants acadiens, dans leurs études supérieures, de retrouver dans les auteurs de la fin du XVI^e siècle, les mots qu'ils ont entendus de leurs vieux parents.

Ce français légué aux Acadiens, hâtons-nous de le dire, n'avait rien de commun avec les nombreux patois en usage alors dans différentes provinces de France : « c'est la vieille langue nationale » (1) ne craint pas d'affirmer un professeur qui a longuement étudié leur langage. En effet plusieurs colons acadiens venaient de Paris (2) ; plus nombreux encore étaient leurs seigneurs, gouverneurs, officiers qui possédaient,

(1) Geddes, préface.

(2) Lauvrière, I, p. 169.

leurs écrits nous le prouvent, une très bonne instruction : on ne distingue pas leur français de celui de la cour de Versailles. Ces chefs, contrairement à ce qui se passait trop souvent en France, loin de s'isoler de leurs sujets, se mêlaient intimement aux travaux et à la vie des colons. Ainsi, « l'immigration qui amenait des recrues de la mère-patrie, le contact avec les gouverneurs et les officiers dont le langage avait le souci de la tenue et de la correction, l'isolement du peuple qui favorise la conservation de la langue et surtout la présence des missionnaires qui en sont partout les meilleurs gardiens » (1), contribuaient efficacement avec les écoles à unifier la langue des Acadiens et à la tenir au courant de l'usage de la bonne société française de l'époque.

Livré à lui-même depuis 1759, l'Acadien a conservé amoureusement sa langue avec ses termes, aujourd'hui parfois désuets et vieillis. Ses maîtres d'école ambulants et ses modestes écoles primaires ne purent plus le mettre, pendant près de deux siècles, au courant des réformes de l'Académie ou des usages de France ; il s'en tint donc à sa vieille langue. Mais même avec cette langue quelque peu démodée, s'il eût été donné à nos vieux Acadiens d'assister à la séance de l'Académie française sur les concours de 1924, ils auraient applaudi, peut-être pleuré, en entendant le secrétaire de l'Académie parler « du miracle et du martyr acadien » et féliciter ce peuple d'avoir conservé si précieusement « notre langue française » au prix de tant de difficultés. M. Doumic saluait aussi cette « nouvelle génération d'Acadiens qui s'élève, intelligente, instruite et entreprenante » (2). Cette nouvelle

(1) Congrès du parler français, p. 48.

(2) Rapport de M. Doumic sur les concours de l'année 1924, p. 5 et 6.

génération laisse tomber ces vieux mots français si savoureux qui donne tant de charme au français de l'Acadie. Les collèges, les couvents, les écoles et les journaux français ramènent les Acadiens au français moderne. Fatalité, dira-t-on, et pourtant, on ne peut s'empêcher d'éprouver un mélancolique regret en voyant peu à peu disparaître cette langue si savoureuse et si pittoresque.

IX. — La population acadienne.

L'incoercible natalité acadienne, qui fait la force du pays, a permis à ces quelques colons français de Port-Royal d'atteindre le chiffre de 18.000 âmes au moins, en un peu plus de cent ans (1632-1758). Le joyeux Diéreville, visitant l'Acadie vers 1700 écrivait : « Il faut voir comme la marmaille fourmille... et on dirait qu'ils sont presque tous d'un même âge... Deux couples voisins... ont... l'un et l'autre, chacun dix-huit enfants, tous vivants : c'est être fort habile en ce métier ; cependant un autre couple a été jusqu'à vingt-deux et en produit encore davantage ». Grâce à la religion, qui conserve ses mœurs pures, l'Acadien n'a rien perdu de sa prodigieuse fécondité du XVII^e siècle. Réduits par la dispersion de 1755 à quelques centaines en Acadie, ils arrivèrent bientôt à une population de 200.000 âmes. Si Diéreville revenait en Acadie, il constaterait que les enfants sont encore « la richesse du pays » (1). Chez les Acadiens on ne se vante pas d'avoir une nombreuse famille à moins d'une douzaine d'enfants, et même les familles de quinze ne sont pas trop

(1) Diéreville, p. 76.

rares. Les statistiques officielles indiquent clairement la victoire graduelle des berceaux acadiens.

		1881	1901	1921
Nouvelle-Écosse	{ Anglais :	401.264	414.413	467.218
	{ Français :	41.219	45.161	56.619
Nouveau-Brunswick	{ Anglais :	264.598	251.141	266.765
	{ Français :	56.635	79.979	121.111
Ile du Prince Édouard	{ Anglais :	98.241	99.393	76.644
	{ Français :	10.751	13.866	11.971
Les trois provinces	{ Anglais :	764.002	754.947	810.627
	{ Français :	106.694	139.006	189.701

Dans ces statistiques sous le titre d'Anglais entrent tous ceux qui ne sont pas français : Italiens, Allemands, Indiens, Nègres, etc. Et encore, si cette population reste la plus nombreuse, elle doit cette supériorité aux nombreuses immigrations qui ont eu lieu depuis la conquête de 1759, tandis que la population française vient entièrement des quelques échappés de la grande tragédie de 1755. Voici le pourcentage de l'augmentation de la population des provinces maritimes pendant ces dernières années :

	1881 à 1901	1901 à 1921
Population totale :	4 0/0	12 0/0
« anglaise :	— 13 0/0	8 0/0
« française :	32 0/0	36 0/0

X. — Demain.

L'avenir s'annonce donc plein d'espérance. Persécutés dans leur langue depuis plus de deux cents ans, les Acadiens s'y sont attachés avec d'autant plus d'ardeur. Privés de tous leurs biens, dans leur désespoir ils ont embrassé, dans la même étreinte et presque avec le même amour, leur foi et

leur langue. En tournant les pages de l'histoire, on rencontre des peuples qui, moins persécutés que le peuple acadien, ont abandonné leur langue et souvent aussi leur foi : mais peut-on en rencontrer qui aient résisté aussi longtemps et aussi victorieusement à des persécutions contre leur langue ?

Dans quel temps marquaient-ils tant de constance ?
Dans le même temps que la France
Ne pouvait pas les soulager,
Et qu'on leur promettait une entière assistance
S'ils avaient bien voulu changer.
Ils ne se laissaient pas aller à l'amorce ;
Ils ne voulaient pas être Anglois,
Et de tout leur courage, ils défendaient leurs droits ;
Contraints de céder à la force,
Tout vaincus qu'ils étaient, ils demeuroient François...
Que de peuples réduits à leur extrémité
Pour être plus heureux, auraient changé de maîtres ! (1)

On croirait que ces vers leur ont été récemment consacrés, tant ils conviennent à leur situation : ils sont de 1708 ! Jamais ils n'ont eu plus d'à propos qu'aujourd'hui.

Les souvenirs du passé n'ont laissé chez l'Acadien aucune rancœur : toujours patient, toujours paisible, il va jusqu'à s'écrier : « Heureuses misères ! heureuses difficultés ! heureuses épreuves de nos pères !... Sans vous, serions-nous aujourd'hui ce que nous sommes ?... Aujourd'hui, nous recueillons les fruits de leurs efforts, comme demain nos enfants recueilleront, à leur tour, les bienfaits de notre fidélité au passé, et de notre intelligente préparation de l'avenir » (2).

(1) Diéreville, p. 82.

(2) Blanchard, p. 16 et 17.

Il fallait ne pas connaître le caractère français pour croire que la persécution pût briser les Acadiens : il y a cinquante ans à peine, leur sang coulait encore pour la défense de leurs écoles. Fasse le ciel que ces jours, si glorieux qu'ils puissent être pour nous, ne se renouvellent plus pour l'honneur de la civilisation. Libre aujourd'hui pour sa religion, puisse l'Acadien jouir bientôt de la liberté complète de parler et d'enseigner sa langue, ce droit si intime, si inséparable de la nature humaine, qu'il suffit qu'on l'attaque pour que tout l'être tressaille et se révolte. Quand sonnera cette heure ardemment désirée, l'Acadien chantera son entière délivrance, et, oubliant le passé, saluera avec le même amour et le même enthousiasme, la France qui lui a donné la vie, l'Angleterre qui lui aura rendu la liberté.

Vu :

Le 25 juin 1925,

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

Ferdinand BRUNOT.

Vu

et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

Pour le Recteur

L'Inspecteur de l'Académie,

A. THYBEAULT.

SOURCES PRINCIPALES.

I. — DOCUMENTS MANUSCRITS.

Archives de la Propagande, Rome :

Scritture Antiche, vol. 260. *Brevis ac dilucida...* (1656).

Bibliothèque Sainte-Geneviève, Mss. L., p. 36.

Archives Nationales :

Colonies. *Acadie*, C¹¹ D.

Vol. I, f. 17, 52, 70, 87, 56-61, 181.

Vol. II, f. 112, 147-148, 162-219, 260-280.

Vol. III, f. 27-40, 118-131.

Vol. IV, f. 122-144, 17.

Vol. VII, f. 94.

Carton X. Mémoires (non paginés).

Mss. 203-5, 242, 501-3, 648-55.

S. 3705 et S. 3706 (Arch. Ordre Rel.)

Bibliothèque Nationale :

Mss. Fr. Nouv. Acq. : 9280, f. 70, 108.

9281, f. 23, 56, 42, 99, 104, 142, 210.

9282, f. 14, 21, 26, 27, 75-79, 86, 94, 126,
136, 143, 166.

9273, f. 100-106, 198.

Ms. Fr. : 156-21, f. 265-272.

159-87, f. 157-250.

Archives Affaires Étrangères :

Mémoires et documents : *Amérique*, vol. IV ; *Corr. pol. angl.*
vol. 85.

II. — IMPRIMÉS.

XVII^e SIÈCLE.

- BIARD, Père P. — *Relations de la Nouvelle France et de ses terres...* 1616, Lyon.
- LECLERCQ, Père Chrestien. — *Nouvelle relation de la Gaspésie*, 1641, Paris.
- LECLERCQ, Père Chrestien (1). — *Premiers établissements de la foi catholique dans la Nouvelle France*, 2 vol. 1691, Paris.
- LESCARBOT, Marc. — *Histoire de la Nouvelle France...* 1609, Paris.
- LE TAC, Père Sixte. — *Histoire chronologique de la Nouvelle France*, 1688, Paris.
- SAGARD, Père Gabriel. — *Histoire du Canada et des voyages que les Frères mineurs récollets y ont faits*, 2 vol. 1634, Paris.
- SAINT-VALLIER, Mgr. — *État présent de l'église de la Nouvelle France*, 1680.
- Anonymes : — *Actes Royaux de 1603, 1605*, Paris.
— *Relatio rerum gestarum in Nova Francia missione*, 1618, Paris.
— *Au roy sur la Nouvelle France*, 1626, Paris.
— *Compagnie de la Nouvelle France*, 1627, Paris.
— *Le Nouveau Monde*, 1649, Paris.
— *État présent de l'Église dans la Nouvelle France*, 1688, Paris.

XVIII^e SIÈCLE.

- CHARLEVOIX, Père. — *Histoire et description générale de la Nouvelle France*, 3 vol. 1744, Paris.
- DIÉREVILLE. — *Relation du voyage de l'Acadie ou Nouvelle France*, 1708, Rouen.
- JEFFREYS, J. — *History of the French Dominion*, 1761, London.

- PICHON, Th. — *Genuine Letters on Cap Breton*, 1760, London.
- Anonymes : — *Compagnie de la Nouvelle France*, 1740, Paris.
— *A Geographical History of Nova Scotia*, 1749, London.
— *Relation de ce qui s'est passé en Acadie*, 1755, Paris.
— *Mémoire sur les Acadiens présenté à NN. SS. du clergé de France*, 1755, Paris.

XIX^e SIÈCLE.

- AKINS, Th. — *Selection from Public Documents*, 1869, Halifax.
- ALLAIN, Chanoine A. — *L'instruction primaire en France...* 1881, Paris.
- BOUCHETTE, J. — *The British Dominion in North America*, vol. II, 1832, London.
- BRASSEUR DE BOURBOURG. — *Histoire du Canada*, 2 vol. 1852, Paris.
- CASGRAIN, l'abbé H. R. — *Pèlerinage au pays d'Évangéline*, 1889, Paris.
- CASGRAIN, l'abbé H. R. (1) — *Une seconde Acadie*, 1894, Québec.
- CASGRAIN, l'abbé H. R. (2) — *Les Sulpiciens en Acadie*, 1897, Québec.
- COZZEN, F. — *Acadia*, 1859, New-York.
- CAMPBELL, D. — *History of Nova Scotia*, 1873, Montréal.
- DESCHAMPS, Léon. — *Biographie d'Isaac de Razilly*, 1887, Paris.
- DOUCET, Mgr S. J. — *Dual Language in Canada*, 1896, Saint-John, N. B.
- DUSSIEUX, L. — *Le Canada sous la domination française*, 1885, Paris.
- DU BOSQ DE BEAUMONT. — *Les derniers jours de l'Acadie*, 1889, Paris.
- FAILLON, l'abbé E. — *Vie de Sœur Marguerite Bourgeois*, 2 vol. 1853, Villemarie.
- GARNEAU, F. X. — *Histoire du Canada*, vol. I, 1913, Paris.
- GOURDE, A. — *Chartes coloniales de l'Amérique du Nord*, 3 vol. 1884, Paris.

- HALIBURTON, T. C. — *Statistical and Historical account of the Province of Nova Scotia*, 1829, Halifax.
- LEGUERNE, l'abbé. — *Lettre du Père Leguerne*, 1889, Québec.
- MOREAU, l'abbé M. — *Histoire de l'Acadie française de 1589 à 1755*, 1873, Paris.
- PARKMAN. — *The Pioneers of France in the New World*, 1874, Paris.
- PARKMAN (1). — *The Jesuits in North America*, 1882, Paris.
- PLESSIS, Mgr. — *Journal de voyage*, 1811.
- POIRIER, P. — *Le Père Lefèbvre et l'Acadie*, 1898, Montréal.
- RAMEAU, E. — *La France aux colonies*, 1859, Paris.
- RAMEAU, E, (1). — *Une colonie féodale en Amérique*, 2 vol. 1889, Paris.
- RICHARD, Édouard. — *Acadia*, 2 vol. 1895, New-York.
- ROCHEMONTEIX, Père C. — *Les Jésuites et la Nouvelle France*, 3 vol. 1895, Paris.
- TANGUAY, l'abbé. — *Répertoire général du clergé canadien*, 1868.
- THWAITES, R. G. — *Jesuits' Relations and Allied Documents*, 1896, vol. I et II, Cleveland.
- SULTE, B. — *La langue française au Canada*, 1898, Lévis.
- Anonymes : — *The British Dominion in North America*, 2 vol. 1832, London.
— *Acte de l'Amérique britannique du Nord*, 1867, Ottawa.
— *Collection de documents relatifs à la Nouvelle France*, vol. I, 1883, Québec.
— *Mémoires sur les missions de la Nouvelle Écosse (1787-1828)*, 1895, Québec.

XX^e SIÈCLE.

- ALBERT, l'abbé T. — *Histoire du Madawaska*, 1920, Québec.
- BIGGAR, H. B. — *Early trading Companies of New France*, 1901, Toronto.
- BINGAY, J. — *Public Education in Nova Scotia*, 1919, Kingston, N. S.

- BLANCHARD, H. — *Les Acadiens de l'île Saint-Jean*, 1921.
- BOURGEOIS, C. S. C. Père F. — *Vie de l'abbé Lafrance*, 1913, Montréal.
- BOURGEOIS, C. S. C. Père F. — *Panegyrique du Père Sigogne*, Weymouth.
- BRUNOT, F. — *Histoire de la langue française*, vol. V,
— 1917, Paris.
- CADMORE and MAC LEAN. — *Aperçu historique et statistique sur l'instruction publique au Canada*, 1921, Ottawa.
- CANDIDE, O. M. Père. — *Port-Royal en 1650*, 1906, Québec.
- CANDIDE, O. M. Père (1). — *Silhouettes de Missionnaires*, 1911, Québec.
- DENY, Nicolas. — *Description of Natural History of North America* (Champlain Society), 1908, Toronto.
- DAGNAUD, C. J. M. Père. — *Les Français du Sud-Ouest de la Nouvelle Écosse*, 1905, Valence.
- DESROSIERs et FOURNET. — *La race française en Amérique*, 1911, Montréal.
- DU BOSQ DE BEAUMONT. — *Une France oubliée*, 1908, Paris.
- FARRINGTON. — *French Educational Ideals of today*, 1919, New-York.
- FINLEY. — *The French in the Heart of America*, 1915, New-York.
- GEDDES, J. — *An Acadian French Dialect*, 1908.
- GOSSELIN, l'abbé A. — *Mission du Canada avant Mgr. Laval*, 1909, Évreux.
- GOSSELIN, l'abbé A (1). — *L'Église du Canada*, 3 vol. 1911, Québec.
- GOSSELIN, l'abbé A (2). — *L'instruction au Canada français (1635-1760)*, 1911, Québec.
- GEORGES, C. J. M. Père E. — *Mgr. Gustave Blanche*, 1923, Bathurst, N. B.
- GEORGES, C. J. M. Père E. — *Père Lebastard*, 1921, Bathurst, N. B.
- GOYAU, G. — *Les origines religieuses du Canada*, 1924, Paris.
- HUGOLIN, O. F. Père. — *Les Récollets missionnaires en Acadie (1613-1633)*, 1912, Lévis.
- LAUVRIÈRE, E. — *La tragédie d'un peuple*, 2 vol. 1925, Paris.

- LENHART, O. M. Père. — *The Capucins in Acadia and Northern Maine, Catholic Historical Society of Philadelphia*, vol. 27 N°3, et vol. 28 N°1.
- LESCARBOT, M. (1). — *Œuvres : édition de la Champlain Society*, 3 vol. 1907, Toronto.
- LEARNED and SELLS. — *Education in the Maritime Provinces*, 1922, Toronto.
- LEYMARIE, A. L. — *Études sur l'histoire des premières années de la Nouvelle France*, 1913, Saint-Jérôme.
- MAC ADOO, W. — *Some international Aspects of Public Education*, 1916, New-York.
- MAHONEY. — *Federal Government and Education*, 1922, New-York.
- MELANSON, l'abbé A. — *Vie de l'abbé Bourg*, 1921, Rimouski.
- REVEL, É. — *Les Acadiens, aujourd'hui et autrefois*, 1909, Paris.
- ROBIDOUX, F. — *Conventions nationales des Acadiens*, 1907, Shediac, N. B.
- ROVOLTE C. J. M. Père. — *Vie du T. H. Père Ledoré*, 2 vol. 1925, Besançon.
- SIEFRIED. — *Canada. Les deux races*, 2 vol. 1906, Paris.
- THIBEAU, P. W. — *Education in Nova Scotia before 1811*, Washington, 1922.
- Anonymes : — *L'Acadie et ses missionnaires*, 1925, Montréal.
- *Relations between High Schools and Colleges*, 1905, Halifax.
- *Le Congrès du Parler Français*, 1912, Québec.
- *Notice historique sur l'Hôtel-Dieu de Saint-Basile*, 1923.
- Revue Canadienne : — *Royal Society of Canada*, 1884-1923, Montréal.
- *Le Parler Français*, vol. I — XIV, Montréal.
- *Écho de Saint-François*, août 1914 et juin 1922, Ottawa.
- *Le Petit Canadien*, 1918, N° 5, Montréal.

PUBLICATIONS OFFICIELLES.

Report on Canadian Archives, 1888 à 1918, Ottawa.

Manual of School Law, Nova Scotia, 1921, Halifax.

Manual of School Law, New-Brunswick, 1922, Fredericton.

The Public School Act, 1877, Charlottetown, 1911.

The Public School Act, 1920, Charlottetown, 1920.

Annual Report of the Chief Superintendant of Education of N. S. 1924, Halifax.

Annual Report of the Chief Superintendant of Education of N. B. 1923, Fredericton.

Annual Report of the Chief Superintendant of Education of P. E. I. 1924, Charlottetown.

Annuaire statistique du Canada, 1881 à 1921, Ottawa.

Sixth census of Canada, Literacy, Ottawa.

Sixth census of Canada, School Attendance, Ottawa.

Annual Report on Education, 1922, Ottawa.

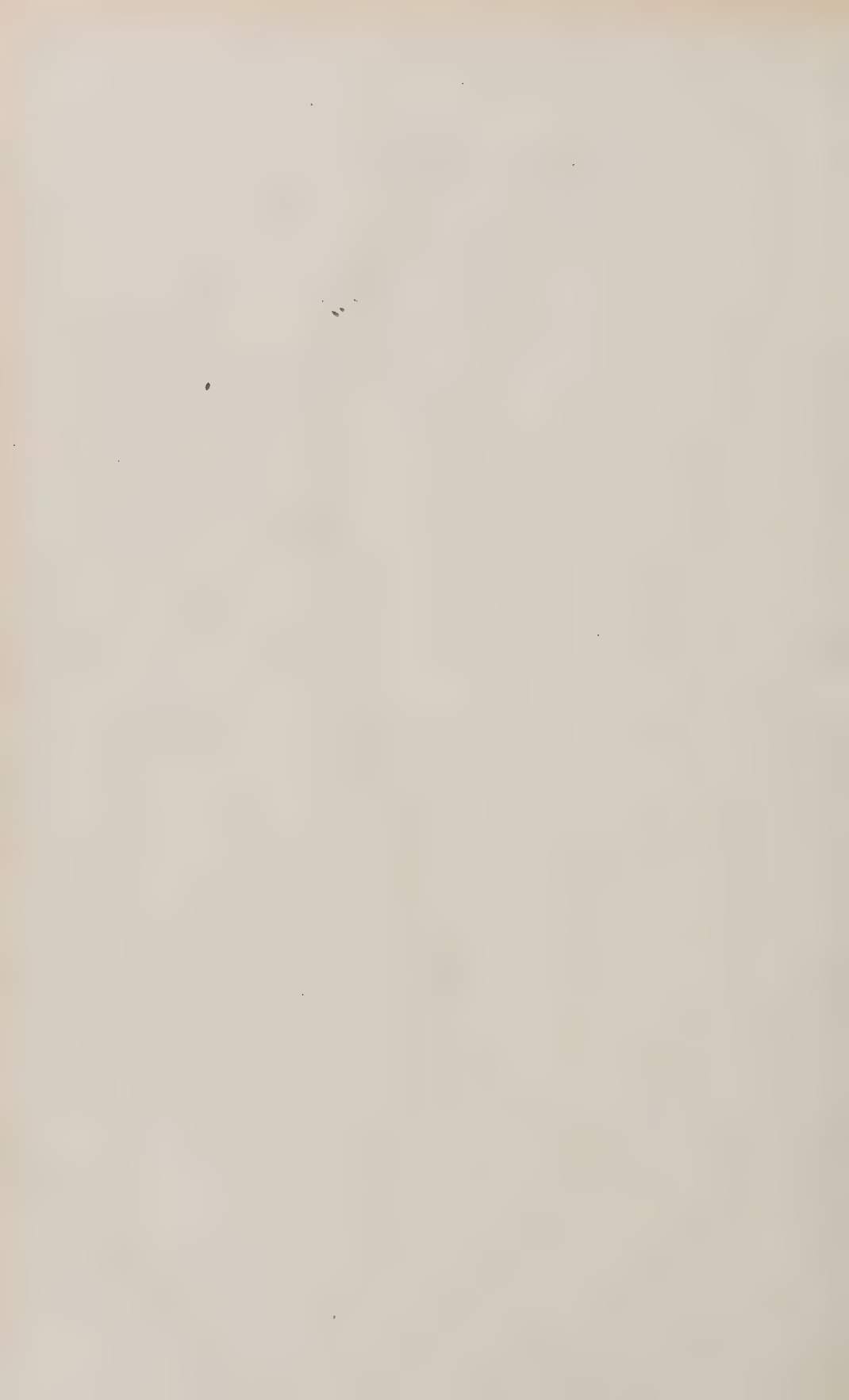


TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I.

Pages

<i>L'instruction française et religieuse donnée aux indigènes (1604-1632).</i> — I. Premier apôtre du français en Amérique : Marc Lescarbot. — II. Les Jésuites en Acadie. — III. Les Indiens, leur intelligence, leur langue, leur amour pour les Français. — IV. Les Récollets en Acadie (1618-1628)	9
--	---

CHAPITRE II.

<i>Séminaires et écoles en Acadie (1632-1655).</i> — I. Séminaires de La Hève et de Port-Royal. — II. Écoles de filles à Port-Royal. Difficultés de maintenir les écoles acadiennes. — III. L'Acadie passe aux Anglais	27
--	----

CHAPITRE III.

<i>En Acadie jusqu'à l'expulsion de 1755.</i> — I. Dernière période du régime français en Acadie (1667-1713). — II. L'Acadie française sous le régime anglais (1713-1755)	45
---	----

CHAPITRE IV.

<i>Fin du régime français en Acadie.</i> — I. Écoles et couvents à Louisbourg (1713-1759). — II. Destruction des écoles acadiennes et déportation des Acadiens. — III. Programme des écoles acadiennes (1604-1759). — IV. État de l'instruction en Acadie	65
---	----

CHAPITRE V.

<i>Les écoles françaises de la Nouvelle-Écosse (1755-1864).</i> — I. Situation difficile du français en Nouvelle-Écosse. — II. Le père Sigogne à la baie Sainte-Marie. — III. Écoles acadiennes dans le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse. — IV. Écoles françaises au Cap Breton.	87
---	----

CHAPITRE VI.

Écoles françaises au Nouveau-Brunswick jusqu'en 1871. —

- I. Situation des Acadiens immédiatement après l'expulsion. —
II. Écoles françaises au Madawaska. — III. Écoles françaises dans
le Nord et dans l'Est de la province. — IV. Lois scolaires de la
province jusqu'en 1871. 105

CHAPITRE VII.

Écoles françaises dans l'île du Prince Édouard jusqu'en 1877. —

- I. Les Acadiens dans l'île Saint-Jean (1720-1759). — II. Misères et
courage des Acadiens (1759-1830). — III. Le gouvernement et les
écoles. 117

CHAPITRE VIII.

Fondations projetées ou disparues de collèges et de couvents

- français.* — I. En Nouvelle-Écosse. — II. Au Nouveau-Brunswick. —
III. Dans l'île du Prince Édouard. — IV. Couvents en Acadie. —
V. Mise au point 127

CHAPITRE IX.

Établissement des écoles officielles actuelles. — I. Juridiction

- scolaire du gouvernement. — II. Dans la Nouvelle-Écosse. — III. Au
Nouveau-Brunswick. — III. Dans l'île du Prince Édouard 145

CHAPITRE X.

Administration et programmes des écoles officielles. — I. Admi-

- nistration. — II. Programme des écoles officielles. — III. Le
français dans les écoles de la Nouvelle-Écosse. — IV. Le français
dans les écoles du Nouveau-Brunswick. — V. Le français dans
les écoles de l'île du Prince Édouard. — VI. Les écoles normales
dans les provinces maritimes. 155

CHAPITRE XI.

- Le collège de Saint-Joseph de Memramcouk (1854-1926) 173*

CHAPITRE XII.

Pages

<i>Les Eudistes (1890-1926).</i> — Collège de Sainte-Anne de Church-Point. — II. Collège du Sacré-Cœur. — III. Séminaire du Saint-Cœur, Halifax	183
---	-----

CHAPITRE XIII.

<i>Programme des études secondaires</i>	195
---	-----

CHAPITRE XIV.

<i>Les couvents français.</i> — I. Congrégation de Notre-Dame. — II. Congrégation de Notre-Dame de la Charité de Halifax. — III. Congrégation de Notre-Dame du Sacré-Cœur. — IV. Religieuses hospitalières de Saint-Joseph. — V. Congrégation des Filles de Jésus. — VI. Dernières fondations de couvents	207
---	-----

CHAPITRE XV.

<i>Aujourd'hui et demain.</i> — I. Situation actuelle de l'enseignement en Acadie. — II. La Société de l'Assomption. — III. Les conventions nationales. — IV. Les journaux français en Acadie. — V. Secours de l'étranger pour l'instruction. — VI. Sympathie des Anglais pour la langue française. — VII. Le clergé en Acadie. — VIII. Le parler acadien. — IX. La population acadienne. — X. Demain	223
<i>Sources principales.</i>	249

